



À pas mesurés

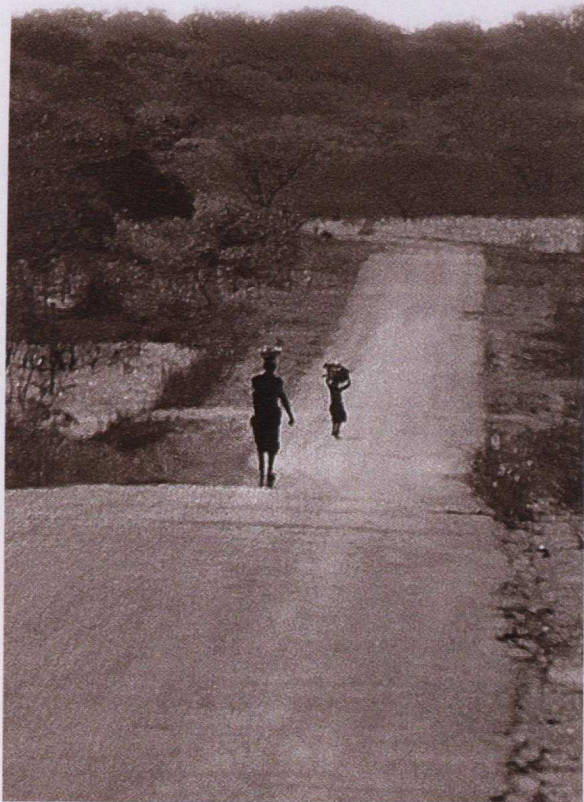
Rapport sur le
Fonds canadien contre
les mines terrestres
1999-2000



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada



(Page couverture) Dans la province d'Inhambane, au Mozambique, des femmes marchent le long d'une route endommagée par des inondations dans un secteur infesté de mines. Le Canada appuie des programmes de déminage, d'aide aux victimes et d'information sur les mines dans les localités avoisinantes. Photo : Nicolas Drouin/ACDI



À pas mesurés : Rapport sur le Fonds canadien contre les mines terrestres 1999-2000

Données de catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Canada

Canada. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

À pas mesurés : rapport sur le Fonds canadien contre les mines terrestres, 1999-2000

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche.

Titre de la p. de t. addit. : Measured Steps.

ISBN 0-662-65499-4

N° de cat. E2-193/2000

1. Mines terrestres.
2. Mines terrestres – Politique gouvernementale – Canada.
3. Mines antipersonnel (Droit international).

I. Titre: Measured Steps.

JZ5645.M42 2000 355.8'25'115 C2001-980071-1F





À pas mesurés

Rapport sur le Fonds canadien contre les mines terrestres, 1999-2000

Messages des ministres	2
------------------------	---

Introduction	
À pas mesurés : les progrès de l'application de la Convention d'Ottawa	5

Pour mettre fin à l'utilisation, la production, l'exportation et le stockage des mines	10
---	----

Réduction du nombre de victimes et campagnes d'information	16
---	----

Opérations de déminage	20
Le Centre canadien des technologies de déminage	28

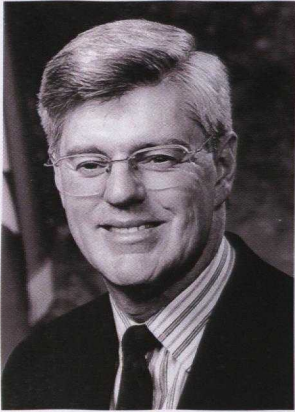
L'aide aux survivants et à leur milieu communautaire	32
--	----

Pour améliorer l'information et la coordination	37
---	----

La poursuite des efforts	41
--------------------------	----

Tableaux des dépenses, 1999-2000	
Dépenses des ministères selon le programme	44
Dépenses consacrées à l'interdiction des mines	44
Dépenses selon le secteur d'activité	45
Fonds affectés à l'action antimines selon le pays	46

Le leadership du Canada porte fruit



Je suis heureux de présenter au Parlement et aux citoyens et citoyennes du Canada le rapport des activités menées dans le cadre du Fonds canadien contre les mines terrestres au cours de sa deuxième année d'existence, soit l'exercice 1999-2000. *À pas mesurés : rapport sur le Fonds canadien contre les mines terrestres, 1999-2000* décrit les efforts que continue de déployer le gouvernement canadien pour répondre à la crise humanitaire créée par ces terribles engins.

Le Canada a joué un rôle important dans les démarches qui ont abouti à la signature de la Convention visant à interdire les mines. Je suis fier du leadership que nous continuons d'exercer dans les efforts en vue de faire ratifier, appliquer et respecter la Convention d'Ottawa par tous les pays du monde. Si ce document représente pour le Canada une réussite tout à fait remarquable, sa signification profonde réside dans le fait qu'il institue un régime détaillé pour relever le défi que posent les mines terrestres à la communauté mondiale. Je maintiens mon engagement personnel à veiller au succès de la Convention parce que je suis convaincu qu'elle a des effets bénéfiques sur la vie des innombrables personnes et localités frappées par ce fléau à travers le monde.

Au cours de l'exercice 1999-2000, le Canada a continué d'appuyer tous les aspects de l'action menée à l'échelle de la planète pour combattre le problème des mines. Il a contribué environ 22 millions de dollars aux activités de déminage, de destruction des stocks, d'aide aux victimes, de sensibilisation et d'action intégrée menées dans plus de 20 pays. En plus de prêter main forte à ceux et celles qui s'emploient à améliorer l'information et la coordination de l'action antimines, nous avons aidé à soutenir le rôle que joue la société civile dans la promotion de cette action au Canada et à l'étranger, et nous avons réalisé des progrès importants dans la mise au point de technologies de déminage et autres.

Comme l'évoque son titre, le rapport fait état des étapes franchies graduellement pour assurer l'efficacité concrète de la Convention. Il est réconfortant de constater les progrès réalisés en ce qui a trait au nettoyage des terrains infestés de mines, à la réduction du nombre d'incidents provoqués par celles-ci et au soutien apporté aux victimes. Et il est tout aussi encourageant de voir que le nombre des pays qui appuient la Convention, notamment en y adhérant formellement et en contribuant eux-mêmes à l'action antimines, ne cesse de croître.

Les efforts du Canada portent donc fruit, et c'est avec beaucoup de plaisir que j'anticipe de pouvoir vous présenter au cours des années qui viennent d'autres rapports décrivant les succès de la Convention.

John Manley

Ministre des Affaires étrangères

Comme en témoigne ce rapport, les Canadiens jouent un rôle efficace dans les démarches en vue d'améliorer le sort des individus et des villages touchés par les mines terrestres dans les pays en développement. Nous connaissons les effets dévastateurs de ces armes, qui tuent et mutilent sans discrimination, et dont les victimes sont souvent les membres les plus vulnérables de la société – des enfants qui jouent dans un champ, des femmes qui vont au puits ou cherchent du bois pour allumer le feu. De plus, la frayeur qu'inspirent les mines freine les activités de développement et paralyse les efforts.

L'ACDI investit stratégiquement dans l'avenir des pays infestés de mines en les aidant à acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour pouvoir procéder eux-mêmes au déminage des terrains contaminés. Le Canada vient également en aide aux personnes et aux localités touchées par les mines en améliorant les systèmes de soins de santé afin qu'ils puissent mieux répondre aux besoins des victimes. Notre appui aux organisations non gouvernementales et internationales aide celles-ci dans leurs efforts de réadaptation et de réintégration des victimes, ainsi que dans l'organisation d'activités d'information sur les mines.

Le défi qui nous attend est de taille, mais nous pouvons néanmoins d'ores et déjà constater des résultats positifs deux ans après le lancement du Fonds canadien contre les mines terrestres. Ainsi, nous apprenons à la lecture de ce rapport que le nombre de nouvelles victimes des mines est en baisse et que le déminage des zones hautement prioritaires comme les écoles, les routes et les terres agricoles accuse des progrès tangibles.

Ce sont là, à mes yeux, des résultats très prometteurs, et qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme beaucoup plus vaste. La protection des enfants contre les mines est un pas important, mais il est tout aussi impératif de veiller à ce que les jeunes prennent conscience du danger qui les entoure. Nous ne pourrons y arriver que si nous orientons les investissements vers des programmes de développement social dans des secteurs tels que la santé, l'éducation et la protection de l'enfance.

Maria Minna

Ministre de la Coopération internationale

La Convention d'Ottawa, signée en décembre 1997, a marqué le premier pas vers l'élimination des mines antipersonnel.

Depuis, nous avons pris de nombreuses autres mesures pour aider les peuples à se défaire des champs de mines et les pays à détruire leurs stocks. Le gouvernement du Canada participe pleinement à ce combat.

Le ministère de la Défense nationale, par l'entremise du Centre canadien des technologies de déminage, à Suffield (Alberta), a réalisé des progrès impressionnants dans la mise au point de techniques pour la détection des mines antipersonnel. Il met l'accent sur des équipements peu coûteux qui peuvent être utilisés facilement dans les pays touchés par les mines. D'importantes améliorations ont également été réalisées dans la conception de vêtements de protection pour les équipes de déminage. Le Centre s'est acquis une réputation mondiale pour ses innovations technologiques et ses installations servant à la mise à l'essai des nouvelles technologies.



Le personnel des Forces canadiennes participait déjà activement aux opérations de déminage humanitaire bien avant la signature de la Convention d'Ottawa. Au Koweït, en Somalie, au Rwanda, au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, des membres des Forces canadiennes ont déblayé des champs de mines, enseigné aux populations locales comment mener des activités de déminage dans des conditions de sécurité et mis en place des programmes d'information qui revêtent une importance toute particulière pour la protection des enfants. Les experts des Forces canadiennes ont également dispensé des conseils sur les façons de détruire les stocks de mines à un grand nombre de militaires dans toutes les régions du monde.

Grâce au Fonds canadien contre les mines terrestres, il a été possible d'aller au-delà des déclarations de bonnes intentions et de prendre des mesures concrètes en vue d'éliminer les mines antipersonnel. Je suis extrêmement fier de la contribution importante apportée à cet égard par les hommes et les femmes qui œuvrent au sein des Forces canadiennes et du ministère de la Défense nationale.

Art Eggleton

Ministre de la Défense nationale



En ma qualité de ministre de l'Industrie, je suis heureux que notre ministère contribue aux efforts importants déployés par le gouvernement du Canada pour éliminer les mines terrestres et venir en aide aux victimes de ces armes effroyables.

Par l'entremise de Partenariat technologique Canada, Industrie Canada collabore avec le secteur privé et le Centre canadien des technologies de déminage afin de mettre au point et de commercialiser des technologies et des équipements qui permettront aux gens de retourner en toute sécurité dans les champs et les villages abandonnés des régions dévastées par la guerre à travers le monde.

On peut illustrer cet engagement en citant l'investissement effectué par Industrie Canada dans PRO MAC Manufacturing, une entreprise de Duncan (Colombie-Britannique), par l'intermédiaire du Fonds canadien contre les mines terrestres. Cet investissement mènera à la commercialisation de la machine de fauchage/déminage, qui enlève le feuillage afin de permettre aux opérations de déminage de se poursuivre. Cette technologie réduira les risques auxquels s'exposent les démineurs et contribuera à accélérer l'élimination des mines terrestres.

La contribution d'Industrie Canada à la lutte contre les mines montre clairement comment l'innovation peut contribuer à améliorer la qualité de vie des gens à travers le monde. Elle met aussi en lumière le rôle important que joue le gouvernement du Canada pour faciliter la mise au point de produits innovateurs.

C'est là un exemple des actions entreprises par Industrie Canada pour améliorer les choses – non seulement en faveur de la population canadienne mais aussi pour les gens qui vivent partout ailleurs dans le monde.

Brian Tobin

Ministre de l'Industrie

INTRODUCTION

À pas mesurés : les progrès de l'application de la Convention d'Ottawa

Les mines antipersonnel continuent de répandre la souffrance dans de nombreux pays, mais nous savons aujourd'hui que les mesures prises par la communauté internationale pour éliminer ces engins mortels donnent des résultats positifs. On peut en effet mesurer les progrès réalisés grâce aux efforts du Canada et d'autres pays et organisations internationales et non gouvernementales. La Convention d'Ottawa a mis en place un régime qui nous permet de nous attaquer globalement au problème des mines terrestres à travers le monde. Par ailleurs, le Canada, par l'intermédiaire du Fonds canadien contre les mines terrestres (FCMT) et au moyen d'autres ressources, apporte une importante contribution à la concrétisation de ce cadre d'action.

Le problème

Les mines terrestres antipersonnel sont des armes déposées par terre ou enfouies dans le sol et qui, sous la simple pression d'un pas humain, peuvent exploser, mutilant leurs victimes ou entraînant même la mort. Ces armes meurtrières dissimulées causent des blessures atroces et causent souvent de graves hémorragies, la perte d'une jambe ou d'un bras et de graves lésions corporelles.

Les principales victimes des mines sont des civils, souvent des femmes et des enfants vivant dans des pays où on ne dispose pas du matériel nécessaire pour prodiguer les soins et les services de réadaptation requis. Bon nombre d'incidents impliquant des mines ne sont pas rapportés aux autorités compétentes car les victimes succombent à leurs blessures avant de pouvoir se rendre à l'hôpital.



John Rodsted



Frank Lypko

Les mines antipersonnel – telles les mines à fragmentation sur piquet POM-Z 2M (ci-haut) et les mines à effet de souffle PRB M409 (ci-contre) – continuent de tuer et blesser sans discrimination, longtemps après avoir été posées.

L'utilité militaire
marginale des
mines ne fait pas
le poids devant la
crise humanitaire
qu'elles provoquent.

Des populations entières sont terrorisées à l'idée que leurs champs, leurs routes et les environs de leurs domiciles peuvent être minés. La crainte des mines empêche les gens d'exploiter leurs terres et infrastructures en toute sécurité et de manière productive, ce qui nuit au développement local et à la capacité des gens de subvenir à leurs besoins et de prospérer.

L'impact tragique de ces « sentinelles silencieuses » dépasse largement leur utilité militaire marginale. On a en effet démontré que les mines antipersonnel ne sont pas vraiment utiles aux militaires, mais on s'en sert néanmoins depuis longtemps contre les populations civiles. Elles constituent un obstacle au développement durable, au retour des réfugiés dans leurs foyers et aux efforts de reconstruction après les conflits.



John Rodsted

Le mouvement en faveur du changement

Au début des années 90, diverses organisations non gouvernementales (ONG) actives dans le domaine du développement et de l'aide humanitaire ont lancé un cri d'alarme au sujet des mines. Les souffrances attribuables à ces engins et les obstacles qu'ils posent à l'utilisation productive des terres nuisaient aux activités de reconstruction et de développement durable entreprises par les ONG et les populations locales.

C'est ainsi qu'a pris naissance un mouvement mondial visant à interdire les mines, à déminer les terrains contaminés et à venir en aide aux victimes. Un certain nombre d'États, dont le Canada, ont par la suite adhéré à la campagne antimines. Cette alliance entre les gouvernements et la société civile, jumelée à une initiative diplomatique accélérée unique en son genre, lancée par le Canada, est devenue le « Processus d'Ottawa ». Elle a débouché sur la négociation de la « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction » – la Convention d'Ottawa, signée en 1997.

La Convention d'Ottawa : un cadre d'action

Le Prix Nobel de la paix pour l'année 1997 a été décerné à la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (CIMT) et à sa coordonnatrice, Jody Williams, en reconnaissance des efforts menant à la signature de la Convention. Tant les ONG que des pays comme le Canada savaient par contre que le travail ne faisait que commencer. Il fallait maintenant assurer le respect des dispositions de la Convention.

La Convention d'Ottawa a ceci de singulier qu'elle prévoit l'interdiction d'une arme qui est utilisée depuis de nombreuses décennies et qu'elle établit les mesures qui doivent être prises pour atténuer les souffrances causées par cette arme.

Pas moins de 133 États ont paraphé la Convention pendant la période où elle était ouverte à la signature, signifiant ainsi leur

Ce sont des organisations de la société civile, révoltées par les souffrances provoquées par ces armes, qui ont donné l'impulsion initiale au mouvement en vue d'interdire les mines terrestres.

intention de la sanctionner officiellement à une date ultérieure et, en vertu du droit international, de ne poser aucun geste susceptible de compromettre la réalisation de ses objectifs. Dès le 1^{er} mars 1999, elle avait recueilli un nombre suffisant de ratifications pour pouvoir entrer en vigueur. Depuis, les appuis en faveur de la Convention n'ont cessé de croître et, le 31 décembre 2000, 109 États l'avaient ratifiée ou y avaient formellement adhéré, indiquant ainsi qu'ils en acceptaient les modalités.

L'engagement du Canada

Le Canada prend très au sérieux les obligations qui lui incombent aux termes de la Convention. À peine un mois avant que les représentants de 122 pays se réunissent à Ottawa pour signer le document, le Canada achevait la destruction de ses stocks de mines antipersonnel. Il a en outre été le premier pays à ratifier la Convention et il a adopté une loi aux termes de laquelle commet un crime tout Canadien qui produit, utilise, transfère ou possède des mines terrestres.

Le Canada a concrétisé financièrement son engagement envers les objectifs de la Convention d'Ottawa lorsqu'en décembre 1997 le Premier ministre Jean Chrétien a annoncé la constitution d'un fonds doté de 100 millions de dollars sur cinq ans pour faciliter la poursuite des travaux visant à universaliser l'interdiction des mines et à



MAECI

réaliser les objectifs de la Convention. La régie du Fonds canadien contre les mines terrestres est assurée au moyen d'une formule innovatrice de collaboration entre quatre ministères fédéraux, soit le ministère des Affaires étrangères et du Commerce

Le Premier ministre Jean Chrétien prenant la parole lors de la séance de signature de la Convention d'Ottawa en 1997.

international (MAECI), l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Industrie Canada et le ministère de la Défense nationale (MDN).

Pour coordonner cette action et mettre en évidence l'importance prioritaire qu'il lui attribue, le Canada a nommé Jill Sinclair ambassadrice spéciale responsable de tout ce qui se rapporte à la mise en application de la Convention. En 1999, M^{me} Sinclair a été remplacée par Daniel Livermore au poste d'ambassadeur à l'action contre les mines. Le Canada a en outre constitué au sein du MAECI une unité spéciale chargée de l'action antimines et de l'application de la Convention.



Mary O'Neill

L'ambassadeur du Canada à l'action contre les mines, Daniel Livermore.

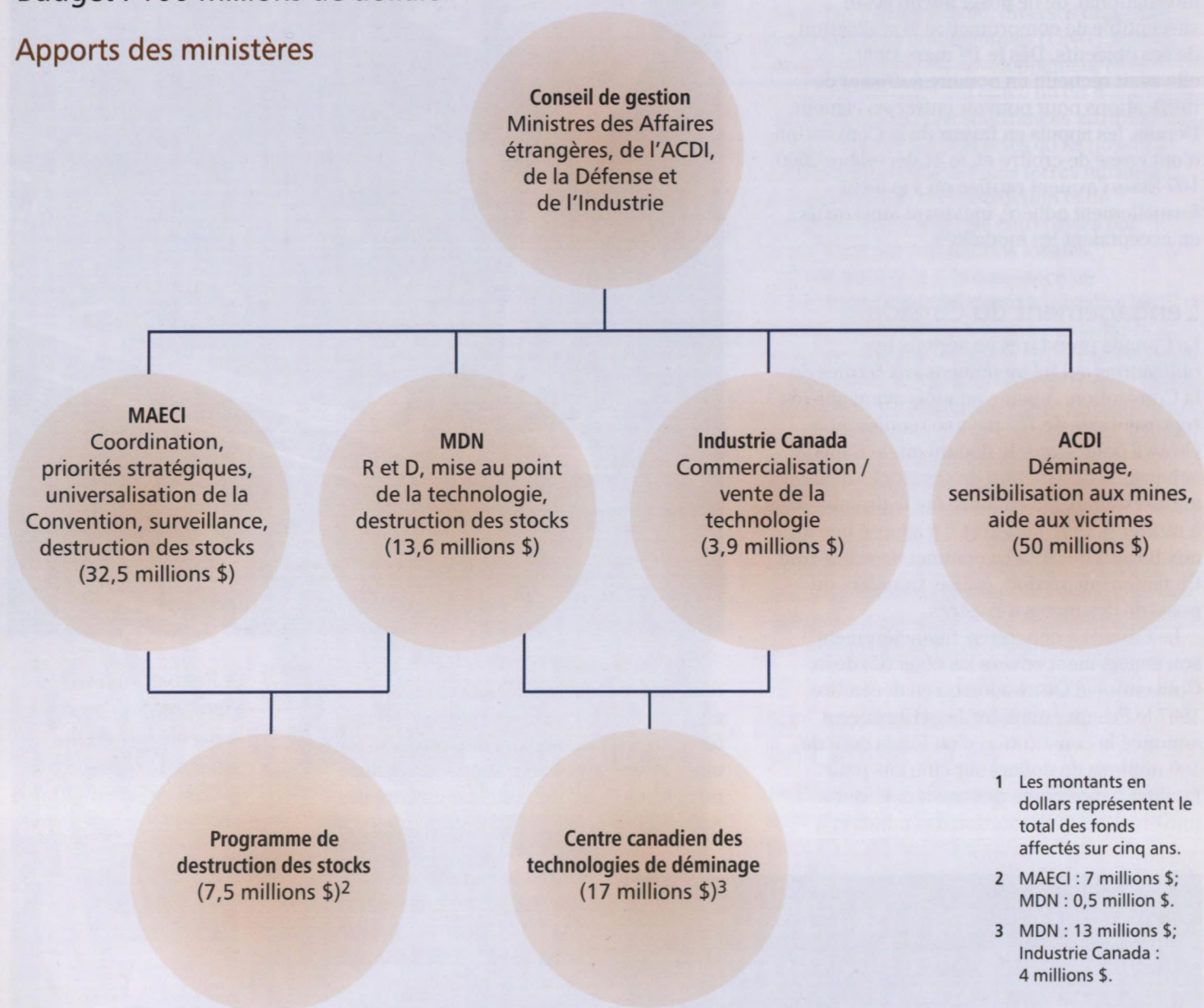
Les pays qui acceptent d'être liés par la Convention prennent les engagements suivants :

- cesser immédiatement d'utiliser, de produire et de transférer des mines antipersonnel;
- détruire les stocks existants dans un délai de quatre ans;
- déminer tous les terrains contaminés dans un délai de 10 ans;
- participer à la prestation de soins aux victimes des mines et à leur réadaptation;
- collaborer à la mise en place d'un régime visant à assurer le respect intégral de la Convention.

Fonds canadien contre les mines terrestres

Budget : 100 millions de dollars¹

Apports des ministères



1 Les montants en dollars représentent le total des fonds affectés sur cinq ans.

2 MAECI : 7 millions \$; MDN : 0,5 million \$.

3 MDN : 13 millions \$; Industrie Canada : 4 millions \$.

Le MAECI a été désigné ministre responsable des initiatives axées sur l'universalisation de la Convention, d'initiatives antimines locales visant à promouvoir et renforcer les appuis à la Convention, de mesures de coordination internationale et de la formulation des politiques, d'activités de surveillance pour assurer le respect de la Convention et de campagnes en vue d'informer le public canadien au sujet des mines terrestres. Le MAECI collabore également avec le MDN à un programme destiné à aider d'autres pays à détruire leurs stocks de mines.

L'ACDI détient pour sa part le rôle directeur dans les domaines du déminage, de la sensibilisation aux mines et de l'aide aux victimes. Son action vise à favoriser la réconciliation et la reconstruction dans les pays touchés par les mines, de même que la reprise des activités de développement durable à l'issue des conflits qui les ont secoués. L'ACDI s'emploie à renforcer les capacités des institutions qui jouent un rôle critique, par le truchement d'ONG canadiennes, du secteur privé et d'organisations multilatérales, y compris les Nations Unies, le Comité international de la Croix-

Rouge (CICR) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'ACDI soutient également l'action antimines dans un certain nombre de pays dans le cadre de son programme général d'aide au développement.

Le MDN et Industrie Canada ont uni leurs efforts pour établir le Centre canadien des technologies de déminage (CCTD), situé au Centre de recherche pour la défense, Suffield (CRDS) en Alberta. La mission du CCTD consiste à mettre au point des technologies peu coûteuses et durables de détection et de neutralisation des mines, de protection du personnel et d'aide aux victimes, et à chercher des solutions de rechange aux mines terrestres dans le contexte des opérations militaires. Il s'occupe en outre d'évaluer les technologies mises au point par ses propres chercheurs ou par l'industrie canadienne, grâce aux installations dont il dispose du fait de son association avec le CRDS. C'est à Industrie Canada que revient la tâche de faire la promotion des technologies les plus prometteuses. Le MDN participe également à l'action antimines en envoyant des conseillers techniques dans les régions contaminées.

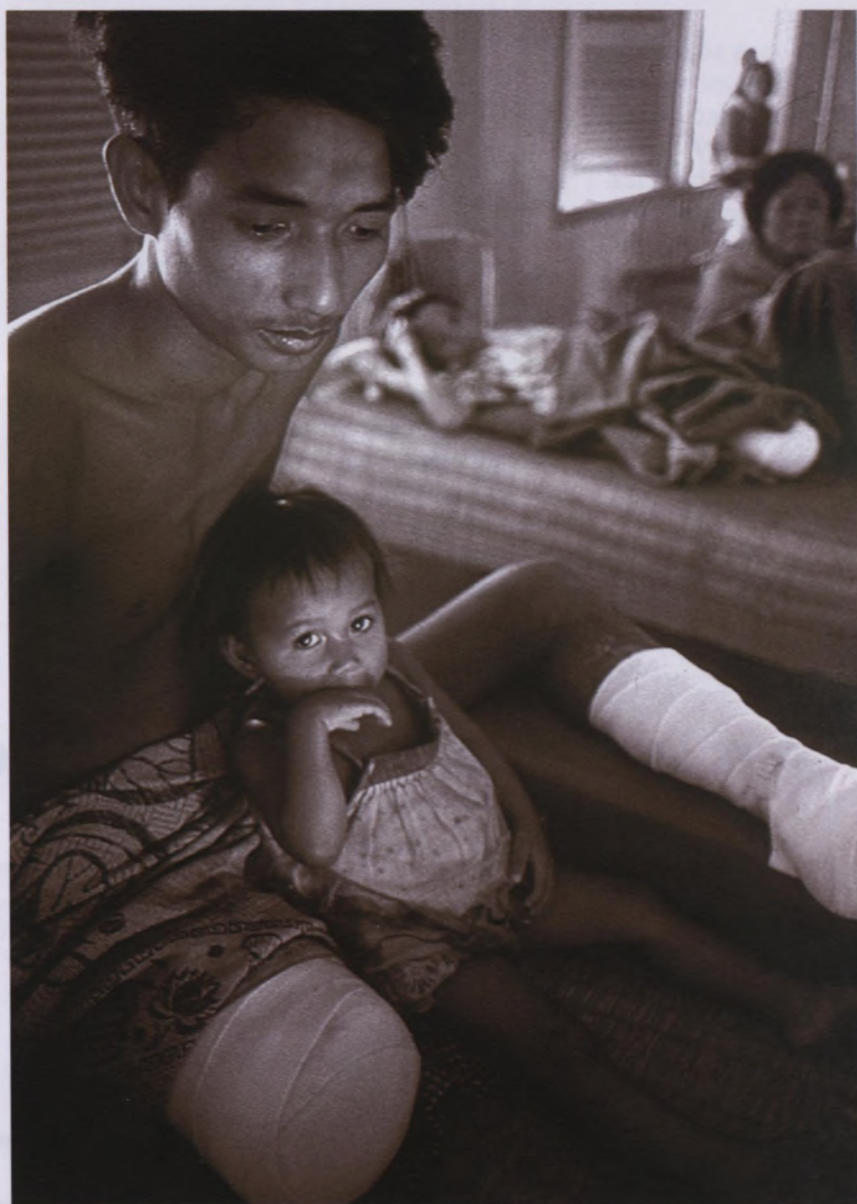
À pas mesurés : les progrès de l'application de la Convention

La mise en place du nouveau régime international établi par la Convention d'Ottawa va bon train. En juillet 2000, la ratification du traité par la Mauritanie marquait un jalon important, car ce pays était le 100^e État à l'adopter formellement. Les appuis ne cessent de s'accroître, et les pays qui n'ont pas encore souscrit à cet important document humanitaire sont de plus en plus nombreux à s'engager à modifier leur comportement vis-à-vis les mines.

Les travaux de déminage se poursuivent à un rythme remarquable. Dans les pays les plus contaminés, les terres remises en état d'exploitation à l'intention des populations locales s'accroissent sans cesse. Si le nombre de nouvelles victimes reste encore trop élevé, on assiste néanmoins à une baisse sensible, en partie grâce aux efforts d'information. Les personnes qui ont survécu à l'explosion d'une mine (les « survivants ») et les localités où elles vivent reçoivent des services et des

soutiens plus importants et de meilleure qualité. Grâce à une information plus abondante et plus précise, on peut désormais mieux comprendre l'ampleur du problème et fixer les priorités de manière plus efficace. Enfin, on voit se multiplier les efforts visant à assurer la pérennité de l'action antimines.

Le présent rapport vise à renseigner le Parlement et la population du Canada au sujet des progrès réalisés relativement à l'action antimines, et plus particulièrement à faire état de la contribution du Canada à cet égard. À la fin du deuxième exercice du FCMT, nous nous sommes rapprochés de notre objectif d'éradication de toutes les mines. Il reste beaucoup à faire, mais les progrès accomplis jusqu'à présent nous autorisent à espérer que la Convention d'Ottawa pourra jouer son rôle et contribuer à la solution du problème des mines sur toute la planète.



Robert Semenuk

Le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants tués ou mutilés par les mines est encore trop élevé.

Pour mettre fin à l'utilisation, la production, l'exportation et le stockage des mines

La Convention d'Ottawa établit un régime pour la résolution du problème mondial des mines terrestres en prévoyant l'interdiction complète des mines et en obligeant les pays qui ont les ressources nécessaires à participer aux activités de déminage, à venir en aide aux victimes et à contribuer à d'autres aspects de l'action antimines. En mars 1999, le monde entier applaudissait l'entrée en vigueur de la Convention, mais le travail concret se poursuit pour que soient respectées les modalités de cet instrument.

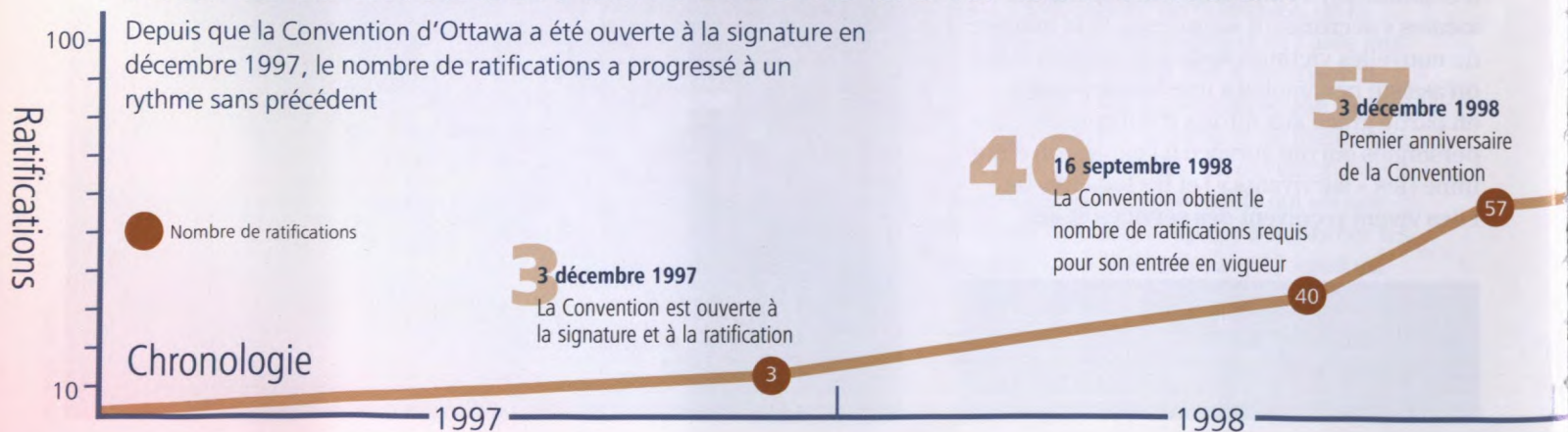
On peut d'ores et déjà signaler des progrès en ce qui a trait à tous les aspects du statut général et de la mise en application de la Convention. En particulier, 133 pays ont paraphé la Convention pendant la période où elle était ouverte à la signature, signifiant ainsi leur appui général au document et leur intention d'en accepter les modalités à une date ultérieure. Au 31 décembre 2000, 109 pays avaient formellement accepté de respecter les obligations prévues dans la Convention en adhérant à celle-ci ou en la ratifiant.

La mise en place d'un régime international axé sur l'élimination des mines antipersonnel a également influé sur le comportement des pays qui n'ont pas encore signé la Convention d'Ottawa. Certains d'entre eux ont pris des

mesures qui les rapprochent sensiblement de l'interdiction des mines en adoptant des moratoires sur leur utilisation, leur production et leur exportation, et en s'engageant à accéder à la Convention d'ici quelques années.

D'après l'Observatoire des mines de la CIMT, le nombre de producteurs de mines antipersonnel a diminué de façon remarquable ces dernières années, passant de 54 à 16. Aujourd'hui, 33 des 34 pays dont on sait qu'ils exportaient autrefois des mines terrestres ont formellement déclaré qu'ils avaient mis fin à ces ventes. Par ailleurs, plus de 50 pays ont détruit au-delà de 22 millions de mines. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, le déminage se fait à un rythme plus rapide que l'installation de nouvelles mines.

Vers la ratification universelle de la Convention



Collaboration

L'alliance durable qui s'est établie entre les États et les organisations de la société civile donne l'impulsion nécessaire pour assurer la mise en application de la Convention et le respect de ses dispositions. Le Canada reconnaît le rôle essentiel que jouent des organismes comme la CIMT, le CICR et Action Mines Canada (AMC), qui mettent en valeur la nécessité de poursuivre l'action en vue d'assurer le succès de la Convention. Pour appuyer leurs efforts, le Canada offre, par l'entremise du Programme de partenariat pour l'action contre les mines du MAECI, un appui financier aux activités qui contribuent à la réalisation de ses objectifs en ce qui a trait à la ratification et à la mise en application universelles de la Convention.

En 1999, le Canada a versé environ 713 000 dollars à des organisations de la société civile au titre du Programme de partenariat pour l'action contre les mines. AMC, une coalition d'ONG, a reçu 316 000 dollars en 1999 pour ses activités de promotion au pays et à l'étranger. De ce montant, 40 000 dollars ont servi à l'organisation d'une conférence consacrée au dialogue avec les acteurs non étatiques, parrainée conjointement par AMC et par le groupe de travail sur les acteurs non étatiques de la CIMT.

La CIMT elle-même a obtenu un financement de base de 200 000 dollars à l'appui de ses activités de promotion à l'échelle internationale. La contribution du Canada visait à soutenir le travail de la coordonnatrice de la CIMT et du personnel du centre de ressources et des relations gouvernementales, en leur permettant de participer au programme de travail intersessions de la Convention d'Ottawa, à des conférences



régionales et à des initiatives communautaires à l'échelle internationale.

L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) a obtenu une aide de 100 000 dollars pour ses activités en faveur de l'universalisation de la Convention en ex-URSS. Cette aide du Canada a permis à l'IPPNW de recueillir des données, de surveiller les reportages des médias sur les mines et de poursuivre son travail en vue de former des coalitions entre les organisations favorables à l'interdiction des mines dans une région qui, jusqu'à présent, n'a pas encore donné un appui solide à la Convention.

Par ailleurs, le Canadian International Demining Corps (CIDC), organisme sans but lucratif de Sydney (Nouvelle-Écosse), a reçu près de 100 000 dollars pour entraîner des

Le Canada appuie les démarches entreprises par la coalition d'ONG Action Mines Canada auprès des milieux culturels canadiens. Ici, Mary Foster (AMC) et Rae McGrath, un militant de la campagne internationale pour interdire les mines, se joignent à des leaders communautaires somaliens pour discuter de la question.





MDN

équipes de chiens à la détection des mines et les envoyer sur le terrain. Le CIDC vise à devenir un centre d'excellence dans cet important domaine de l'action antimines.

Le Canada soutient également les démarches entreprises à l'échelle nationale ou régionale pour maintenir et élargir l'appui à la Convention d'Ottawa. Ainsi, en 1999, dans le cadre du Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI, il a contribué 70 000 dollars pour la tenue de conférences en Inde, au Nigéria, en Croatie et en Géorgie consacrées à l'universalisation ou à la mise en application de la Convention. Le modèle des conférences régionales, qui a joué

un rôle si utile lors des étapes qui ont précédé la négociation de la Convention, continue d'occuper une place importante dans les efforts en vue de mobiliser les appuis et de sensibiliser l'opinion publique.

Il convient de souligner d'autres initiatives soutenues par le Canada dans divers pays par le truchement du Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines : contribution de près de 60 000 dollars à l'organisation Rebuild International pour la réalisation d'une étude sur la démilitarisation d'une usine de munitions en Bosnie; contribution de 10 000 dollars au réseau des survivants (Landmine Survivors Network) en vue de la visite de son porte-parole officiel, la Reine Noor de Jordanie, au Vietnam et au Cambodge pour promouvoir la Convention d'Ottawa et les droits des survivants des mines terrestres; contribution de 34 000 dollars aux travaux de Mine Action Scholar-in-Residence (organisme



Mary Wareham/CIMT



La campagne indienne en vue d'interdire les mines

(En haut à gauche) Ancien commandant des Forces canadiennes, le lieutenant-général à la retraite Gordon Reay a amorcé un dialogue avec les dirigeants militaires étrangers au sujet de l'utilité douteuse des mines antipersonnel.

(Ci-dessus) La campagne indienne en vue d'interdire les mines a réuni des victimes pour défendre leur cause.

(Ci-contre) La conférence régionale de Zagreb sur l'action antimines a débuté par la destruction de 3 434 mines antipersonnel.

Landmine Monitor Report

Toward a Mine-Free World

2000



Le deuxième rapport annuel de l'Observatoire des mines a été présenté lors de la deuxième réunion des États parties à la Convention d'Ottawa, qui s'est tenue en septembre 2000.

de Boston) visant à intégrer des cours et des conférences sur l'action antimines aux programmes d'études des universités américaines; contribution de 45 000 dollars pour la tenue de concerts en Californie mettant en vedette Sheryl Crow, Emmy Lou Harris et Steve Earle (Concerts for a Landmine Free World).

Le dialogue entre militaires est un autre élément important contribuant à la promotion de la Convention. En 1999, le Canada a financé des visites de l'ancien commandant de l'armée canadienne, le lieutenant-général (retraité) Gordon Reay, dans quatre pays – Bangladesh, Kenya, Sri Lanka et Géorgie – pour amorcer ce dialogue. Dans ces discussions avec les responsables militaires étrangers, le Canada met en évidence le caractère douteux de l'utilité militaire des mines antipersonnel

et explique comment on peut mener des opérations militaires sans faire appel à ces armes.

Activités de surveillance

Contrairement aux autres accords de contrôle des armements, la Convention d'Ottawa ne prévoit pas de mécanisme formel de vérification ou de système de surveillance. C'est pourquoi le Canada estime qu'il faut des sources d'information indépendantes sur la mise en application de la Convention et sur le respect de ses dispositions.

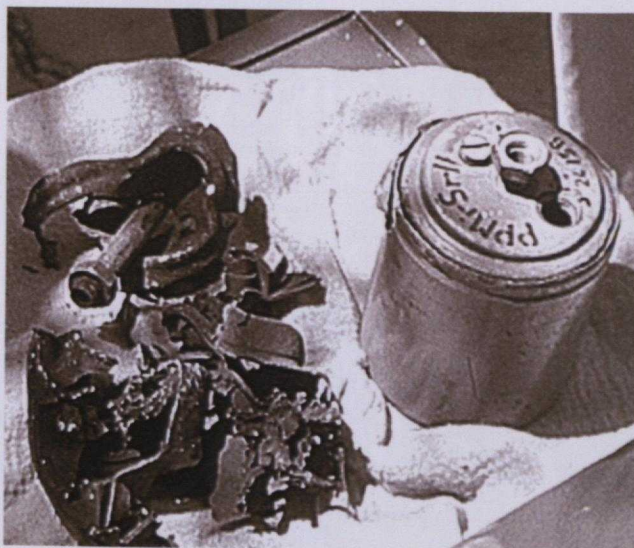
À cette fin, le Canada a, au cours de l'exercice 1999-2000, versé 200 000 dollars par l'entremise du Programme de surveillance des mines du MAECI en vue d'appuyer l'Observatoire des mines de la CIMT. L'Observatoire des mines, un réseau mondial de chercheurs du secteur non gouvernemental, produit chaque année un rapport de plus de 1 000 pages sur les mesures prises par les États en vue d'appliquer la Convention d'Ottawa et sur leurs politiques et leurs

comportements relativement aux mines antipersonnel. Le premier rapport annuel a été diffusé en mai 1999 et le deuxième, en septembre 2000, à l'occasion de la deuxième assemblée des États parties à la Convention. Le Canada a été le premier pays à appuyer cette initiative de la CIMT en versant une contribution de 450 000 dollars au cours de l'exercice 1998-1999.

Destruction des stocks

Aux termes de la Convention d'Ottawa, les États doivent détruire leurs stocks de mines antipersonnel dans un délai de quatre ans suivant l'entrée en vigueur de la Convention. De plus, les États qui sont en

Une mine à fragmentation bondissante PPMI-SR II avant et après sa destruction.



L. Col. Normand Lévesque/MDN



L.COI, Normand Levert/MIDN

Une des six explosions qui ont servi à détruire 10 000 mines antipersonnel à Condega (Nicaragua) en février 2000.

mesure de le faire doivent aider d'autres pays à éliminer leurs stocks. Le Canada, qui a détruit ses derniers stocks de mines avant même que la Convention soit ouverte à la signature, s'est engagé à veiller à ce que les autres États respectent leurs obligations à cet égard.

En 1999-2000, dans le cadre du Programme de destruction des stocks, le Canada a envoyé deux conseillers techniques militaires et un conseiller civil au Nicaragua et au Honduras pour aider à la planification et à l'exécution de travaux de destruction des stocks de mines de

ces deux pays. Il a également fourni près de 2 650 dollars pour l'organisation d'une conférence d'experts sur la destruction des stocks de mines à Minsk, au Bélarus. Des discussions ont été engagées avec l'Ukraine au sujet de la prestation d'une aide financière et technique en vue de la destruction de quelque 10 millions de mines dans ce pays.

Mise en œuvre concrète de la Convention

La Convention d'Ottawa exige que les États signataires se réunissent à tous les ans jusqu'à la Conférence d'examen de la Convention, qui aura lieu en 2004. La première assemblée des États parties à la Convention s'est déroulée à Maputo, au Mozambique, du 3 au 7 mai 1999. Le Canada a accordé un appui financier à la



(Ci-dessus) Une carte postale de la CIMT distribuée lors de la première réunion des États parties à Maputo (Mozambique) en mai 1999.

(Ci-dessous) Les chefs de délégation participant à la rencontre.

conférence de Maputo en versant 22 000 dollars au gouvernement du Mozambique pour l'aider à accueillir cette rencontre importante. En outre, Le Canada a contribué la somme d'environ 75 000 dollars pour appuyer la participation de délégués venus de pays en développement touchés par les mines terrestres.

À cette première rencontre des États parties, les délégués ont fait une déclaration conjointe exprimant en termes vigoureux leur opposition à l'utilisation des mines antipersonnel par certains pays et faisant valoir la nécessité de multiplier les efforts de déminage et de venir en aide aux victimes. Les États parties ont en outre établi un programme de travail intersessions pour faciliter la mise en application de la Convention entre les assemblées annuelles. Le Canada a coprésidé le comité permanent sur le statut général et la mise en application de la Convention, mis sur pied dans le cadre de ce programme.

La deuxième assemblée des États parties a eu lieu à Genève du 11 au 15 septembre 2000. Bien que cette rencontre se soit déroulée au cours de l'exercice 2000-2001, le Canada a versé sa contribution (un peu plus de 27 000 dollars) aux Nations Unies pendant l'exercice précédent.

Les États parties
à la Convention
ont établi un
programme de
travail inter-
sessions pour
faciliter sa mise
en place.



Réduction du nombre de victimes et campagnes d'information

Au milieu des années 90, on estimait que les mines antipersonnel faisaient environ 500 victimes par semaine, soit à peu près 26 000 par année. Bien que très approximatifs, ces chiffres n'en révèlent pas moins l'ampleur des souffrances causées par les mines.

Depuis, la Convention d'Ottawa a établi un nouveau régime international qui contribue déjà à empêcher de nouvelles utilisations des mines terrestres. La Convention oblige en outre les pays à déminer les terrains contaminés et à veiller à ce que les mines enfouies dans le sol ne fassent pas de nouvelles victimes. Ces dernières années, des progrès remarquables ont été réalisés en ce qui concerne le repérage et la signalisation des champs de mines, ainsi que les opérations de déminage proprement dites.

Les démarches entreprises par la communauté internationale pour réduire le nombre de victimes comprennent également des programmes d'information destinés à faire diminuer les comportements dangereux de la part des personnes résidant dans les régions infestées de mines en leur faisant mieux comprendre les risques que celles-ci représentent.

La perception de l'impact des programmes de sensibilisation qu'ont les militants de l'action antimines a évolué ces dernières années. Les nouveaux programmes d'information sont plus imaginatifs et reflètent davantage un souci de tenir compte des besoins et contextes propres aux populations locales en favorisant la participation des gens et en faisant appel à un matériel simple, clair et pertinent, diffusé dans les langues vernaculaires.

La dissémination des pratiques les plus efficaces en matière de sensibilisation aux mines a été grandement facilitée par un document de l'UNICEF consacré à cette question (*International Guidelines for Landmine and Unexploded Ordnance Awareness Education*). Le Comité permanent d'experts en aide aux victimes, en réintégration sociale et économique et en sensibilisa-

tion aux mines, établi en mai 1999 par les États parties à la Convention d'Ottawa, s'est attaché à faire connaître ce guide et à veiller à ce que ses principaux éléments soient intégrés dans la programmation des campagnes d'information.

S'il est difficile de mesurer l'impact que l'information relative aux mines peut avoir sur les comportements, il est néanmoins encourageant de voir qu'on trouve des activités de sensibilisation dans la plupart des pays contaminés et que les plus gravement touchés ont mis en place des programmes complets. Sans doute est-il tout aussi difficile d'établir un lien de causalité entre la sensibilisation aux mines et ses effets sur le nombre de nouvelles victimes, mais on sait en tout cas que, partout où un programme d'information détaillé a été mis en place, ce nombre a diminué. En voici certains exemples révélateurs :

(Ci-contre) Dans le cadre de l'étude effectuée en Angola par CIETCanada dans le but d'évaluer les campagnes d'information sur les mines, des enfants de la province d'Huila répondent à un questionnaire illustré.

- en Afghanistan, le nombre de nouvelles victimes a baissé de moitié entre 1993 et 1999;
- en Bosnie-Herzégovine, on observe une régression constante du nombre de nouvelles victimes, qui est passé de 625 en 1996 à 94 en 1999;
- au Cambodge, le nombre de nouvelles victimes a diminué des deux tiers en 1999 par rapport à 1996;
- au Mozambique, on a recensé 60 nouvelles victimes en 1999, soit une baisse sensible par rapport à 1998, alors qu'on en comptait 133;
- en Croatie, on a recensé 50 nouvelles victimes des mines en 1999, soit une réduction de 36 % par rapport à l'année précédente.

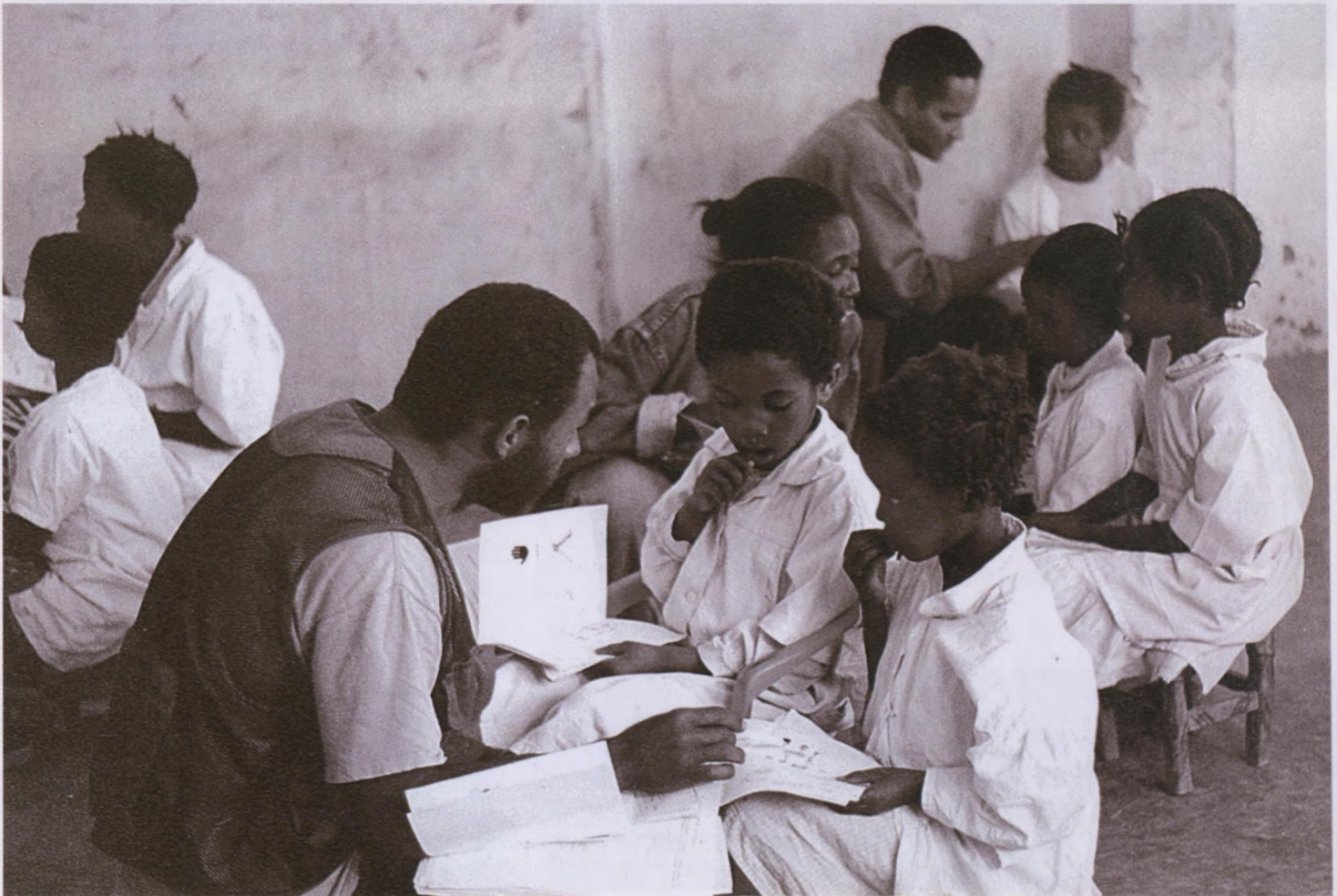
Aussi encourageants que soient ces résultats, les souffrances humaines que continuent d'infliger les mines poussent le Canada à poursuivre ses efforts en vue de réduire encore davantage le nombre de nouvelles victimes. C'est pourquoi il apporte

un appui actif aux programmes d'information dans un certain nombre de pays, ainsi qu'à diverses initiatives destinées à évaluer ces programmes afin d'en assurer l'efficacité.

Angola

Au cours de l'exercice 1999-2000, l'ACDI a, dans le cadre de son Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, versé 250 000 dollars à UNICEF-Canada au titre de la sensibilisation aux mines en Angola. Cela porte à 500 000 dollars la contribution du Canada à ce programme jusqu'à présent, en vertu d'un engagement total de 750 000 dollars sur trois ans. Avec la collaboration de quatre ONG angolaises, l'UNICEF a lancé une campagne d'information à l'échelle locale comprenant des représentations théâtrales, des spectacles de marionnettes, des affiches, des répliques de mines en bois ainsi que des chants et danses traditionnels. Ces activités, qui s'adressaient aux enfants et adolescents de quatre capitales provinciales, visaient à améliorer la diffusion de l'information sur les dangers des mines terrestres en Angola.

Partout où un programme complet d'information sur les mines a été mis en place, on peut observer une baisse du nombre de victimes.



A. Swaminathan/CIETanada



Mélanie Rasmijn/MAECI

Des scouts de Colombie participent à des mises en situation et à d'autres jeux qui montrent les effets de l'utilisation des mines terrestres.

Le Canada a par ailleurs versé près de 60 000 dollars à CIETcanada dans le cadre du Programme de recherche et d'élaboration de politiques du MAECI, pour financer une étude d'évaluation des programmes de sensibilisation aux mines en Angola. Les recherches portaient sur les connaissances et les comportements des enfants relativement aux mines. L'étude, menée dans les provinces de Huila et d'Uige, a montré que, si les documents et campagnes d'information communiquaient effectivement des renseignements sur les dangers associés aux mines et sur la signalisation utilisée, ces instruments n'incitaient toutefois pas les enfants à faire preuve de plus de prudence. Les résultats ont également indiqué que les personnes sans formation scolaire avaient souvent de la difficulté à comprendre les matériels proposés. L'étude renfermait

des recommandations quant aux moyens à prendre pour rendre les programmes de sensibilisation plus attentifs aux besoins des enfants et pour ainsi réduire les risques de blessure ou de mort. Suite à ces recommandations, UNICEF-Angola a entrepris de revoir sa conception des stratégies de sensibilisation aux mines.

Bosnie-Herzégovine

L'ACDI a engagé 580 000 dollars sur quatre ans (provenant de sources autres que le FCMT) pour la réalisation d'un projet de sensibilisation aux mines dirigé par la Banque mondiale en Bosnie-Herzégovine. Grâce à cette somme, 560 séances d'information sur les mines ont pu avoir lieu et des affiches et manuels ont pu être distribués dans 118 municipalités.

Colombie

Dans le cadre du Programme d'initiatives contre les mines du MAECI, le Canada a versé 100 000 dollars à UNICEF-Colombie en guise de contribution à la mise en place d'un programme d'information sur les mines en collaboration avec les Scouts de Colombie, la Fondation Kiwanis et la Croix-Rouge colombienne. Au moyen de mises en situation et de jeux, le programme a permis de sensibiliser les enfants et les jeunes aux effets dévastateurs produits par les mines terrestres.

Mozambique

À la suite d'inondations qui ont causé des ravages sans précédent au Mozambique au début de 2000, le Canada a fait une contribution de 500 000 dollars au titre de l'aide d'urgence à l'action antimines. Une partie de ce montant était destinée à des activités de sensibilisation visant à prévenir une hausse du nombre d'accidents causés par les mines terrestres lors du retour des populations qui avaient fui les inondations.

Dans le cadre d'un engagement de 1,25 million de dollars portant sur plusieurs années, le Canada a versé 333 000 dollars au cours de l'exercice 1999-2000 au titre d'un projet innovateur réalisé au Mozambique, qui bénéficiait aussi d'un apport identique des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA). Grâce à ce cofinancement, l'ONG Coopération Canada-Mozambique (COCAMO) a pu réaliser un programme intégré d'action antimines qui comprend un volet d'information.

Nicaragua

Le Canada a apporté son soutien aux ateliers d'information sur les mines tenus dans le nord du Nicaragua par le Fallsbrook Centre, une ONG du Nouveau-Brunswick, dans le contexte de son projet d'aide aux victimes. L'ACDI a, par l'entremise de son Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, versé la somme de 100 000 dollars à ce projet au cours de l'exercice 1999-2000, ce qui porte la contribution du Canada à 206 000 dollars en deux ans.

Comité international de la Croix-Rouge

Dans le cadre de son Programme des institutions multilatérales, l'ACDI a versé 300 000 dollars au CICR à titre de participation au financement de ses activités d'aide aux victimes et de sensibilisation aux dangers

des mines. La contribution canadienne s'inscrit dans la campagne de collecte de fonds consacrée par le CICR à ces deux volets de l'aide humanitaire.

Nations Unies

Le Canada a versé 60 000 dollars au Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) pour l'aider à diffuser l'information sur la façon de réduire les risques dans les régions où de nombreuses mines ont été enfouies dans le sol. Ce financement doit contribuer à la mise au point d'un guide et d'un programme de formation destinés à faire mieux connaître le Convention d'Ottawa au personnel humanitaire de l'ONU et d'autres organismes, et à lui fournir les renseignements qui lui permettra d'œuvrer en toute sécurité dans les régions minées.

Au Mozambique, le Canada a appuyé une campagne d'information sur les mines organisée d'urgence après les inondations du début de 2000.



Opérations de déminage

Lorsque diverses organisations de la société civile ont attiré l'attention de la communauté internationale sur le fléau des mines terrestres au début des années 90, le problème semblait insurmontable. On estimait à plusieurs dizaines de millions le nombre de mines enfouies dans le sol ou déposées par terre dans plus de 70 pays.

Ces dernières années, les militants de l'action antimines ont compris que la nature du problème tient non pas au nombre de mines lui-même mais plutôt au nombre de personnes qu'elles menacent directement ou indirectement. Ce constat a grandement facilité le choix des priorités en matière de déminage. Comme la Convention

d'Ottawa exige par ailleurs que les États parties procèdent au déminage dans un délai de 10 ans, on est en droit de croire qu'il ne faudra que plusieurs années, et non pas plusieurs décennies, pour surmonter les problèmes causés par les situations les plus graves et les plus inquiétantes en ce qui a trait aux terrains minés.

Certes, le déminage est une activité coûteuse et dangereuse, qui ne peut se dérouler qu'avec lenteur, mais la communauté internationale a néanmoins fait des progrès concrets vers la réutilisation sûre et productive de nombreux terrains auparavant minés. Aujourd'hui, des activités de déminage se déroulent dans pas moins de 71 pays ou régions à travers le monde. Dans certains des endroits les plus contaminés, des progrès remarquables ont été accomplis en 1999 en ce qui a trait à l'enlèvement des mines et des munitions explosives non explosées (UXO) et à la réutilisation productive des terres déminées :

- Afghanistan – déminage de 110 km² en 1999, portant le total à 465 km² depuis 1993;
- Bosnie-Herzégovine – déminage de 3,7 km² en 1999;
- Cambodge – déminage de 11,9 km² en 1999, portant le total depuis 1993 à 155 km²;
- Croatie – déminage de 23,6 km²;
- Kosovo – déminage de 8 km²;
- Laos – déminage de 6,2 km²;
- Mozambique – déminage de 5 km², portant le total à 194 km².

La superficie totale des terrains déminés qui redeviennent utilisables et productifs ne cesse de s'accroître.



Nicolas Drouin/ACDI



Plusieurs facteurs expliquent ces progrès : accroissement des ressources, coordination plus étroite, données plus nombreuses et plus exactes, mise au point de pratiques plus efficaces, de nouveaux équipements et de nouvelles techniques de déminage. En 1999, 13 donateurs ont contribué plus de 75 millions de dollars américains au titre des activités de déminage. En outre, des millions de dollars ont été consacrés à la mise au point de techniques nouvelles ou améliorées de détection et d'enlèvement des mines terrestres.

Le Comité permanent sur le déminage, constitué en mai 1999 par les États parties à la Convention d'Ottawa, s'est penché attentivement sur la révision des normes internationales relatives au déminage humanitaire. Cette révision se poursuit en vue de définir les principes qui doivent présider au choix de méthodes de déminage plus sûres et plus efficaces.

La participation du Canada au déminage prioritaire comprend diverses activités : appui aux centres locaux d'action antimines, réalisation d'études d'impact socio-économique de niveau un, mise au point de bases de données, prestation de services techniques, fourniture de matériel de protection, déploiement d'équipes de déminage, développement de nouvelles

technologies et de nouvelles approches, expertise technique et financement destinés aux centres de déminage, fourniture d'équipement de protection, aide à la création de bases de données, préparation de relevés des zones minées, formation de chiens détecteurs de mines, renforcement des ressources locales et déploiement d'équipes sur le terrain.

Afghanistan

L'Afghanistan reste l'un des pays les plus minés du monde. On y a dénombré jusqu'à 3 000 nouveaux cas de blessures causées par les mines et les UXO en 1999, ce qui témoigne de la nécessité de multiplier les efforts pour les risques auxquels les populations civiles sont exposées. Outre les crédits affectés par le FCMT, le Canada a versé, au titre de l'action antimines, une aide financière de 1 million de dollars au Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies en Afghanistan au cours de l'exercice 1999-2000. La plupart des programmes qui ont bénéficié de cette aide ont été réalisés par des ONG afghanes.

Depuis 1993-1994, l'ACDI a versé 6,75 millions de dollars au titre des activités de déminage et de sensibilisation aux mines en Afghanistan dans le cadre de son programme international d'aide humanitaire.

Un membre du groupe Canadian International Demining Corps dresse des chiens pour la détection de mines en Bosnie.

Le Canada a fourni
une aide technique
et financière
précieuse aux
centres d'action
antimines en
Bosnie-Herzégovine.

Bosnie-Herzégovine

À la suite du conflit qui a déchiré la Yougoslavie, le territoire de la Bosnie-Herzégovine s'est trouvé infesté de mines antipersonnel qui ont entravé le retour chez eux des réfugiés en toute sécurité, ainsi que l'utilisation productive des terres et de l'infrastructure du pays.

L'ACDI a engagé 10 millions de dollars sur cinq ans dans le cadre d'un programme intégré en Bosnie-Herzégovine. De ce montant, un peu plus de 3,1 millions de dollars ont été déboursés en 1999-2000. À ce jour, près de 5,6 millions de dollars ont été consacrés au soutien institutionnel, au déminage et à l'aide aux victimes. Par ailleurs, toujours au cours de l'exercice 1999-2000, le MAECI a versé 475 000 dollars dans le cadre du Programme d'initiatives contre les mines, au titre du déminage et d'activités connexes en Bosnie-Herzégovine.

Le Canada attache une grande importance aux projets qui mettent l'accent sur les activités de déminage réalisées par des ressortissants bosniaques, notamment aux projets du CIDC, de la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR), de Handicap International et de Norwegian People's Aid (NPA). Le Canada a aussi apporté son soutien au Centre d'action antimines de Bosnie-Herzégovine (CAMBH), qui joue le rôle d'organe central de prise de décisions et de coordination de l'action antimines dans ce pays.

De concert avec d'autres donateurs, le Canada s'efforce de favoriser une approche coordonnée et intégrée du problème des mines terrestres. De nombreux experts techniques ont été affectés à des postes au sein des centres d'action antimines (CAM), de la SFOR et d'un conseil des donateurs, où ils s'emploient à rallier un consensus au sujet de la formulation de méthodes de déminage viables et coordonnées.

Le Canada a fait les contributions suivantes au titre du déminage en Bosnie-Herzégovine en 1999-2000 :

- 930 000 dollars pour le soutien institutionnel des CAM de Bosnie; ce montant a été versé au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour appuyer les fonctions de base du CAMBH et des CAM des « entités nationales », ainsi que le détachement d'experts du MDN auprès de ces centres; de février à juin 1999, quatre membres des Forces canadiennes ont été détachés auprès des CAM; ce nombre a été réduit à deux en juin 1999, et la mission a pris fin en février 2000;
- 150 000 dollars versés au PNUD pour l'embauche d'un chef des projets de déminage; on a détaché un expert canadien qui devait occuper ce poste pendant un an;
- 630 000 dollars au titre du Programme de déminage de la SFOR destiné aux forces armées des entités nationales; dans le cadre

Un démineur d'Akcija Protiv Mina, une ONG bosniaque.



Usanne Garceau-Bednar/ACDI

de ce programme, on a déployé 550 démineurs des forces armées des entités nationales, acheté cinq ambulances et trois mini-fléaux Bozena, et formé trois personnes à l'utilisation de ces appareils; le soutien fourni par le Canada et la Norvège au programme de déminage de la SFOR a permis d'augmenter de 70 % le nombre de démineurs bosniaques;

- 790 000 dollars en faveur d'une ONG bosniaque active dans le déminage, Akcija Protiv Mina, mise sur pied par Handicap International, une ONG franco-belge; par l'intermédiaire de cette dernière, le Canada a été l'un des principaux donateurs d'Akcija Protiv Mina, premier organisme de déminage bosniaque à obtenir la certification du CAMBH; les autres organisations reconnaissent aujourd'hui que ce projet est l'une des opérations de déminage les plus efficaces et les mieux organisées en Bosnie-Herzégovine;
- 250 000 dollars au titre du programme de déminage du canton de Sarajevo, réalisé par NPA; les fonds ont servi à former et déployer 27 démineurs bosniaques et à couvrir le coût de l'exploitation d'un mini-fléau;
- 350 000 dollars au titre de la formation et du déploiement de dix chiens spécialement dressés par le CIDC pour détecter les mines, ainsi que de leurs maîtres bosniaques;
- sur le montant total des dépenses affectées à la Bosnie-Herzégovine, la somme de 2,6 millions a été versée au Fonds international d'affectation spéciale de la Slovénie pour le déminage et l'aide aux victimes; les États-Unis ont versé une contribution équivalente.

Cambodge

Depuis 1993, le Canada a versé 4,3 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'action antimines au Cambodge. La Direction générale des programmes multilatéraux de l'ACDI a versé 146 000 dollars au cours de l'exercice 1999-2000, portant à 746 000 dollars le montant total des contributions faites par le FCMT depuis 1998. Cette somme a servi à financer le détachement de sept conseillers techniques des Forces canadiennes auprès du Centre cambodgien de déminage (CCD). Après avoir fourni une aide technique et des services de leadership de niveau élevé au CCD, les conseillers canadiens sont rentrés au Canada



Lisanne Garceau-Bednar/ACDI

en juillet 2000. L'ACDI a par ailleurs versé une aide financière de 400 000 dollars au PNUD en faveur du CCD dans le cadre de son Programme des institutions multilatérales.

Le Cambodge ayant pris en charge une part croissante de sa gestion interne, le Canada collabore maintenant avec les autorités et les ONG du pays dans le cadre d'un programme bilatéral d'action antimines. Ce programme intégré, doté d'un budget de 5 millions de dollars sur plusieurs années, doit servir à favoriser la reprise de l'exploitation économique des terres, réduire le nombre de victimes des mines, renforcer les ressources institutionnelles, mener une étude d'impact socio-économique de niveau un et venir en aide aux victimes.

Le Canada a signé un protocole d'entente avec le gouvernement du Cambodge pour la réalisation d'une étude d'impact de niveau un. Geospatial International, une entreprise de géomatique de Burlington (Ontario), fournira des services d'expertise technique et de gestion aux fins de cette étude, laquelle sera menée en collaboration avec le CCD. L'étude devrait prendre fin en septembre 2001.

Le Canada a financé l'utilisation de ce mini-fléau mobile (débroussailleuse) dans le cadre du programme de déminage animé par le groupe Norwegian People's Aid dans la région de Sarajevo.

Croatie

Dans le cadre de son Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines, le MAECI a versé 200 000 dollars au programme d'aide à l'action antimines des Nations Unies, en faveur du Centre d'action antimines de Croatie. Grâce à cette contribution, les chiens formés à la détection des mines ont pu rester en Croatie au cours de l'hiver afin de maximiser leurs services et leur efficacité sur le terrain.

Géorgie

Dans le cadre du Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines, l'ACDI a versé 215 000 dollars à HALO Trust, un ONG britannique de déminage, au titre de l'action antimines intégrée en Abkhazie, une région de la Géorgie, ancienne république de l'ex-Union soviétique.

Jordanie

Dans le cadre de son Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines, le MAECI a versé un peu plus de 500 000 dollars au CIDC en 1999-2000 pour financer l'enlèvement des mines dans la vallée du Jourdain. Ces crédits ont financé la prestation de services de formation au Corps royal des ingénieurs de Jordanie, ainsi que l'achat de matériel de déminage et de protection, dans le cadre de la phase 2 d'un projet parrainé conjointement par le Canada, la Norvège, la Jordanie et Israël.

Kosovo

Au terme du conflit au Kosovo, la présence de mines terrestres et d'UXO a entravé le retour des réfugiés en toute sécurité, ainsi que la distribution de l'aide humanitaire, le rétablissement de la paix et l'aide à la reconstruction dans la région. Le Canada a réagi en fournissant près de 2,9 millions de dollars pour alléger cette crise humanitaire au cours de l'exercice 1999-2000; la majeure partie de ces fonds provenaient de sources autres que le FCMT. En deux ans, l'ACDI a engagé un montant total de 5 millions de dollars (à l'exclusion des crédits provenant du FCMT) en faveur de l'action antimines au Kosovo.

(Ci-dessus) Déminage d'un ancien terrain de foot près de la rivière Gumista en Abkhazie. On y a déterré 400 mines.

(Ci-contre) À la demande de la Jordanie, le Canada a fourni un chargeur Caterpillar pour aider au déminage dans la vallée du Jourdain. De gauche à droite : le brigadier-général Zakariya Ja'afra, le brigadier-général Nassar Al-Majali, le brigadier-général Youcoub Haddadjali, la sénatrice Sheila Finestone, l'ancien ambassadeur du Canada en Jordanie, Michael Molloy et une journaliste de Radio-Canada, Leila Deeb.



HALO Trust



Ambassade du Canada à Amman, Jordanie

Au cours de l'exercice 1999-2000, les activités suivantes ont été entreprises au titre de l'action antimines :

- l'ACDI a contribué 75 000 dollars à l'envoi d'une mission chargée d'évaluer les besoins de l'action antimines au Kosovo et de fournir un soutien institutionnel au Centre de coordination antimines des Nations Unies (CCANU); en collaboration avec la Belgique, le Canada a parrainé une mission visant à évaluer l'étendue du problème des mines terrestres au Kosovo et à préparer le terrain pour le CCANU; le Canada a en outre financé en partie le poste de gestionnaire du programme du CCANU pendant six mois;
- le MAECI a fourni 138 000 dollars et l'ACDI, 65 000 dollars pour le détachement au Kosovo, pendant six mois, d'un officier des Forces canadiennes chargé d'assurer la liaison entre la KFOR (force de l'OTAN) et le CCANU; trois autres employés du MDN ont été envoyés à Pristina pour produire des

cartes et des bases de données identifiant l'emplacement des mines terrestres et des UXO au Kosovo;

- l'ACDI a engagé 500 000 dollars sur deux ans afin d'appuyer l'ensemble des opérations du CCANU et de lui permettre d'effectuer des enquêtes pour déterminer le nombre de mines terrestres qui restent et de procéder à un contrôle de la qualité dans les zones déminées;
- l'ACDI a engagé 300 000 dollars en faveur d'un abri d'urgence et d'activités de déminage connexes;
- l'ACDI a versé 328 000 dollars et le MAECI, 200 000 dollars à des organisations spécialisées en déminage, soit le CIDC et l'organisme Wolf's Flat Ordnance Disposal; près de 1,3 million de dollars ont été versés à l'International Demining Alliance of Canada; ces sommes sont consacrées aux opérations de déminage d'urgence.

Lenny Grogan et Dave Bruce, du groupe Wolf Flats Ordnance Disposal, à la recherche de mines sur une exploitation porcine près de Pristina (Kosovo).



Mark O'Neill/Toronto Sun

Grâce à l'aide apportée par le Canada, le Mozambique sera en mesure de planifier une campagne nationale de déminage.

Laos

Dans le but d'aider à promouvoir la Convention d'Ottawa au Laos et d'aider ce pays à se débarrasser des mines terrestres et des munitions non explosées, l'ACDI a versé 150 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'enlèvement des UXO au Laos, ce qui portait à 355 000 dollars sa contribution totale sur deux ans. Ce financement a aidé à mettre en place les ressources nécessaires pour gérer un programme de déminage, abaisser le nombre des victimes de l'explosion d'UXO et accroître les superficies destinées à la production alimentaire et à d'autres activités de développement.

Moldavie

La Moldavie, qui a ratifié la Convention durant l'été 2000, a reçu du Canada une contribution de 120 000 dollars déboursée dans le cadre du Programme des institutions multilatérales de l'ACDI. Dix combinaisons et casques de protection pour les opérations de déminage,

fabriqués par Med-Eng Systems, d'Ottawa, ont été donnés au service de génie de l'armée moldave. Des représentants du MDN et de Med-Eng se sont rendus en Moldavie pour offrir un entraînement à l'utilisation de ces vêtements de protection au cours des exercices de déminage.

Mozambique

Le Canada a engagé 10 millions de dollars dans l'aide au déminage au Mozambique sur une période de cinq ans. Ces crédits donneront au Mozambique les assises nécessaires pour planifier les opérations de déminage et fixer les priorités de la relance de l'économie, ainsi que pour venir en aide aux victimes et financer la diffusion d'information sur les mines terrestres.

Au cours de l'exercice 1999-2000, la somme d'un peu plus de 1,7 million de dollars a servi à effectuer des relevés des terrains minés, préparer des cartes et créer des bases de données.

- Étude nationale d'impact socio-économique de niveau un :

Cette initiative a débuté en mars 1998 sous la direction du CIDC. Parmi les progrès réalisés au cours du dernier exercice, on peut signaler le début des relevés sur le terrain, l'amélioration des techniques de préparation et de description des relevés et la formation des arpenteurs à l'utilisation de l'équipement GPS (système de positionnement global).

- Production de cartes destinées à faciliter le déminage :

L'intégration du matériel et du logiciel du système d'information géographique (SIG) a permis de présenter les données concernant l'emplacement des champs de mines sur des supports cartographiques plus avancés.

- Amélioration du système de données de l'Institut national de déminage :

L'IND a reçu le matériel et les logiciels nécessaires pour manier le système de gestion de l'information sur le déminage (IMSMA), mis au point par le Centre international de déminage humanitaire (CIDH) de Genève.

- Expertise technique canadienne :

En avril 1999, trois spécialistes des Forces canadiennes ont été affectés pour un an au programme accéléré de déminage du PNUD au Mozambique. Après les inondations qui



Mark Yamoshuk/MDN

L'adjudant-maître Luc Lorrain des Forces canadiennes explique le fonctionnement du matériel de repérage par GPS au Mozambique.



OEA

ont frappé ce pays, les mandats de deux des trois experts ont été prolongés de trois mois, soit jusqu'en juillet 2000.

L'ACDI a par ailleurs, dans le cadre d'un engagement de 1,25 million de dollars réparti sur plusieurs années et relevant du Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, versé 333 000 dollars en faveur du programme de déminage mené conjointement par les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) et l'organisation Coopération Canada-Mozambique. Ce programme, qui est réalisé dans le sud du Mozambique, comprend des opérations de déminage de proximité et des activités axées sur le développement communautaire après le déminage. L'apport financier des TCA à ce programme est égal à celui de l'ACDI.

Nicaragua

Dans le cadre de son programme intégré pour les Amériques, l'ACDI a versé 1 million de dollars au programme de déminage mené au Nicaragua par l'Unité pour la promotion de la démocratie (UPD) de l'Organisation des États américains (OEA). La Norvège cofinance avec le Canada ce programme de deux ans destiné à appuyer les activités de déminage le long du « front opérationnel n° 4 », situé sur la frontière nord du Nicaragua. Les crédits

accordés par le Canada ont servi à financer les dépenses engagées sur le terrain (vêtements protecteurs, alimentation des démineurs, entretien des véhicules, assurance et frais administratifs des bureaux locaux dans les régions rurales).

Pérou-Équateur

Le Canada a versé 400 000 dollars à l'OEA par l'intermédiaire de l'ACDI pour permettre à l'UPD de coordonner et exécuter la phase II de son programme de déminage à la frontière entre le Pérou et l'Équateur. Cet apport a servi à financer le matériel de détection, de protection et d'enlèvement des mines, ainsi que le soutien logistique au déminage dans la région de Tiwinza. Une contribution de 300 000 dollars versée à l'UPD par le Canada en 1998 avait facilité la création du Fonds d'affectation spéciale de l'OEA pour le déminage au Pérou et en Équateur.

Tchad

Dans le cadre de son Programme des institutions multilatérales, l'ACDI a accordé au PNUD un financement de base de 150 000 dollars en faveur du Centre d'action antimines du Tchad, portant ainsi la contribution du Canada à 250 000 dollars sur deux ans.

Des soldats de l'armée nicaraguayenne au cours d'une séance de formation au déminage donnée par l'OEA et l'IADB (Inter-American Defense Board).



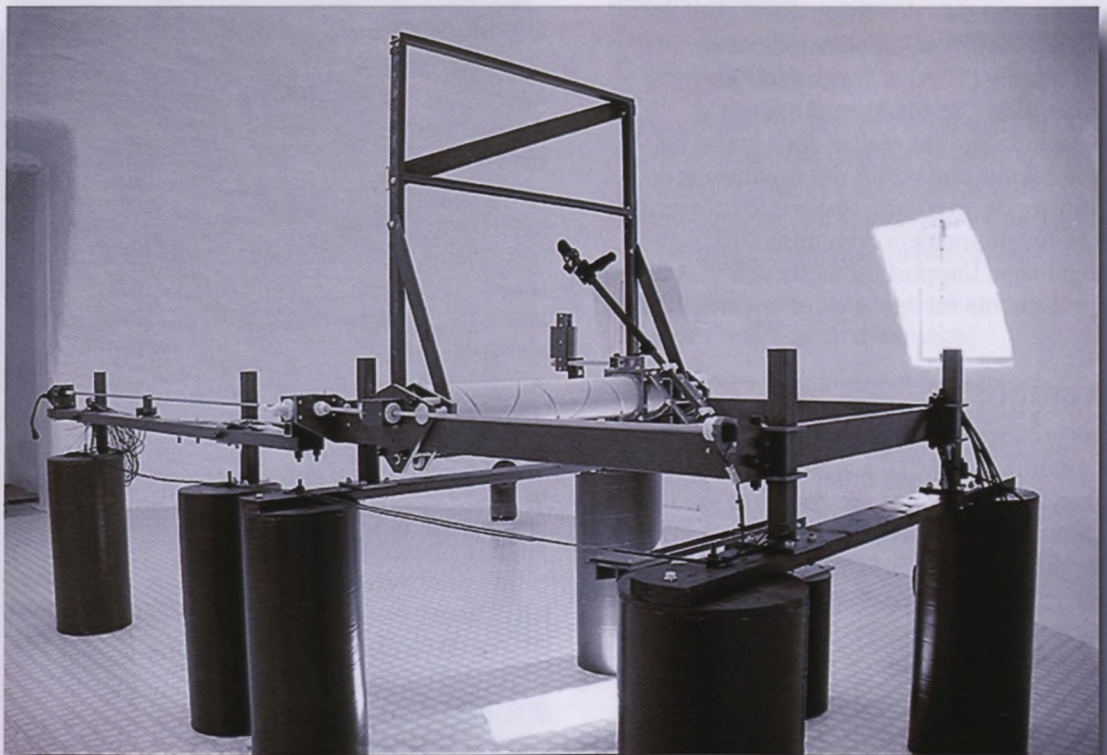
Le Centre canadien des technologies de déminage

Le Centre canadien des technologies de déminage a été créé en 1998 dans le but d'accroître les activités de recherche et de développement (R-D) dans le domaine des technologies de déminage durables et peu coûteuses. Principal organisme canadien à se concentrer sur ces technologies, le CCTD mène des travaux de recherche fondamentale, construit une base de données sur les technologies de déminage et s'emploie à adapter à un usage humanitaire les technologies militaires dans ce domaine. Il est chargé d'évaluer les technologies de déminage afin de s'assurer que seules les plus appropriées et les plus efficaces soient mises en pratique sur le terrain. Par l'intermédiaire d'Industrie Canada, il encourage et finance la participation de l'industrie à la mise au point et à la commercialisation de nouvelles technologies prometteuses.

Le Centre a connu sa première année complète d'exploitation au cours de l'exercice 1999-2000. Grâce à son association avec le Centre de recherches pour la défense Suffield, le CCTD a entrepris un programme détaillé de R-D et a déjà mis au point des technologies que l'industrie va

pouvoir fabriquer et qui seront ensuite utilisées sur le terrain. Le CCTD joue déjà un rôle important dans la collaboration internationale en matière de déminage et a établi de bonnes relations de travail avec les spécialistes de ce domaine. Les crédits affectés par le FCMT aux opérations du

Un appareil d'essai non métallique servant à évaluer l'efficacité des détecteurs de métaux.



CCTD en 1999-2000 s'élèvent à près de 2,8 millions de dollars. Les réalisations du Centre sont nombreuses, comme le montrent les exemples qui suivent.

Recherche et développement

Le programme de recherche du CCTD met l'accent sur l'élaboration de techniques améliorées pour la détection et la neutralisation des mines antipersonnel et pour la protection des démineurs, ainsi que sur des technologies ancillaires comme la robotique. Le programme est exécuté à l'interne et dans le cadre de contrats avec des entreprises canadiennes qui se servent des équipements du Centre pour effectuer des essais sur le terrain. Dans le domaine de la détection, la stratégie consiste à se pencher sur un nombre relativement élevé de technologies prometteuses et à choisir celles qui feront l'objet d'une mise au point plus élaborée afin de les mettre ensuite à la disposition des démineurs. Parmi les travaux en cours, on étudie présentement la possibilité d'appliquer l'imagerie hyper-spectrale à la cartographie par photographie aérienne des zones minées. En ce qui a trait à la protection des démineurs, grâce à une connaissance plus approfondie des phénomènes physiques liés à l'explosion des mines et des mécanismes de blessure, on a pu mettre au point un nouvel ensemble de protection pour le déminage humanitaire.

Évaluation des nouveaux produits

Depuis un an, les équipements et procédés relatifs aux essais et aux évaluations ont bénéficié de l'apport des toutes dernières technologies, élaborées au CCTD même ou dans le cadre de contrats avec des



fournisseurs extérieurs, ou encore acquises par le Centre grâce à sa présence au sein du réseau mondial de spécialistes en recherche militaire. Ainsi, pour évaluer l'efficacité de

l'équipement mécanique proposé pour le déminage et réduire les risques auxquels sont exposés les équipes d'évaluation et leur matériel, on a mis au point des mines-robots qui réagissent comme les mines véritables mais ne renferment pas d'explosifs. Ces mines, conçues pour le CCTD par deux compagnies canadiennes, doivent servir à évaluer l'équipement de déminage dans un site d'essai reflétant les techniques les plus récentes. Un essai effectué en juin 2000 a démontré l'utilité des mines-robots dans l'évaluation du matériel de



(Ci-haut) Une véritable mine PMA-2 et sa reproduction très fidèle.

(Ci-contre) Un chirurgien militaire examine le modèle de jambe cassable pour évaluer la gravité d'une blessure causée par l'explosion d'une mine.



déminage mécanique. Plusieurs pays ont manifesté un vif intérêt pour les mines-robots et une entreprise canadienne négocie actuellement l'obtention d'une licence en vue de fabriquer et vendre ces engins d'essai. On espère que, dans le cadre du Programme international de tests et d'évaluation (PITE), les mines-robots serviront de modèle pour la mise à l'essai et l'évaluation du matériel de neutralisation.

Le modèle de jambe cassable, mis au point en Australie, est un autre exemple d'une technologie de pointe servant aux essais du CCTD. Ce modèle est une reproduction fidèle de la jambe humaine, composée de matériaux qui réagissent à une déflagration de la même façon que les tissus humains. Le Centre s'entend pour évaluer et améliorer les nouveaux équipements protecteurs. Grâce aux résultats de ces travaux, le CCTD participe à l'élaboration des normes internationales en matière d'équipements protecteurs.

critères de rendement et réaliser des essais internationaux de l'équipement. Les pays qui participent au programme effectuent présentement des essais exhaustifs de tous les détecteurs de métal sur le marché. Le Forum permettra aux participants d'échanger et de publier des données techniques, notamment celles qui émanent du PITE. Le protocole d'entente relatif au PITE a été signé en juillet 2000, et le premier produit de cette collaboration internationale, à savoir un « rapport du consommateur » sur les détecteurs de métal, est aujourd'hui accessible aux spécialistes en déminage.

Mise à l'essai et évaluation

Dans le cadre du PITE, le Centre a mis à l'essai des détecteurs de métal au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine, en Afghanistan et en Croatie. Les résultats de ces tests sur le terrain complètent ceux des expériences menées à l'interne. Ils permettent également d'offrir la technologie canadienne aux spécialistes du déminage et de recueillir les réactions de ces derniers pour aider les concepteurs à améliorer leur produit.

Soutien technique aux compagnies canadiennes

Le CCTD offre un soutien technique aux fabricants canadiens de produits servant au déminage. Ce soutien, qui comprend l'accès aux méthodes et résultats de la R-D et des essais sur le terrain, aide à réduire les délais de développement et facilite le processus de mise en vente. Ainsi, MREL Specialty Explosive Products, une entreprise de Kingston (Ontario), a mis au point un nouvel explosif, dénommé FIXOR, qui neutralise les mines terrestres et les UXO. Les essais menés dans les laboratoires du CCTD ont été suivis d'une démonstration de ce produit devant un groupe international de démineurs au Kosovo en octobre 1999. Il s'avère que le FIXOR est un substitut à la fois sûr et peu coûteux aux explosifs C-4 et TNT dans les opérations de déminage humanitaire et d'élimination des UXO. Il peut être transporté à travers le monde par voie terrestre ou par avion de passagers ou avion-cargo. Grâce à un financement du MAECI, le centre thaïlandais d'action antimines (Thailand Mine Action Centre) recevra des stocks du nouvel explosif et une formation relative à son utilisation.

Grâce aux recherches approfondies sur les équipements protecteurs effectuées par



Groupe d'instrumentation de photographie du CRDS/MDN

Préparation du nouvel explosif FIXOR pour une démonstration au Kosovo.

Collaboration internationale

Le CCTD joue un rôle clé dans la collaboration internationale, dans le cadre du PITE et du Forum d'information sur les technologies de déminage (Demining Technology Information Forum). Le PITE a pour mandat de formuler des normes universelles pour la mise à l'essai et l'évaluation de l'équipement de déminage, de faire appel à ces normes pour établir des

le CCTD et le CRDS, la compagnie Med-Eng Systems d'Ottawa a mis au point un nouveau système de protection des pieds, baptisé « botte-araignée », et un ensemble de déminage humanitaire. Comme le Canada et les États-Unis exigent tous deux le port de l'ensemble de déminage humanitaire, les deux pays ont collaboré à la mise au point d'une méthodologie pour tester ces équipements de protection. Cette méthodologie a été utilisée lors de la mise à l'essai aux États-Unis de cinq ensembles fabriqués par différentes compagnies, dont Med-Eng, et constituera un élément important de la contribution canado-américaine aux normes de l'ONU relatives aux équipements de protection individuels.

La botte-araignée, l'ensemble de déminage humanitaire et le FIXOR, qui sont maintenant sur le marché, faisaient partie de l'exposition sur le déminage, « Interdisons les mines 99 ».

Examen des solutions de remplacement aux mines antipersonnel

Le refus de certains pays de signer la Convention d'Ottawa reste l'un des principaux obstacles à son adoption universelle. Une des raisons invoquées pour justifier ce refus tient au fait que ces pays considèrent les mines antipersonnel comme une option militaire utile et peu coûteuse. Il faut espérer que les travaux du CCTD relatifs aux solutions de remplacement aux mines aideront le Canada à convaincre les pays encore réticents. En 1999-2000, la Direction de la planification stratégique (Opérations terrestres) du MDN a entrepris une étude de l'utilisation passée des mines antipersonnel et de leur impact sur les opérations des forces terrestres. Le rapport issu de cette étude a été terminé en janvier

2000. Le CCTD a entrepris d'évaluer les études des autres pays relatives aux substituts et devrait publier ses résultats au début de 2001.

Diffusion de l'information aux utilisateurs et à l'industrie

Le CCTD gère un site Web (à l'adresse www.ccmatt.gc.ca) et a produit une série de brochures et de documents d'information qu'il distribue à grande échelle au Canada et à l'étranger. Le Centre appuie en outre les initiatives de sensibilisation du MAECI, tels l'exposition « Interdisons les mines 99 » et le Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines.

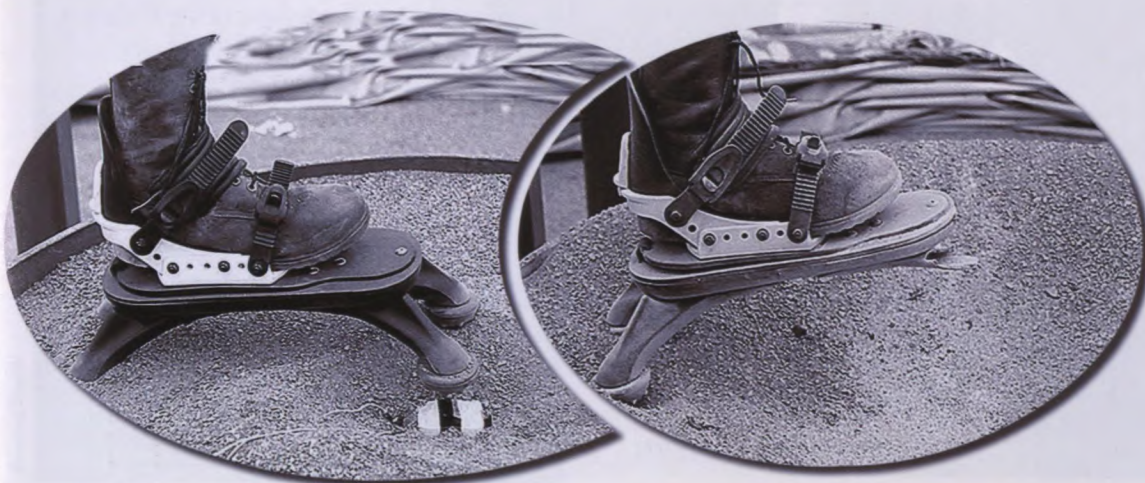
Commercialisation

Les entreprises canadiennes qui veulent contribuer aux efforts de déminage, en particulier celles qui disposent d'une technologie pertinente, peuvent le faire par l'intermédiaire du CCTD. Pour les aider à définir et à exploiter les possibilités qui s'offrent à elles dans le domaine du déminage, Industrie Canada offre une information pertinente sur son site Web (www.ic.gc.ca). Industrie Canada aide également les compagnies qui souhaitent participer à des foires commerciales où elles pourront présenter leur équipement ou leurs services de déminage.

Après l'explosion d'une mine antipersonnel équivalant à 97 grammes de TNT, seules les deux pattes avant de la « botte-araignée » ont été endommagées, le reste étant resté intact.



Les entreprises canadiennes désireuses de contribuer aux efforts de déminage peuvent le faire par l'entremise du CCTD.



L'aide aux survivants et à leur milieu communautaire

Les ONG estiment qu'il y a à travers le monde de 300 000 à 600 000 personnes qui ont survécu à l'explosion d'une mine terrestre. On trouve en outre des dizaines de milliers de membres de la famille des victimes et d'autres villageois qui vivent dans la terreur à cause de ces armes.

La Convention d'Ottawa exige des pays qui sont en mesure de le faire qu'ils viennent en aide aux victimes des mines en veillant à ce qu'elles reçoivent des soins et des services de réadaptation et de réintégration sociale et économique. La tâche est énorme, car la plupart des victimes vivent dans certains des pays les plus pauvres au monde. On estime que seulement 10 % des survivants ont accès aux soins médicaux et services de réadaptation appropriés.



Robert Semeniuk



Ian Carrick/COPE

Le Guardians Institute of Orthopaedics de Kandahar (Afghanistan) offre un ensemble complet de services aux victimes des mines, dont un grand nombre doivent subir plus d'une amputation.

Des progrès importants ont été réalisés depuis un an dans le cadre des efforts visant à offrir des secours plus nombreux et plus efficaces aux victimes des mines. Grâce aux travaux du Comité permanent d'experts en aide aux victimes, en réintégration sociale et économique et en sensibilisation aux mines, créé en mai 1999 par les parties à la Convention d'Ottawa, on a pu élaborer des pratiques plus efficaces pour répondre aux besoins des victimes. Des initiatives comme le guide de la CIMT pour le traitement et la réadaptation des survivants (*Guidelines for the Care and Rehabilitation of Survivors*) et le guide de l'organisation Médecins pour les droits de l'homme destiné à aider les gouvernements et les ONG à recueillir des données (*Measuring Landmine Incidents and Injuries and the Capacity to Provide Care*) sont des outils qui permettent d'offrir de meilleurs services aux victimes.

(Ci-contre) Il faudra remplacer la prothèse de cette jeune Mozambicaine à plusieurs reprises au cours de sa croissance.

On sait aujourd'hui que l'aide aux victimes englobe un large éventail d'activités : soins pré-hospitaliers et hospitaliers, rééducation physique et réadaptation psychologique, réintégration sociale et économique, mise en place de politiques visant les personnes handicapées, collecte de données, recherches sur la santé et aide sociale. À cet éventail correspond un ensemble de programmes réalisés par un grand nombre d'intervenants. Ce sont là les principes qui guident l'aide apportée par le Canada aux survivants des mines et aux personnes qui les entourent.

Afghanistan

L'Afghanistan est l'un des pays les plus touchés par le fléau des mines terrestres. Si le nombre de nouveaux incidents continue de baisser, des milliers de victimes ont néanmoins besoin de services. En 1999-2000, l'ACDI a, dans le cadre de son Programme des institutions multilatérales, versé 300 000 dollars au PNUD en faveur du Programme d'ensemble en faveur des Afghans handicapés afin de favoriser le développement à l'échelle locale des ressources nécessaires



Philip Maher/Vision mondiale

Au Cambodge, Vision mondiale Canada offre aux victimes des mines des cours de formation en agriculture au niveau local ainsi que de petits prêts.

pour offrir des services aux personnes handicapées.

Dans le cadre de son Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, l'ACDI a versé 153 000 dollars au Guardians Institute of Orthopaedics, une ONG basée à Kandahar. Cette contribution a permis d'offrir à celle-ci des services complets de réadaptation aux survivants : soins orthopédiques, physiothérapie, counselling, soins auto-administrés et acquisition d'aptitudes pour la résolution de problèmes.

En outre, un montant de 10 000 dollars a été versé au centre de réadaptation de l'Hôpital Royal d'Ottawa en vue de mener une étude sur les compétences du personnel de la clinique du Guardians Institute à Kandahar et d'offrir des services de formation en prothétique et orthostatique.

Amérique centrale

Durant l'exercice 1999-2000, l'ACDI a versé 750 000 dollars à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) dans le cadre de son programme intégré pour les Amériques. Cette contribution fait partie d'une initiative qui s'adresse aux victimes des mines au Nicaragua, au Honduras et au Salvador et qui est dotée d'un budget de 3,5 millions de dollars sur cinq ans. L'OPS, le Canada (par l'intermédiaire du centre international de réadaptation communautaire de l'Université Queen's [International Centre for Community Based Rehabilitation, ICCBR]) et le Mexique participent à ce projet, qui vise à mettre en place des services de réadaptation en milieu rural et des programmes communautaires de réadaptation, à favoriser le développement de la prothétique et de l'orthostatique à l'échelle régionale, et à faciliter la réintégration socio-économique des victimes des mines terrestres.

Cette année, le programme a permis de réaliser une étude de faisabilité nationale sur la prothétique et l'orthostatique au Honduras, d'organiser cinq ateliers de réadaptation communautaire et trois ateliers d'information sur les handicaps, d'envoyer l'équipe de travail sur la réinsertion économique en mission de planification au Salvador et au Honduras, et de coordonner la mise en place d'un système d'information sanitaire.

Le Canada et Israël ont maintenu leur appui financier à un projet d'aide aux victimes au Guatemala, d'une durée de deux ans. La somme de 200 000 dollars a été versée à l'ICCBR pour lui permettre de renseigner les populations locales et les professionnels de la santé au sujet des principes et des stratégies de réadaptation communautaire. Son homologue israélien (Development Study Centre) offre une formation à la réadaptation sociale et économique des survivants.

Le Canada a aussi appuyé des projets d'aide réalisés en Amérique centrale par deux ONG canadiennes. Le Fallsbrook Centre, du Nouveau-Brunswick, a reçu 100 000 dollars de l'ACDI (dans le cadre du Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens) pour lancer au nord du Nicaragua un projet qui fournit aux victimes de mines terrestres des prothèses et une formation à l'électricité solaire afin de leur permettre de distribuer, d'installer et de maintenir des systèmes à énergie solaire dans les villages. La contribution du Canada à ce projet s'élève à 206 000 dollars.

Dans le cadre du même programme, le Sierra Club de la Colombie-Britannique a reçu

125 000 dollars pour un projet d'aide aux victimes au Salvador, qui consiste à leur donner une formation pour la mise au point de technologies respectueuses de l'environnement. La contribution du Canada à ce projet depuis 1998 s'élève à 325 000 dollars.

Bosnie-Herzégovine

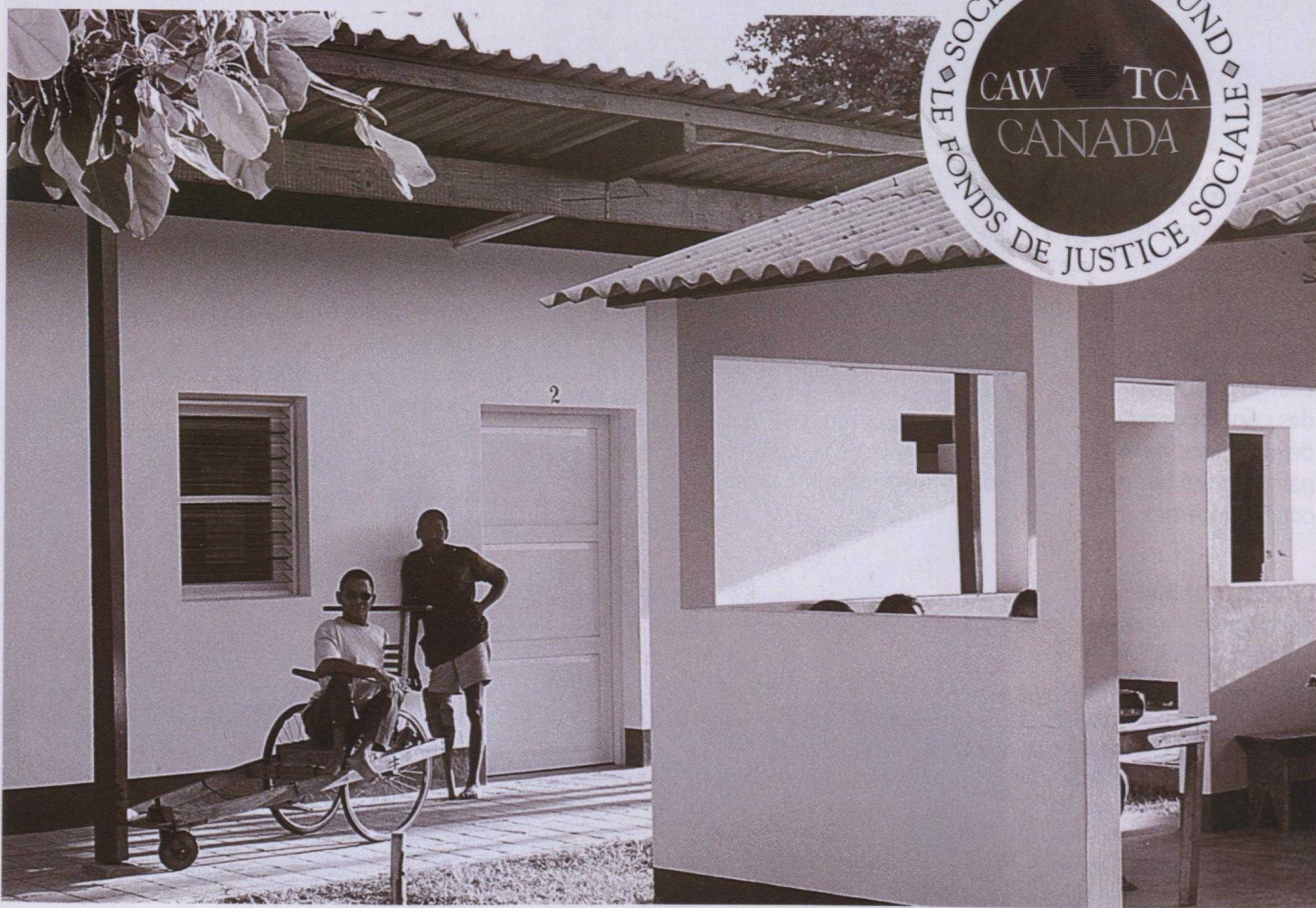
Le programme antimitines de l'ACDI en Bosnie-Herzégovine, doté d'un budget global de 10 millions de dollars sur cinq ans, comprend un volet de 500 000 dollars pour l'aide aux victimes. L'ACDI appuie également un projet d'aide aux survivants et de soins de santé doté d'un budget de 2,5 millions sur quatre ans, provenant de sources autres que le FCMT. Ce projet, réalisé par l'Université Queen's, permettra de fournir des équipements aux centres locaux de réadaptation et de former les travailleurs de la santé. Enfin, l'ACDI a, en 1999-2000, consacré 300 000 dollars à un autre projet animé par l'Université Queen's, axé sur des activités de counselling par les pairs destinées aux personnes handicapées et aux victimes des mines.

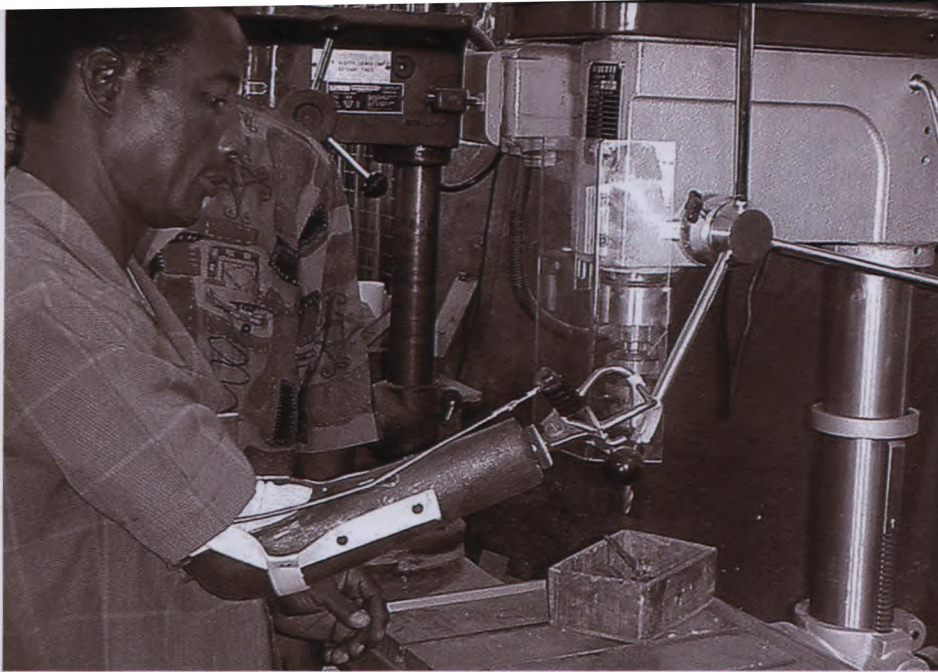
Cambodge

Dans le cadre de son Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, l'ACDI soutient au Cambodge un programme d'aide aux victimes qui s'étend sur plusieurs années. Administré par Vision mondiale Canada, ce programme facilite la réinsertion sociale des personnes handicapées dans les provinces de Battambang, Pursat, Banteay Meanchey et Pailin. Chaque année, plus d'une centaine de handicapés reçoivent une formation qui leur permet d'acquérir des aptitudes techniques et se voient également offrir des services de placement dans des domaines comme la réparation de moteurs, de radios et de téléviseurs, et la dactylographie. On offre en outre à l'échelle locale des services de formation aux techniques agricoles et des prêts qui s'adressent aux femmes handicapées. Le Canada a versé 250 000 dollars à Vision mondiale Canada pour ce projet dans le cadre d'un engagement de 750 000 dollars sur trois ans.

L'ACDI continue d'appuyer le programme de réadaptation des victimes géré conjointement par Oxfam-Québec et la société de

Victimes mozambicaines dans un centre de réadaptation qui reçoit de l'aide de l'ACDI, de Coopération Canada-Mozambique et du syndicat TCA-Canada





VAF

Mozambique

Le Canada a versé la somme de 333 000 dollars au projet intégré mené conjointement par le syndicat TCA-Canada et l'ONG Coopération Canada-Mozambique au Mozambique. Cette contribution s'inscrit dans le cadre d'un budget de 1,25 million de dollars réparti sur plusieurs années. En 1999-2000, le projet a permis de rénover un centre de soins orthopédiques de la province de Nampula, d'aider les centres de transit où séjournent les victimes durant leur réadaptation, de faciliter le transport des victimes vers les centres et d'offrir une formation axée sur la création d'emplois et la réadaptation des victimes.



ADRA Canada

Sierra Leone

Dans le cadre du Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI, le Canada a versé près de 29 000 dollars à l'ONG américaine Vietnam Veterans of America Foundation pour l'envoi en Sierra Leone d'un agent de formation spécialisé en prothétique.

Yémen

L'ACDI a versé, au titre de son Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, la somme de 150 000 dollars à un projet d'aide aux victimes des mines au Yémen dirigé par ADRA Canada. Le but du projet est d'offrir des services de réadaptation communautaire et une aide professionnelle aux victimes et à leurs familles dans trois régions du pays. Il a également permis d'engager des discussions avec le gouvernement du Yémen en vue de la rédaction d'un projet de loi visant à faciliter l'intégration sociale des personnes handicapées. À ce jour, 300 000 dollars ont été consacrés à ce projet.

(Ci-dessus) Un atelier de fabrication de prothèses en Sierra Leone. Le Canada a financé l'envoi d'un spécialiste chargé de former des confectionneurs de prothèses dans ce pays déchiré par des conflits internes.

réadaptation des handicapés de guerre (Cambodian War Amputees Rehabilitation Society), une ONG établie à Calgary. Ce projet, qui se déroule dans la province de Pursat depuis 1994, permet d'offrir des services de réadaptation et de réintégration aux victimes des mines et à d'autres personnes handicapées. À ce jour, plus de 500 personnes ont reçu une formation qui les aide à gagner leur vie et à participer à la reconstruction du Cambodge.

Kosovo

L'ACDI a versé la somme de 500 000 dollars (provenant de sources autres que le FCMT) au projet de l'Université Queen's visant à venir en aide aux victimes des mines terrestres. Au début, le projet servait à offrir une aide d'urgence dans les camps de réfugiés, en particulier aux victimes des mines. On a par la suite élargi cette assistance aux centres communautaires, en offrant notamment une formation aux travailleurs de la santé et aux physiothérapeutes kosovars.

(Ci-dessous) Bénévoles dans une clinique de réadaptation à Sanaa (Yémen).

Comité international de la Croix-Rouge

Dans le cadre du Programme des institutions multilatérales, l'ACDI a versé 300 000 dollars au CICR en réponse à son appel spécial pour le financement des programmes d'aide aux victimes et de sensibilisation aux mines. Cet apport visait les soins chirurgicaux, médicaux et hospitaliers ainsi que les services de rééducation physique dans les localités les plus touchées par les mines terrestres.

Pour améliorer l'information et la coordination

Il s'impose de disposer d'une information plus abondante et de meilleure qualité à propos du problème mondial des mines terrestres si on veut en saisir toute l'ampleur et établir des priorités cohérentes pour l'affectation des ressources. Jusqu'à tout récemment, on définissait le problème des mines terrestres par une estimation approximative du nombre d'engins enfouis dans le sol à travers le monde. On sait aujourd'hui que cet indicateur n'est guère utile puisqu'il ne rend pas compte de l'impact social et économique des dangers que représentent les mines. Le nombre total de victimes sur la planète n'indique pas où les besoins sont les plus pressants, de quels sont les besoins particuliers des victimes ni à quel genre de services elles ont accès.



Mart Yamoshuk/MIDN

De retour au camp de base, des techniciens mozambicains terminent le repérage d'un champ de mine avec des données recueillies au moyen du système GPS.

Grâce aux travaux effectués ces dernières années par le PNUD et le CIDH, nous sommes mieux en mesure d'utiliser des indicateurs socio-économiques pour analyser l'impact du problème des mines et les progrès réalisés en vue de le faire disparaître. Des initiatives comme celles qu'ont entreprises le PRIO (Peace Research Institute of Oslo) en Norvège et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) au Canada ont permis de mieux comprendre le lien entre l'action antimines et la planification et la programmation du développement au sens large.

On constate aussi des progrès en ce qui a trait aux données et renseignements nécessaires pour mieux comprendre le problème des mines terrestres à l'échelle mondiale. Une enquête internationale sur les mines terrestres (Global Landmine Survey) a été lancée en 1998 dans le but de produire des données fiables sur l'impact socio-économique des mines. Sous la direction d'un groupe de travail composé de représentants des Nations Unies, du CIDH, de l'organisme Vietnam Veterans of America Foundation et d'autres ONG, des études d'impact socio-économique de niveau un ont été entreprises

ou sont sur le point de l'être dans plusieurs pays touchés par le problème des mines.

Grâce au concours du Canada et d'autres pays, des études ont présentement lieu en Angola, au Cambodge, au Kosovo, au Liban, au Mozambique, au Tchad et au Yémen. Le première étude de niveau un, financée au moyen d'une contribution canadienne de 1,5 million de dollars, a pris fin au milieu de l'année 2000 au Yémen et les résultats ont été communiqués au gouvernement yéménite en septembre.

Les renseignements généraux sur la nature et l'ampleur du problème des mines dans un pays donné sont un autre élément important permettant d'établir les priorités et d'assurer l'efficacité de la coordination. L'ONU devait, à la fin de 2000, avoir effectué plus de 10 missions d'évaluation inter-agences destinées à recueillir des renseignements de ce genre en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Égypte, en Équateur, au Honduras, au Pérou, au Liban, en Namibie, en Sierra Leone, en Zambie et au Zimbabwe.

La manipulation des données recueillies sur le terrain est aujourd'hui plus systématique et plus avancée, grâce au système de gestion de l'information sur l'action antimines

Consultation à O'Our (Yémen) dans le cadre d'une étude d'impact socio-économique de niveau un.





(Information Management System for Mine Action) du CIDH. Ce système fournit aux Nations Unies et aux centres locaux d'action antimines un meilleur outil pour prendre des décisions et faire état des travaux et des progrès accomplis.

Le Canada sait que la collecte de données est un élément important des efforts déployés en vue d'apporter une solution au fléau des mines à travers le monde. C'est pourquoi il a appuyé divers projets au cours de l'exercice 1999-2000, dont ceux décrits ci-après.

Indicateurs socio-économiques

L'ACDI a contribué 100 000 dollars au Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) pour une étude socio-économique des pays infestés de mines. L'UNMAS, en collaboration avec le CIDH, s'est penché sur trois cas – le Kosovo, le Laos et la Mozambique – pour mieux connaître et évaluer l'impact socio-économique des mines et mesurer les progrès de l'action antimines.

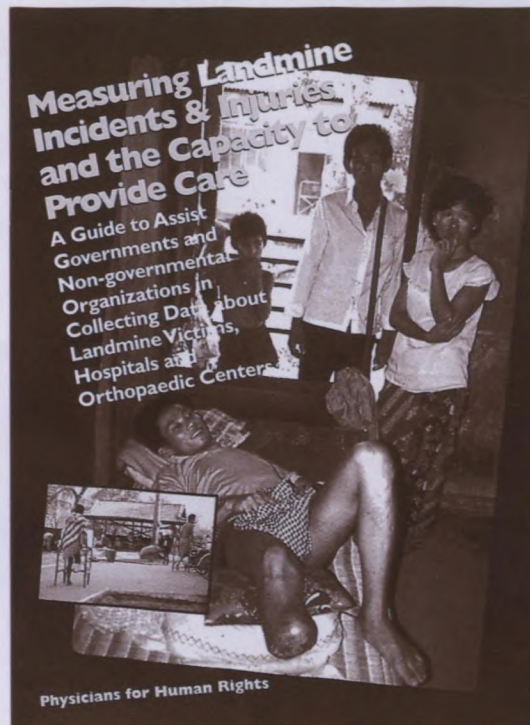
Études d'impact socio-économique de niveau un

Le Canada a été l'un des principaux pays à contribuer à la récente étude d'impact socio-économique de niveau un menée au Yémen. Il a également financé, dans le cadre du programme intégré pour le Mozambique, une étude de niveau un qui a débuté en 1998, et il appuie une étude similaire présentement en cours au Cambodge. Les crédits engagés au titre de ces trois études depuis la création du FCMT s'élèvent à 8 millions de dollars sur cinq ans.

Information sur l'aide aux victimes

Dans le cadre du Programme de recherches et d'élaboration de politiques, le MAECI a versé près de 65 000 dollars à l'organisation Médecins pour les droits de l'homme pour mener des études pilotes en vue d'enquêtes auprès des survivants des mines terrestres en Azerbaïdjan, et pour imprimer et distribuer un guide renfermant les outils nécessaires à ces enquêtes et des instructions détaillées quant à leur utilisation. Intitulé *Measuring Landmine Incidents and Injuries and the Capacity to Provide Care*, le guide a été distribué lors des réunions du Comité

Une équipe ougandaise traduit une base de données sur la surveillance des blessures, mise au point avec le concours du Canadian Network for International Surgery.



Le Canada a appuyé la production de ce guide pour la cueillette de données au sujet des victimes des mines, préparé par l'organisme Médecins pour les droits de l'homme.

Le Canada appuie l'UNMAS, qui sert d'organe de coordination de l'action antimines au sein de l'ONU.

permanent de la Convention d'Ottawa et expédié par la poste aux responsables des campagnes antimines, des organisations humanitaires et des institutions gouvernementales du monde entier.

Dans le cadre du Programme des institutions multilatérales, l'ACDI a en outre versé 250 000 dollars en faveur des initiatives de surveillance des blessures causées par les mines en Afrique; ce montant a été déboursé au titre d'un engagement de 500 000 dollars sur deux ans envers l'Organisation mondiale de la santé. Celle-ci développe, met à l'essai et diffuse des outils pour la collecte de données dans 10 pays africains. La contribution versée par l'ACDI lui a permis de mettre au point un modèle pour la collecte de données sur les blessures qui a été intégré au système de gestion de l'information de l'UNMAS pour l'action antimines. Il sera ainsi possible d'améliorer l'évaluation des effets sur la santé des blessures causées par les mines et de renforcer l'aptitude des gouvernements, des agences de l'ONU et des ONG à planifier et gérer les services de réadaptation.

L'ACDI a par ailleurs, par l'entremise de son Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, versé 75 000 dollars à l'ONG Canadian Network for International Surgery (CNIS) pour la surveillance des blessures en Ouganda. Le CNIS, en collaboration avec des partenaires locaux, a participé à la création d'une base de données axée sur les effets sur la santé des blessures causées par les mines (à partir d'observations dans les hôpitaux et dans les villages). Le projet a pour but de faciliter la planification des programmes et l'affectation des ressources, ainsi que d'améliorer les compétences des travailleurs de la santé dans les cliniques d'urgence. À ce jour, ce projet a bénéficié d'un financement de 200 000 dollars.

Soutien aux centres d'action antimines

L'ACDI s'est engagée à verser un certain nombre de contributions pour appuyer le rôle important que jouent les centres d'action antimines du point de vue de la coordination nationale des efforts en vue d'apporter une solution aux problèmes causés par les mines : 778 000 dollars sur deux ans pour l'évaluation et le soutien institutionnel du Centre de coordination de l'action antimines des Nations Unies au Kosovo; près de 1,1 million de dollars pour le soutien institutionnel des centres

d'action antimines de Bosnie; 400 000 dollars pour le Centre cambodgien de déminage; 150 000 dollars à titre de financement de base pour le Centre d'action antimines du Tchad; et 150 000 dollars à titre de financement de base à UXO Lao. La majeure partie de ces crédits ont été acheminés par l'entremise du PNUD.

Le MAECI a par ailleurs, dans le cadre de son Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines, versé environ 95 000 dollars au Centre d'action antimines des Nations Unies en Azerbaïdjan. Le Canada a également contribué un peu plus de 30 000 dollars au financement d'une mission d'évaluation chargée de définir des orientations stratégiques pour le Centre d'action antimines de la Thaïlande.

Coordination internationale

Par l'intermédiaire du Programme des institutions multilatérales de l'ACDI, le Canada a fourni à l'UNMAS un financement de base de 150 000 dollars pour appuyer le rôle critique qu'il joue à titre d'organe de coordination de l'action antimines au sein de l'ONU. Une somme additionnelle de 500 000 dollars a été versée à titre de financement non réservé pour permettre à l'UNMAS d'entreprendre des activités à l'appui de son mandat.



Recherche et recommandations

Dans le cadre de son Programme de recherches et d'élaboration de politiques, le MAECI a versé un peu plus de 47 000 dollars au CISS (Centre for International and Security Studies, de l'Université York) pour appuyer un programme de recherche sur l'action antimines. Ce programme comprenait un projet de recherche guidée et un concours d'essais destinés à stimuler l'intérêt et les capacités des étudiants universitaires et à produire des documents renfermant des recommandations dans le domaine de l'action antimines.

La poursuite des efforts

Les médias se sont intéressés de près à la Convention d'Ottawa au moment où elle a été signée en 1997, mais les travaux concrets de déminage, de destruction des stocks, d'aide aux victimes et de sensibilisation au danger des mines terrestres se poursuivent aujourd'hui. Il importe que les Canadiens et les citoyens des autres pays comprennent que nous devons maintenir l'élan si nous voulons véritablement mettre un terme à la menace que représentent les mines – et ce, d'ici quelques années et non pas dans plusieurs décennies.

Le Canada diffuse l'information au grand public sur le problème mondial des mines dans le cadre du Programme de communication et de durabilité du MAECI. Au cours de l'exercice 1999-2000, ce programme a consacré près de 1,4 million de dollars à diverses initiatives, y compris la préparation du rapport annuel du Fonds canadien contre les mines terrestres, présenté chaque année au Parlement, et la publication du magazine *Passage : rapport du Canada sur l'interdiction des mines terrestres*, publié deux fois l'an.

Le MAECI continue de distribuer des documents audiovisuels primés (notamment un documentaire vidéo et un CD-ROM produits en 1998) à des particuliers et à des groupes dans le monde entier. Le Programme de communication et de durabilité maintient aussi le site Web du gouvernement canadien sur la question des mines terrestres, « Passage », à l'adresse www.mines.gc.ca. Parmi les documents éducatifs diffusés sur le Web qui ont été produits en 1999, on compte le *Guide d'action sur les mines*.



Violaine Des Rosiers, Jeune Ambassadeur à l'action contre les mines, et Jill Olscamp, du YMCA de Fredericton, expliquant le problème des mines terrestres aux visiteurs du Sommet de la Francophonie de Moncton.



(Ci-dessus) Le Canada a appuyé la campagne de sensibilisation au problème des mines menée par la Société canadienne de la Croix-Rouge, « Survivre à la paix ».

(Ci-dessous) Darryl Toews, Jeune Ambassadeur à l'action contre les mines, dirige un groupe d'étudiants de Morden (Manitoba) dans d'une randonnée de sensibilisation aux mines.

Un guide pour les programmes d'études est en cours de préparation et sera affiché sur le Web en 2001.

Toujours par l'intermédiaire du Programme de communication et de durabilité, le gouvernement a informé ses citoyens des mesures qu'il a prises pour s'attaquer au problème des mines terrestres à travers le monde. Diverses expositions, y compris un vaste stand multimédia interactif, la reconstitution d'un village miné et des maquettes sur table, ont circulé dans les écoles, les universités et les bâtiments publics d'un océan à l'autre, et ont aussi été présentées lors d'événements importants comme le Sommet de la Francophonie à Moncton et les Jeux panaméricains à Winnipeg.

Le Canada collabore avec des organisations locales et nationales pour assurer la vitalité de la campagne contre les mines terrestres. Le Programme des Jeunes Ambassadeurs pour l'action contre les mines, lancé en collaboration avec Action Mines Canada et la Croix-Rouge canadienne, et appuyé par le Programme de stages internationaux pour les jeunes du MAECI, représente à cet égard l'une des initiatives de sensibilisation les plus innovatrices. En 1999-2000 – soit la deuxième année de cette initiative – huit diplômés universitaires, sponsorisés par des ONGs de Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal, Québec et Halifax, avaient pour mission

de promouvoir une prise de conscience du problème des mines et de la Convention d'Ottawa auprès des médias, des écoles et des groupes locaux.

Le Canada a par ailleurs versé près de 100 000 dollars à la Croix-Rouge canadienne pour financer une exposition de deux jours marquant le deuxième anniversaire de la signature de la Convention d'Ottawa. Organisée au Parc Lansdowne à Ottawa, l'exposition « Interdisons les mines 99 » comprenait la visite d'un village miné reconstitué, des exposés prononcés par des conférenciers de renom (dont la Reine Noor de Jordanie), un centre d'action antimines virtuel et un mini-festival du film.

Les initiatives de coopération axées sur la sensibilisation accrue du public au problème des mines comprenait aussi le versement de 30 000 dollars à Cineflix Productions pour couvrir une partie des coûts de production d'un documentaire intitulé *Chris Giannou: On the Border of the Abyss*, consacré au chirurgien canadien Chris Giannou et à son travail auprès des survivants de mines terrestres. La Croix-Rouge a reçu une contribution d'un peu plus de 8 700 dollars destinée à appuyer sa campagne de sensibilisation, « Survivre à la paix ».

Le Canada a également appuyé la constitution d'une base durable de ressources privées destinées à l'action antimines. En tout, 1 million de dollars ont été fournis par l'ACDI et le MAECI



Darryl Toews/PIAAM



George Chandler/CRC

(Ci-dessus) Des étudiants de la région d'Ottawa visitent un stand sur le déminage à l'exposition « Interdisons les mines 99 ».

(Ci-contre) Le Gouverneur général, M^{me} Adrienne Clarkson, la Reine Noor de Jordanie, le Premier ministre Jean Chrétien, John Ralston Saul et M^{me} Aline Chrétien au cours du premier dîner et gala de financement du Fonds canadien d'action contre les mines terrestres, à Rideau Hall, en décembre 1999.



Mike Pinder

à la Fondation des mines terrestres du Canada, un organisme caritatif qui recueille des fonds pour promouvoir l'action antimines et favoriser la pérennité des programmes antimines. La Reine Noor de Jordanie, le Gouverneur général Adrienne Clarkson et le Premier ministre Jean Chrétien ont assisté au gala d'ouverture de la Fondation, en décembre 1999. Celle-ci a appuyé deux programmes menés sur le terrain en Amérique centrale, lancé son propre programme « Adoptez un champ de mines » et créé un site Web à l'adresse www.clearlandmines.com afin de recueillir des fonds.

Les citoyens canadiens ont eux aussi manifesté leur détermination à trouver une solution au problème des mines en contribuant au Fonds canadien d'action contre les mines terrestres (FCAMT), un compte spécial créé par le MAECI et

Action Mines Canada pour recevoir les dons du public destinés aux projets d'action antimines. Au cours de 1999-2000 a eu lieu le premier déboursé au titre du FCAMT, une subvention de 30 000 dollars versée au CIDC pour l'achat de deux chiens détecteurs de mines et la première phase de leur dressage. Les fonds recueillis comprenaient les recettes tirées d'activités du Programme des Jeunes Ambassadeurs pour l'action contre les mines (par exemple, « Dansons pour vaincre la peur »), de collectes de fonds organisées lors des Jeux panaméricains de Winnipeg en 1999 et de dons de particuliers.

Tableaux des dépenses, 1999-2000

Fonds canadien contre les mines terrestres



Dépenses des ministères selon le programme

TABLEAU 1	Total des dépenses, 1999-2000
Programme	
MAECI	
Partenariat pour l'action contre les mines	713 500 \$
Initiatives d'interdiction des mines	2 655 891 \$
Surveillance des mines	200 000 \$
Recherches et élaboration de politiques sur l'action contre les mines	324 055 \$
Communications et durabilité	1 396 664 \$
Destruction des stocks	325 582 \$
Service de soutien des politiques	902 012 \$
Total partiel	6 517 704 \$
ACDI	
Programme intégré – Mozambique	1 716 000 \$
Programme intégré – Bosnie-Herzégovine	3 095 000 \$
Mise en valeur de la créativité des Canadiens	2 033 000 \$
Initiatives par pays – Asie	309 000 \$
Programme intégré – Amériques	2 155 000 \$
Programmes des institutions multilatérales	3 020 000 \$
Service de soutien	285,000 \$
Total partiel	12 613 000 \$
MDN	
Centre canadien des technologies de déminage	2 751 000 \$
Total partiel	2 751 000 \$
Industrie Canada	
Partenariats technologiques	75 275 \$
Total partiel	75 275 \$
Dépenses totales	21 956 979 \$

Dépenses consacrées à l'interdiction des mines

TABLEAU 2	
Ce tableau présente le détail des dépenses engagées dans le cadre du Fonds canadien contre les mines terrestres au cours de l'exercice 1999-2000 pour appuyer l'adoption de l'interdiction des mines par tous les pays du monde et pour assurer le respect de cette interdiction ainsi que la destruction des stocks.	
A Promotion et prévention	1999-2000
Amérique du Nord	79 050 \$
Ex-URSS	145 685 \$
Europe du Sud-Est	59 640 \$
Asie du Sud-Est	10 000 \$
B Démarches en vue d'interdire les mines à l'échelle mondiale	
Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres	200 000 \$
Action Mines Canada	316 000 \$
C Rencontres consacrées à la mise en application de la Convention et à son adoption universelle	
Inde	30 000 \$
Nigéria	10 000 \$
Croatie	10 000 \$
Géorgie	20 000 \$
D Surveillance en vue d'assurer le respect de la Convention	
Observatoire des mines 2000	200,000 \$
E Destruction des stocks	325 582 \$
Dépenses totales	1 405 957 \$

Dépenses selon le secteur d'activité

Interdiction des mines : dépenses consacrées à la promotion de l'adoption universelle et de la mise en application concrète de l'interdiction complète des mines, y compris de leur destruction

Information sur l'action antimines : dépenses consacrées à la mise au point d'une information plus complète et de meilleure qualité sur le problème des mines dans le but de mieux cibler l'action antimines (missions d'évaluation, enquêtes, outils d'information, recherches pour la création de capacités et la mise au point de pratiques efficaces)

Recherche et développement : dépenses consacrées à la recherche scientifique et à la mise au point de produits ou procédés nouveaux ou améliorés contribuant à la solution de problèmes soulevés par les mines

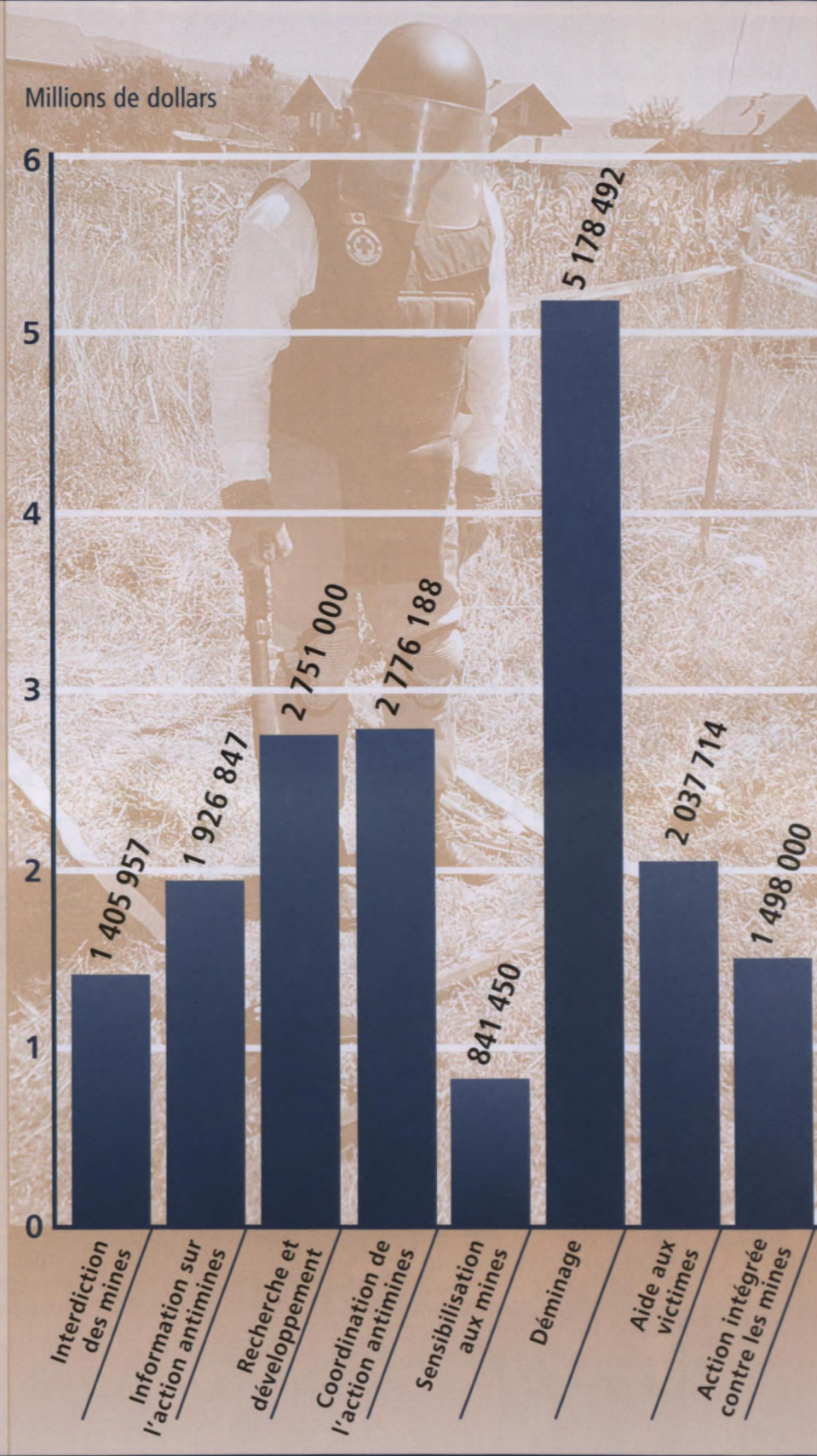
Coordination de l'action antimines : dépenses consacrées aux structures et organisations favorisant une approche cohérente en vue d'apporter des solutions aux problèmes soulevés par les mines

Sensibilisation aux mines : dépenses consacrées aux programmes d'information et de formation visant à réduire les activités à risque élevé et, par là, le nombre de victimes des mines

Déminage : dépenses consacrées à l'ensemble des activités liées aux déminage (relevés et marquage des champs de mines, formation, appui aux équipes canines de détection, matériel et combinaisons de protection, assurance de la qualité, etc.)

Aide aux victimes : dépenses consacrées aux services aux victimes (services médicaux, prothèses et aides orthostatiques et autres, réadaptation physique, professionnelle, sociale et psychologique)

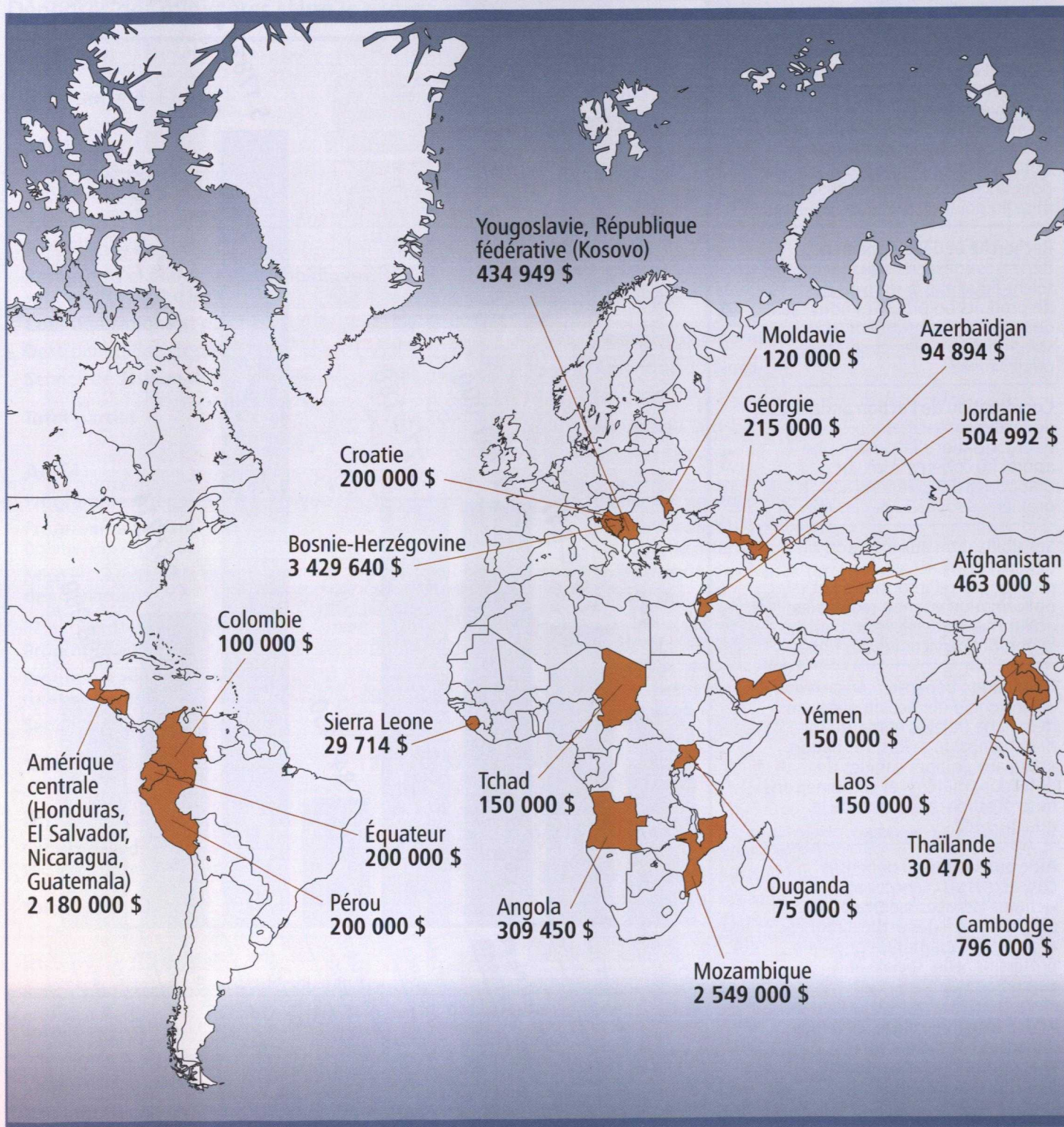
Action intégrée contre les mines : dépenses consacrées aux programmes qui incorporent plus d'une activité de base



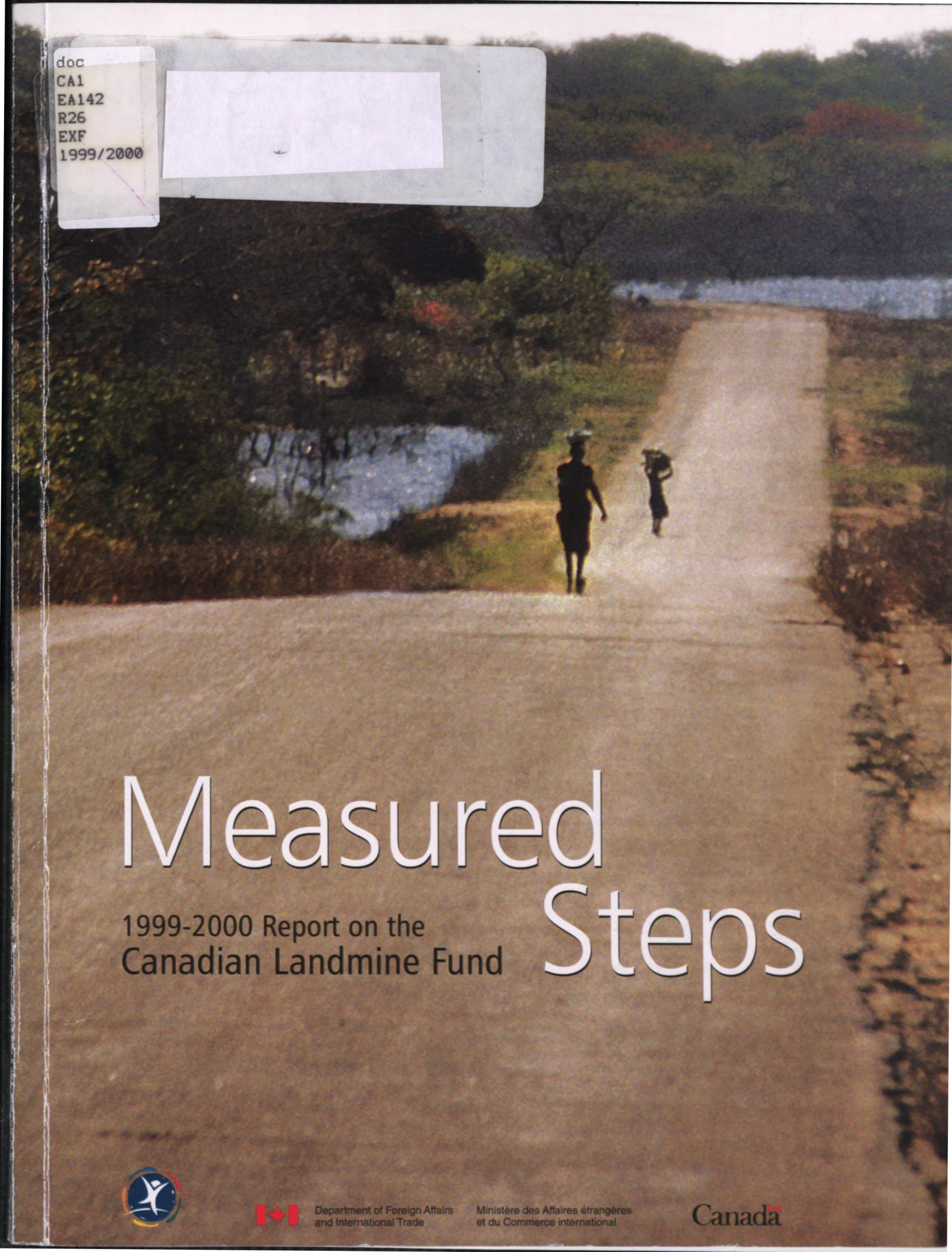
1999-2000

Fonds affectés à l'action antimines selon le pays

La carte indique, pour chaque pays ou région, les dépenses effectuées par le gouvernement du Canada au cours de l'exercice 1999-2000, au titre de l'information sur l'action antimines et sur les mines elles-mêmes, du déminage, de l'aide aux victimes et des programmes intégrés.



doc
CA1
EA142
R26
EXF
1999/2000



Measured Steps

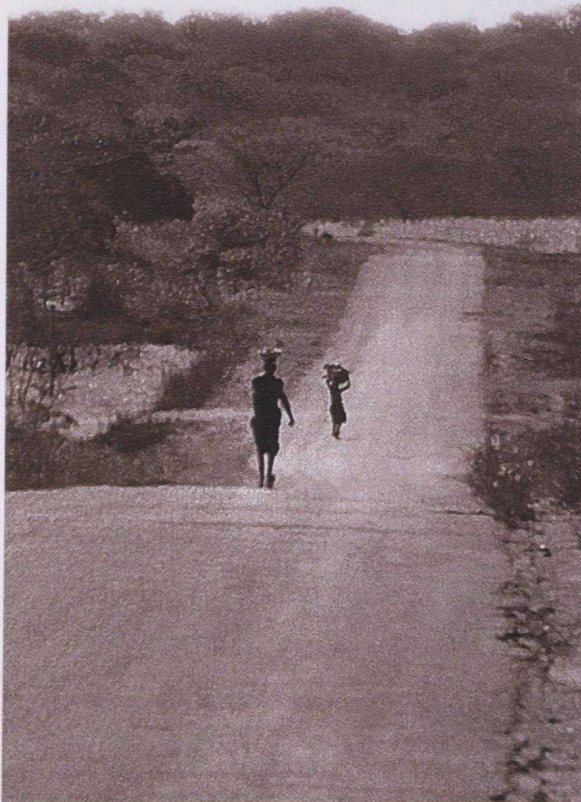
1999-2000 Report on the
Canadian Landmine Fund



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada



(Cover) Women walk along a flood-damaged road near mined areas in Inhambane province, Mozambique. Canada supports mine clearance, victim assistance and mine awareness programs in the surrounding communities. Photo by Nicolas Drouin/CIDA



Measured Steps: 1999-2000 Report on the Canadian Landmine Fund

National Library of Canada cataloguing in publication data

Canada. Dept. of Foreign Affairs and International Trade

Measured Steps: 1999-2000 Report on the Canadian Landmine Fund

Text in English and French on inverted pages.

Title on added t.p.: À pas mesurés.

ISBN 0-662-65499-4

Cat. No. E2-193/2000

1. Land mines.
 2. Land mines – Government policy – Canada.
 3. Land mines (International law).
- I. Title: À pas mesurés.

JZ5645.M42 2000 355.8'25'115 C2001-980071-1E

.b3522 43X (E)
.b3522453 (F)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
AOUT 2 2001
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère



Measured Steps

1999-2000 Report on the Canadian Landmine Fund

62-539581-1

62153951 (E)

Messages from ministers	2
Introduction	
Measured Steps: Progress in implementing the Ottawa Convention	5
Ending the use, production, export and stockpiling of AP mines	10
Reducing mine casualties and delivering mine awareness education	16
Clearing mined land	20
The Canadian Centre for Mine Action Technologies	28
Assisting landmine survivors and their communities	32
Improving mine action information and coordination	37
Sustaining the effort	41
1999-2000 spending summaries	
Departmental expenditures by program	44
Investments in banning landmines	44
Investments by thematic area of mine action	45
Mine action spending by country	46

Canada's leadership is making a difference



It gives me great pleasure to report to Parliament and the people of Canada on the activities undertaken during the second year of the Canadian Landmine Fund – in fiscal year 1999. *Measured Steps: 1999-2000 Report on the Canadian Landmine Fund* documents the Government of Canada's ongoing efforts to help address the humanitarian terror caused by landmines.

Canada provided important international leadership in achieving the Ottawa Convention banning anti-personnel mines. I am proud that we are continuing to demonstrate leadership in our work to universalize the Convention, to implement its terms and to ensure full compliance with it. While the Convention is a unique Canadian success story, its true significance lies in the manner in which it provides a comprehensive framework for addressing the global landmine problem. I remain personally committed to ensuring the success of the Convention because I am convinced that it is making a significant difference in the lives of countless individuals and communities around the world.

In fiscal year 1999, Canada continued to support every aspect of mine action to address the global landmine problem. Through disbursements of approximately \$22 million, Canada contributed to mine clearance, stockpile destruction, victim assistance, mine awareness and integrated mine action in more than 20 countries. We have supported important advances in mine action information and coordination, helped sustain the role of civil society mine action advocacy in Canada and abroad and made substantial advances in the development of appropriate technologies.

As the title suggests, this report tells of the measured steps that are being made in ensuring the effectiveness of the Convention. It is heartening that progress is being made in clearing mined land, reducing casualties and providing assistance to victims. And it is encouraging that support for the Convention continues to grow through states' formal acceptance of it and their increased contributions to mine action.

Canada's efforts are making a difference and I look forward to sharing reports of the ongoing success of the Convention in the years ahead.

John Manley

Minister of Foreign Affairs

As this report demonstrates, Canadians are making a difference for individuals and communities in mine affected developing countries. We know that these weapons have a devastating effect. Landmines kill and maim indiscriminately. Often, the victims are the most vulnerable in society: children playing in a field, women in search of water or fuel. Moreover, the fear they instill derails development efforts and limits opportunities.

CIDA is investing strategically in the future of affected countries by helping them to acquire knowledge and tools, building their capacity to clear mined land. Canada also assists individuals and communities suffering from the effects of landmines by strengthening health systems so they can better respond to these needs. Our support for non-governmental and international organizations helps them reintegrate and rehabilitate victims and deliver mine awareness education.

The challenge before us is substantial. Yet, two years after the launch of the Canadian Landmine Fund, we are seeing positive results. As this report shows, the number of new victims of landmines is falling. Also, high-priority areas such as schools, roads and farmland are gradually being cleared.

For me, this is major progress, and it fits into a much broader programme. Protecting children from landmines is an important step. Educating children and youth so they recognize the danger around them is one more step. And this can only happen through focussed investments in social development programs in such areas as health, education and child protection.

Maria Minna

Minister for International Cooperation

The Ottawa Convention, signed in December 1997, marked the first step in eliminating anti-personnel mines.

We have taken many other steps since that time to help rid the world of minefields and help countries destroy their mines before they are laid. The Government of Canada is truly committed to this effort.

The Department of National Defence, through its Centre for Mine Action Technologies in Suffield, Alberta, has made impressive breakthroughs in the development of technology for anti-personnel mine detection. The focus is on low-cost equipment that can be easily used in mine affected countries. Great progress has also been made in the development of protective clothing for deminers. The Centre has become world-renowned for its technological innovations and its testing facilities.

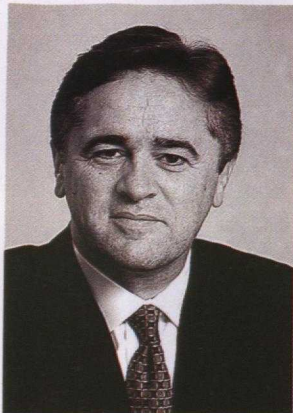


Canadian Forces personnel were actively involved in humanitarian mine clearance operations well before the Ottawa Convention was signed. In Kuwait, Somalia, Rwanda, Cambodia, Bosnia-Herzegovina and Kosovo, members of the Canadian Forces have cleared mines, taught local people how to conduct safe demining operations and set up mine awareness programs, which are especially important for the protection of children. Canadian Forces experts have also provided advice to countless military personnel in all parts of the world on ways of destroying their stocks of mines.

The Canadian Landmine Fund has made it possible to move beyond statements of good intention and to take concrete action toward the eradication of anti-personnel mines. I am very proud of the significant contribution made by the men and women of the Canadian Forces and the Department of National Defence.

Art Eggleton

Minister of National Defence



As Minister of Industry, I am pleased our department is helping support the Government of Canada's important contribution to address the challenge of eliminating landmines and providing assistance to landmine victims.

Through Technology Partnerships Canada, Industry Canada is working with the private sector and the Canadian Centre for Mine Action Technologies to develop and commercialize technologies and equipment that will allow people to return safely to abandoned farm fields and villages in war-torn areas around the world.

An example of this commitment can be seen in Industry Canada's investment, through the Canadian Landmine Fund, with PRO MAC Manufacturing of Duncan, British Columbia. This investment will lead to the commercialization of the Brusher/Deminer Machine, which is designed to clear foliage so demining operations can proceed. This technology will reduce the risk to demining personnel and help accelerate the elimination of landmines.

Industry Canada's activity in support of combatting landmines clearly shows how innovation can help improve the worldwide quality of life. It also underscores the important role that the Government of Canada plays in ensuring that innovative products become a reality.

This is one of the ways that Industry Canada is helping make a difference – not only for Canadians, but also for people around the world.

Brian Tobin

Minister of Industry

INTRODUCTION

Measured Steps: Progress in implementing the Ottawa Convention

While anti-personnel mines continue to be a source of human suffering in countries around the world, we now know that the unprecedented global response to this issue is making a difference. Canada's efforts, along with those of other states and non-governmental and international organizations, are resulting in measurable progress. The Ottawa Convention has provided the world with a comprehensive framework for addressing the global landmine problem and Canada, through the Canadian Landmine Fund, and with other resources, is making a sizeable contribution to implementing this framework for action.



John Rodsted

The problem

Anti-personnel mines are weapons placed in or on the ground, which wound or kill when activated by the pressure of a foot-step. These hidden, indiscriminate killers cause insidious injuries, often involving extreme blood loss, loss of limbs and extensive harm to the human body. Most of the people killed or injured by anti-personnel mines are civilians, many of them

women and children, living in countries ill-equipped to provide the medical care and rehabilitation services they require. Many mine incidents go unreported – many victims die before ever reaching a hospital.

Entire communities are haunted by the psychological terror created by a fear of mines in their fields, on their roads and near their homes. The fear of mines



Frank Lytko

Anti-personnel mines, like the POM-Z 2M fragmentation stake mine (above) and the PRB M409 blast mine (left) continue to injure and kill indiscriminately years after they are laid.

The dramatic humanitarian impact of AP mines far outweighs their marginal military utility.

prevents the safe and productive use of land, roads and other infrastructure, impeding development and the ability of communities to prosper.

The dramatic humanitarian impact of these silent sentinels far outweighs their marginal military utility. Anti-personnel mines have been proven to be of little use to militaries, yet they are a long-term arsenal against civilians and an obstacle to sustainable development, the safe return of refugees to their homes and post-conflict reconstruction.

The movement for change

In the early 1990s, non-governmental organizations (NGOs) involved in development work and humanitarian assistance sounded

the alarm about AP mines. The human suffering caused by mines and the weapons' impediment to productive land use hindered reconstruction and sustainable development promoted by NGOs and local communities.

Thus began the global movement to ban anti-personnel mines, clear mined land and assist victims. This movement was later joined by states, such as Canada. This state-civil society partnership, combined with a unique form of fast-track diplomacy initiated by Canada, became known as the Ottawa Process. The result was the successful negotiation in 1997 of the *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction* – the Ottawa Convention.

The Ottawa Convention: A framework for action

For its efforts leading to the realization of the Convention, the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) and its coordinator, Jody Williams, won the Nobel Peace Prize in 1997. Both the NGO community and countries like Canada, however, knew that achieving the Convention was just the beginning. The real work began in implementing its terms.

The Ottawa Convention is unique in that it sets out both a comprehensive ban on a weapon that has been in common use for generations and a set of steps that must be undertaken to address the human suffering it causes.

During the period when the Convention was open for signature, 133 states signed, signalling their intention to adhere formally to the Convention at a later date, and, under international law, accepting that they must not do anything that undermines the Convention's object and purpose. On March 1, 1999 – with unprecedented speed – the Convention had been ratified by enough states to allow for its entry into force.

The call to ban AP mines originated from civil society organizations angered by the human suffering these weapons cause.



John Rodsted

Support for the Convention has continued to grow and, as of December 31, 2000, 109 states had formally accepted its terms through ratification or accession.

Canada's commitment

Canada takes its Convention obligations seriously. Just a month before 122 states gathered in Ottawa to sign the Convention in December 1997, Canada completed the destruction of its stockpile of anti-personnel mines. Canada became the first country to ratify the Convention and has passed legislation making it a criminal offence for any Canadian to produce, use, transfer, or possess anti-personnel mines.

Canada provided financial support for the goals of the Ottawa Convention in December 1997 when Prime Minister Jean Chrétien announced the establishment of the five-year, \$100 million Canadian Landmine Fund to continue work on universalizing the ban and achieving its objectives. This fund is governed by an innovative collaboration among four government departments: the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT), the Canadian International Development Agency (CIDA), Industry Canada (IC) and the Department of National Defence (DND).

To coordinate this effort, and to signal the priority it places on these efforts, Canada appointed a special ambassador

States that agree to be bound by the Convention commit themselves to:

- immediately end the use, production and transfer of anti-personnel mines;
- destroy existing stockpiles of AP mines within four years;
- clear mined land within 10 years;
- provide assistance for the care and rehabilitation of mine victims; and
- cooperate to ensure full compliance with the Convention.



DFAIT

to serve as Canada's international focal point on all matters pertaining to the implementation of the Convention. In 1999, Daniel Livermore was named Ambassador for Mine Action, replacing Jill Sinclair who first served in the position. In addition, Canada established a special unit in DFAIT dedicated to the landmines issue and the implementation of the Convention.

Among the departments, DFAIT takes the lead on initiatives involving Convention universalization, small-scale mine action initiatives designed to build and reinforce support for the Convention, international coordination and policy leadership, monitoring compliance with the Convention and outreach to Canadians on the landmines issue. DFAIT also works with DND in a program designed to assist other states in destroying their stockpiles of anti-personnel mines.

Prime Minister Jean Chrétien addresses the 1997 Ottawa Convention signing conference.

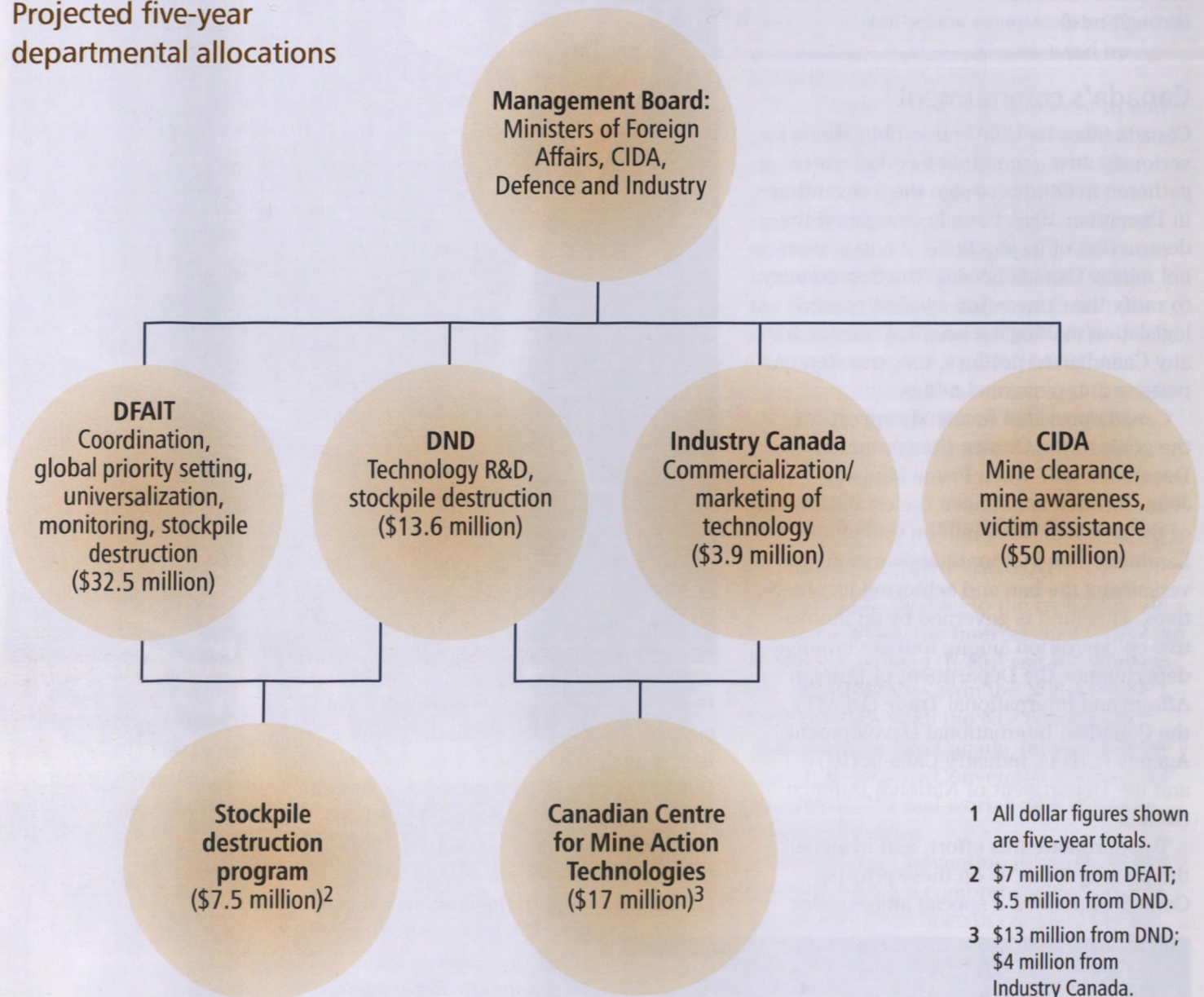


Mary O'Neill

Canada's Ambassador for Mine Action Daniel Livermore

The Canadian Landmine Fund Budget: \$100 million¹

Projected five-year departmental allocations



- 1 All dollar figures shown are five-year totals.
- 2 \$7 million from DFAIT; \$5 million from DND.
- 3 \$13 million from DND; \$4 million from Industry Canada.

CIDA leads in the areas of mine clearance, mine awareness and victim assistance. CIDA's mine action support helps to advance reconciliation and reconstruction in countries seriously affected by landmines and assist in resuming sustainable development in the wake of serious conflicts. CIDA's approach is to strengthen the capacity of key institutions, working through Canadian NGOs, the private sector and multilateral organizations, including United Nations agencies, the International

Committee of the Red Cross (ICRC) and the World Health Organization (WHO). CIDA also supports mine action in a number of countries through its ongoing development assistance program.

DND has joined Industry Canada to establish the Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT). The CCMAT's mission is to carry out research and development of low cost, sustainable technologies for mine detection, mine neutralization, personnel protection and victim

assistance and to investigate alternatives to anti-personnel mine capabilities. The Centre also evaluates technologies developed through on-site research as well as those produced by Canadian industry. This is done using the facilities available through the Centre's association with Defence Research Establishment Suffield (DRES). Industry Canada has the lead in commercializing and marketing technologies which show the most promise. DND also contributes to mine action by providing technical advisors to mine action centres in affected regions.

Measured Steps: Progress in implementing the Convention

Steady progress is being made in entrenching the new international norm established by the Convention. In July 2000, a historic milestone was reached when the Islamic Republic of Mauritania became the 100th state to ratify the Convention. Support for the Convention continues to grow, as does the commitment to make positive change by states that have not yet accepted the terms of this important humanitarian instrument.

Impressive progress is being made in clearing mined land. In the most mine affected states in the world, more land is being returned to communities. While too many men, women and children still lose lives and limbs as a result of AP mines, casualty rates are declining rapidly – due in part to mine awareness education. Landmine survivors and their communities are receiving more and better services and support. More and better information is leading to effective priority setting and a clearer understanding of the scope of the problem. And increased efforts are being undertaken to ensure the sustainability of our mine action efforts.

This report has been structured to inform the Parliament of Canada and Canadian citizens about the progress being made in

these areas and to provide a review of how Canada's efforts have contributed to this progress. At the end of the second fiscal year of the five-year Canadian Landmine Fund, we have moved further toward our goal of ending the terror of landmines. Much work still remains, but we are on track to ensuring the Ottawa Convention lives up to its promise as a framework for addressing the global landmine problem.



Robert Semeniuk

Too many men, women and children still lose lives and limbs as a result of AP mines.

Ending the use, production, export and stockpiling of AP mines

The Ottawa Convention provides a framework for addressing the global landmine problem, both by insisting on an unambiguous ban on AP mines and by obligating states in a position to do so to assist in mine clearance, victim assistance and other elements of mine action. While the world celebrated the Convention's entry into force in March of 1999, the real work continues to ensure that the Convention will live up to its promise.

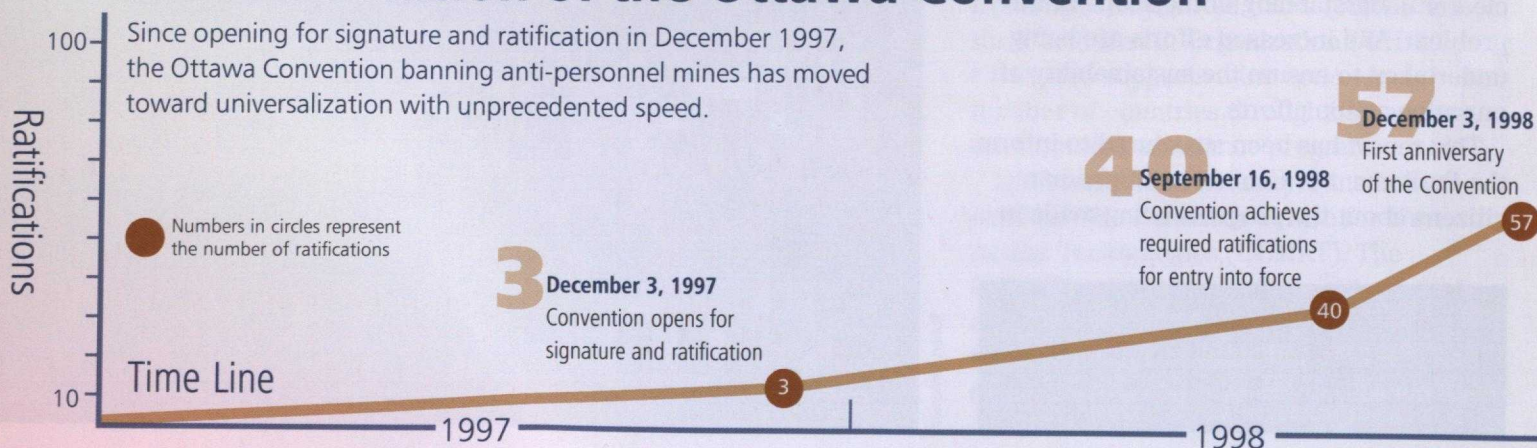
In every aspect of the general status and operation of the Convention, it is possible to report progress. During the period when the Convention was open for signature, 133 states signed, thereby signalling their general support and intention to accept the Convention's provisions at a later date. By December 31, 2000, 109 states had formally agreed to the obligations of the Convention, by ratifying or acceding to it.

The global norm against anti-personnel mines has also influenced countries that have not yet signed the Convention. A number of non-signatory states have taken significant steps toward banning these weapons, by enacting moratoria on their

use, production and export and by pledging to accede to the Convention in the coming years.

According to the International Campaign to Ban Landmines' *Landmine Monitor Report*, the number of anti-personnel mine producers has dropped sharply in recent years, from 54 to 16. Today, of the 34 nations known to have exported anti-personnel mines in the past, all but one of those nations has made a formal statement that they have ceased to export. More than 22 million landmines have been destroyed in recent years by more than 50 nations. And, for the first time in several decades, mines are being removed from the ground faster than they are being planted.

Universalization of the Ottawa Convention



Working in partnership

The sustained partnership between states and civil society organizations provides continuing momentum to ensure the implementation of, and compliance with, the terms of the Convention. Canada recognizes the important role of organizations like the International Campaign to Ban Landmines (ICBL), the International Committee of the Red Cross (ICRC) and Mines Action Canada (MAC) in maintaining a sense of urgency to continue to make the Convention a success. To reinforce the efforts of these organizations, Canada – through DFAIT's Mine Action Partnership Program – provides financial support for work that supports its objective of universalizing and implementing the Ottawa Convention.

In fiscal year 1999, approximately \$713,000 was disbursed to support civil society organizations through the Mine Action Partnership Program. Canada's mine action NGO coalition, Mines Action Canada, received \$316,000 to support its domestic and international advocacy work. Of this total, \$40,000 was directed towards support for a pioneering conference, 'Engaging Non-State Actors in a Landmine Ban,' which was co-sponsored by MAC and the ICBL Working Group on Non-State Actors.

The Nobel prize-winning ICBL received \$200,000 in core funding to support its international advocacy work. Canada's contribution supported the work of the ICBL coordinator, government relations and resource centre staff, allowing them to participate in the Ottawa Convention's

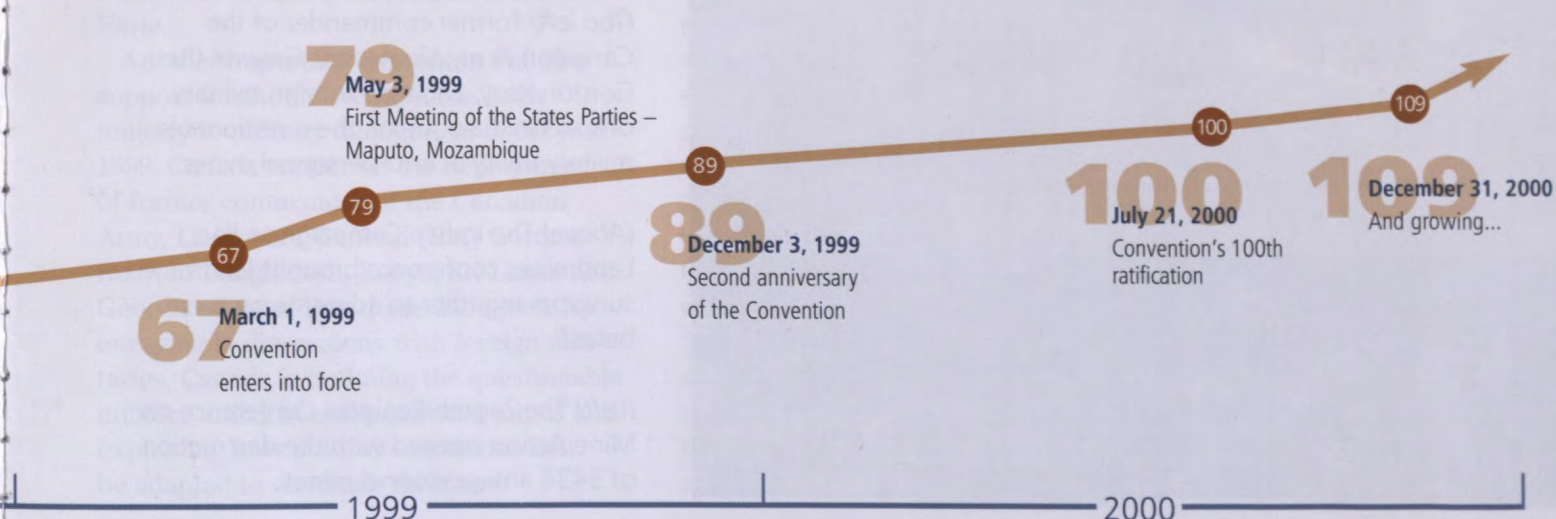


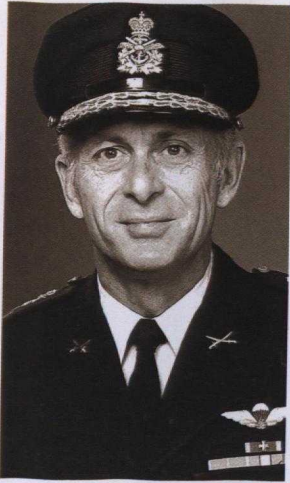
Intersessional Work Program, regional conferences and international grassroots activities.

International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) received \$100,000 for its universalization work in the former Soviet Union. With the help of Canada's funding, IPPNW gathered information, monitored media discourse on mines and continued to build coalitions among ban-friendly organizations in this strategically important region that has yet to solidly back the Convention.

In addition, the not-for-profit, Sydney, Nova Scotia-based Canadian International Demining Corps (CIDC) received approximately \$100,000 to help build its capacity

Canada supports NGO coalition Mines Action Canada (MAC) in its work with Canadian cultural communities concerned about landmines. Here, MAC's Mary Foster and international mine ban campaigner Rae McGrath join Somali-Canadian community leaders at a meeting to discuss the issue.





DND

to train and field mine detection dog teams. CIDC is working to establish itself as a centre of excellence in this important aspect of mine action.

Canada also supports country and regional efforts to maintain and build support for the Ottawa Convention. Through DFAIT's Mine Ban Initiatives Program, Canada provided \$70,000 for conferences in India, Nigeria, Croatia and Georgia focussing on the universalization and / or implementation of the Convention. The model of regional conferences that proved so successful in the lead-up to the negotiation

of the Convention continues to play a significant role in galvanizing support and increasing awareness.

Other country-specific initiatives supported by Canada through the Mine Ban Initiatives Program included: a contribution of approximately \$60,000 to support a study by Rebuild International on the decommissioning of a Bosnian weapons factory; a contribution of \$10,000 to the Landmine Survivors Network to support the visit of its high-profile patron, Her Majesty Queen Noor of Jordan, to Vietnam and Cambodia in support of the Ottawa Convention and the rights of landmine survivors; a contribution of \$34,000 to support the work of a Boston-based 'Mine Action Scholar-in-Residence' to integrate mine action courses and lectures into the



Mary Wareham/CBL



Indian Campaign to Ban Landmines

(Top left) Former commander of the Canadian Army, Lieutenant General (Ret) Gordon Reay, engaged foreign military officials in dialogue on the questionable military utility of anti-personnel mines.

(Above) The Indian Campaign to Ban Landmines conference brought landmine survivors together to advocate on their behalf.

(Left) The Zagreb Regional Conference on Mine Action opened with the destruction of 3434 anti-personnel mines.

Landmine Monitor Report

Toward a Mine-Free World

2000



The second annual *Landmine Monitor Report*, launched at the Second Meeting of the States Parties to the Ottawa Convention, September 2000.

program of American universities; and disbursements totalling \$45,000 to support a series of Concerts for a Landmine Free World in California, featuring music stars Sheryl Crow, Emmy Lou Harris and Steve Earle.

Another important element in building support for the Convention has been military-to-military dialogue. In fiscal year 1999, Canada supported the deployment of former commander of the Canadian Army, Lieutenant General (Ret) Gordon Reay, to Bangladesh, Kenya, Sri Lanka and Georgia to enter into these dialogues. By engaging in discussions with foreign militaries, Canada is outlining the questionable military utility of anti-personnel mines and explaining how military operations can be adapted to eliminate their use.

Monitoring compliance

Unlike traditional arms control agreements, the Ottawa Convention does not contain a formal verification mechanism or monitoring system. For this reason, Canada believes it is essential that there are independent sources of information on the implementation of, and compliance with, the Convention's obligations.

To assist in this effort, DFAIT's Mine Monitoring Program provided \$200,000 in fiscal year 1999 to the ICBL for its Landmine Monitor initiative. Landmine Monitor involves a global network of non-governmental researchers who contribute to a 1000+ page annual report on states' efforts to implement the Ottawa Convention and their policies and behaviour with respect to anti-personnel mines. The first annual *Landmine Monitor Report* was released in May of 1999. The second was released

in September 2000 at the Second Meeting of the States Parties to the Convention. Canada was the first state to support the Landmine Monitor initiative, providing \$450,000 for the project in 1998-99.

A PP MI-SR II bounding mine before and after destruction.

Destroying stockpiles

The Ottawa Convention requires that states destroy stockpiled anti-personnel mines within four years of the Convention's entry into force. It also obliges states in a position to do so to assist others



L. Col. Normand Levert/DND



L. Col. Normand Leveay/DND

One of six blasts destroying a total of 10,000 anti-personnel mines at Condega, Nicaragua, February 2000.

in the destruction of their stockpiled mines. While Canada destroyed the last of its stockpiled mines even before the Convention opened for signature, it is committed to ensuring that other states also comply with their obligations.

As part of the Stockpile Destruction Program, Canada sent two military technical advisors and a civilian advisor to Nicaragua and Honduras in fiscal year 1999 to provide assistance in the open detonation of these countries' anti-personnel mine stocks. Canada also

provided approximately \$2,650 to support an experts conference on stockpile destruction in Minsk, Belarus. Discussions are ongoing with Ukraine regarding the provision of financial and technical assistance to destroy that country's estimated 10 million mines.

Ensuring the effective operation of the Convention

The Ottawa Convention requires that its member states meet annually in the lead-up to a Review Conference which will be held in 2004. The First Meeting of the States Parties (FMSP) to the Convention was held in Maputo, Mozambique, May 3 to 7, 1999. Canada supported the Maputo conference,



(Above) An ICBL advocacy postcard distributed at the First Meeting of the States Parties in Maputo, Mozambique, May 1999.

(Below) Heads of delegations to the meeting.



providing approximately \$22,000 to the Government of Mozambique to assist it in its role as host of this landmark event. Additionally, Canada contributed approximately \$75,000 to support the participation of conference delegates from mine affected developing countries.

At the FMSP, States Parties agreed to a strongly-worded declaration expressing their views on the continued use of AP mines by some states and the need to reinforce efforts to clear mined land and assist landmine victims. In addition, States Parties established an Intersessional Work Program as a mechanism to facilitate the implementation of the Convention between Meetings of the States Parties. As part of this program, Canada assumed responsibility as Co-Chair of the Standing Committee on the General Status and Operation of the Convention.

The Second Meeting of the States Parties to the Ottawa Convention was held in Geneva, Switzerland, September 11 to 15, 2000. While this meeting took place in fiscal year 2000, Canada provided its contribution to this meeting – approximately \$27,000 – to the United Nations in fiscal year 1999.

States Parties established an Intersessional Work Program to facilitate the Convention's implementation.

Reducing mine casualties and delivering mine awareness education

In the mid-1990s, rough estimates suggested anti-personnel mines claimed 500 new victims a week – or 26,000 new victims a year. These estimates, while only educated guesses, indicated that anti-personnel mines were a dramatic source of human suffering.

Since then, the Ottawa Convention has established a new international norm which is already making a difference in preventing new use of AP mines. The Convention obliges states to clear mined land and ensure that mines in the ground do not claim lives or limbs. In recent years, dramatic progress has been made in identifying and marking minefields and clearing mined land.

The international community's response to reducing mine casualties also involves mine awareness education which attempts to reduce high risk behaviour in mine affected areas by increasing knowledge of the dangers of landmines.

The mine action community's understanding of the impact of mine awareness education has evolved in recent years to display more creativity and sensitivity to community needs and context. New mine awareness programs use participatory approaches and educational materials that aim to be simple, clear, relevant and in appropriate local languages.

Promoting best practices in the delivery of mine awareness education has been greatly aided by UNICEF's development of *International Guidelines for Landmine and Unexploded Ordnance Awareness Education*. The Standing Committee on Victim Assistance, Socio-Economic Reintegration and Mine Awareness, which was established by States Parties to the Ottawa Convention in May 1999, has devoted a great deal of attention to

promoting these guidelines and ensuring that their principal elements are considered in program planning.

While changes in behaviour brought on by mine awareness education are difficult to measure, it is encouraging to see some level of mine awareness activity is being undertaken in most mine affected countries and comprehensive programs are in place in almost all of the world's most seriously affected states. It is also difficult to draw a causal link between mine awareness education and its effect on casualty rates. However, we do know that in every case where mine awareness education is delivered in a comprehensive manner, casualty rates are declining.

Some of the most significant examples of the decline in casualty rates include:

(Right) As part of CIETcanada's evaluation of mine awareness education in Angola, interviewers administer a pictorial questionnaire to children in Huila province.

- In Afghanistan, the casualty rate in 1999 was less than half the 1993 rate.
- In Bosnia and Herzegovina, there has been a steady decline in the number of new mine victims, from a high of 625 in 1996 to 94 in 1999.
- In Cambodia, there were one-third as many new mine victims in 1999 as there were in 1996.
- In Mozambique, 60 new casualties were recorded in 1999 – down from 133 in 1998.
- In Croatia, 50 new landmine victims were recorded in 1999, a reduction of 36% compared to 1998.

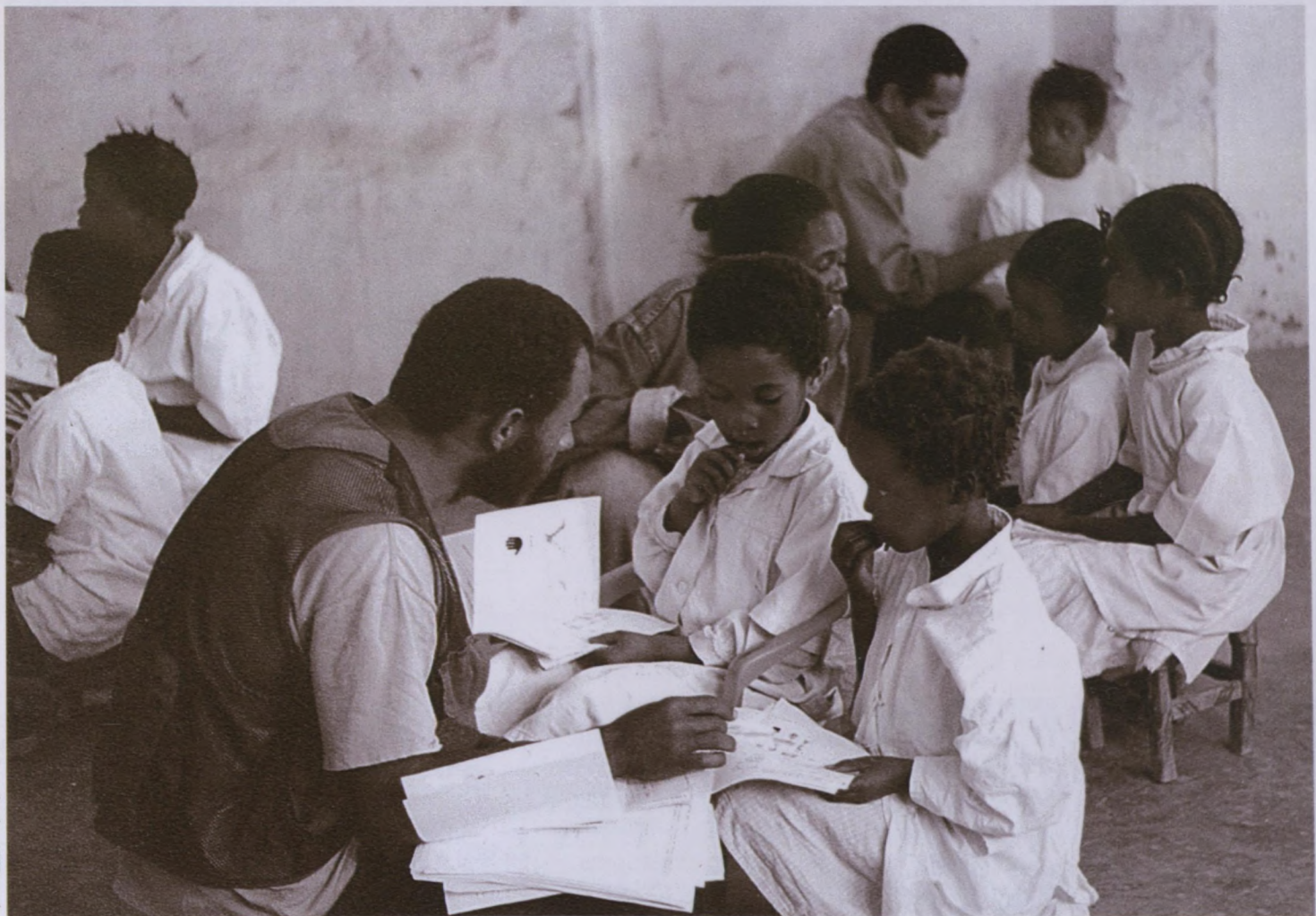
In spite of the progress that has been made, the ongoing human suffering caused by AP mines compels Canada to continue to support efforts that will further reduce landmine casualty rates. To this end, Canada supports mine awareness educa-

tion programs in a number of countries, as well as initiatives to evaluate mine awareness programming to ensure its effectiveness.

Angola

Through CIDA's Tapping Canadian Creativity Program, Canada contributed \$250,000 in fiscal year 1999 to UNICEF Canada for mine awareness education in Angola. Canada's support to date for this program now totals \$500,000 as part of a \$750,000, three-year commitment. Working with four local NGOs, UNICEF delivered mine awareness messages at the community level using theatre, puppet shows, posters, wooden mine dummies, traditional songs and dances. The project targeted primary and secondary school-aged children in four provincial capitals and aimed to improve capacity within Angola to disseminate appropriate information on the dangers of landmines.

In every case where comprehensive mine awareness education is being delivered, casualty rates are declining.



A. Swaminathan/CICCanada



Melanie Régimbald/DFAIT

Scouts of Colombia participate in role playing and games that teach about the effects of landmine use.

Canada also provided approximately \$60,000 through DFAIT's Research and Policy Development Program to CIETcanada for the evaluation of mine awareness programming in Angola. The evaluation focussed on children's knowledge about landmines and risk-taking behaviour around mines.

Conducted in Huila and Uige provinces, the evaluation found that mine awareness materials and messages transmitted information about the danger of mines and standard mine markings and signs, but did not encourage 'mine smart' behaviour among children. It also found that educational

materials were often difficult to understand for anyone without formal education and recommended ways that awareness programs could be fine-tuned to suit the needs of children and decrease risk. As a result, UNICEF Angola is reviewing its approach to mine awareness education strategies.

Bosnia and Herzegovina

CIDA has made a \$580,000, four-year commitment to a World Bank implemented mine awareness project in Bosnia and Herzegovina from sources other than the Canadian Landmine Fund. This funding has supported the delivery of 560 mine awareness education sessions, and the distribution of mine awareness posters and handbooks in 118 municipalities.

Colombia

DFAIT's Mine Ban Initiatives Program disbursed \$100,000 to UNICEF Colombia for a mine awareness program implemented in cooperation with the Scouts of Colombia, the Kiwanis Foundation and the Colombian Red Cross. Using role playing and games, the program raised awareness among children and youth about the dramatic effects of the use of landmines.

Mozambique

When unprecedented flooding ravaged Mozambique in early 2000, Canada responded with a contribution of \$500,000 in emergency mine action assistance. Part of this contribution was designed to support mine awareness activities to prevent an increase in the number of landmine accidents when displaced populations returned to their communities after the flooding.

As part of a multi-year, \$1.25 million commitment, Canada disbursed \$333,000 in fiscal year 1999 to an innovative project in Mozambique. With the Canadian Auto Workers (CAW) matching Canada's contribution, the Canadian NGO Cooperation Canada-Mozambique has been able to carry out an integrated mine action program that includes a mine awareness component.

Nicaragua

Canada has supported mine awareness workshops in northern Nicaragua as an element of the New Brunswick-based NGO, the Falls Brook Centre's victim assistance project. \$100,000 from CIDA's Tapping Canadian Creativity Program was disbursed for this project in fiscal year 1999. A total of \$206,000 has been provided to this program over two years.

International Committee of the Red Cross

CIDA's Multilateral Institutions Program provided \$300,000 for the International Committee of the Red Cross (ICRC) Mine Action Appeal 1998-2003 for Victim Assistance and Mine Awareness. The

funding will cover the cost of mine awareness and victim assistance as part of the ICRC's integrated effort to both reduce the number of landmine victims and provide assistance to those injured.

United Nations

Canada provided \$60,000 to the United Nations Mine Action Service (UNMAS) to help disseminate information on how to minimize risk in mine affected areas. The funding supported development of a handbook and training program to increase awareness of the Ottawa Convention among UN and other aid workers and provide them with information enabling them to operate safely in mine affected environments.

Canada supported the delivery of emergency mine awareness education in Mozambique after the flooding of early 2000.



COCAMMO

Clearing mined land

When the non-governmental community brought the issue of landmines to the world's attention in the early 1990s, the magnitude of the problem seemed insurmountable. Rough estimates were made of tens of millions of landmines planted in over 70 countries in every region of the world.

Over the past few years, the mine action community has come to understand that the sheer number of mines in the ground does not effectively explain the nature of the problem. A more accurate measure is the number of people directly and indirectly affected by the threat of mines. This has led to improved priority-setting in mine clearance.

In addition, the Ottawa Convention obliges states to clear mined areas within a 10-year time-frame. This combination of factors has led to the belief that we will overcome the challenges of the most severe and terrorizing cases of mined land in years, not decades.

While clearing mined land continues to be a frustratingly slow, expensive and dangerous exercise, the international community is making measurable strides toward returning more and more once-mined land to safe and productive use. Mine clearance in some form is taking place in 71 mine affected countries or areas.

In some of the most mine affected countries and areas, significant progress has been made over the past year to clear mines and unexploded ordnance (UXO) and to return cleared land to productive use:

- Afghanistan: In 1999, 110 square kilometres were declared safe. A total of 465 square kilometres have been declared safe since 1993.
- Bosnia-Herzegovina: In 1999, 3.7 square kilometres were cleared.
- Cambodia: In 1999, 11.9 square kilometres were cleared. Between 1993-99, 155 square kilometres were cleared.
- Croatia: In 1999, 23.6 square kilometres were cleared.
- Kosovo: In 1999, 8 square kilometres were cleared.

More and more once-mined land is being returned to safe and productive use.



Nicolas Drouin/CIDA



- Laos: In 1999, 6.2 square kilometres were cleared.
- Mozambique: In 1999, 5 square kilometres were cleared, bringing the total area cleared to 194 square kilometres.

International progress in mine clearance is being aided by increased resources and coordination, more and better information, the development of best practices and new demining equipment and techniques. In 1999, 13 donors contributed over US\$75 million to mine clearance activities. Millions more were invested in developing new and improved technologies for detecting and removing landmines.

The Standing Committee on Mine Clearance, established by States Parties to the Ottawa Convention in May of 1999, spent a great deal of effort reviewing progress in the revision of international standards for humanitarian mine clearance. Work on these standards is continuing with a view to providing the necessary guidance to undertake mine clearance in a safer and more effective manner.

Canada's contributions to clearing priority

land cover a range of activities including support for mine action centres, Level One Socio-Economic Impact Surveys and database development; provision of technical expertise and protective equipment; fielding of clearance teams; and development of new technologies and approaches.

Afghanistan

Afghanistan remains one of the most heavily mined countries in the world. With as many as 3,000 new injuries from landmines and unexploded ordnance in 1999, it is still essential to reduce risk to civilians from mines and UXO. Canada provided \$1 million in mine action funding in fiscal year 1999 to the United Nations Coordination Office for Humanitarian Assistance in Afghanistan (UNOCHA) from sources other than the Canadian Landmine Fund. Programming was implemented largely by Afghan NGOs. Since 1993-94 CIDA has provided a total amount of \$6.75 million for demining activities and mine awareness in Afghanistan through its international humanitarian assistance program.

The Canadian International Demining Corps training mine detection dogs in Bosnia.

Canada provided
valuable technical
and financial
support to Bosnian
Mine Action
Centres.

Bosnia and Herzegovina

Conflict in the former Yugoslavia has left Bosnia and Herzegovina with a legacy of anti-personnel mines that still inhibits the safe return of refugees and the productive use of the country's land and infrastructure.

CIDA has committed \$10 million over five years to an integrated country program in Bosnia and Herzegovina, of which approximately \$3.1 million was disbursed in fiscal year 1999. To date, this program has seen approximately \$5.6 million disbursed for institutional support, mine clearance and victim assistance. In addition, DFAIT's Mine Ban Initiatives Program disbursed \$475,000 in fiscal year 1999 to support mine clearance and related activities in Bosnia and Herzegovina.

Canada's program in Bosnia and Herzegovina places a heavy emphasis on projects that support mine clearance by Bosnian deminers, particularly those projects implemented by the Canadian International Demining Corps, the Stabilization Force (SFOR), Handicap International and Norwegian People's Aid. Canada has also supported the Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre (BHMIC) as the central policy-making and coordinating body for all mine action in the country.

Canada has sought to stimulate an integrated and coordinated approach to the problem, working in partnership with other

donors. A large number of Canadian technical experts has been assigned to positions with mine action centres, SFOR and a Board of Donors, where they are working to build consensus around sustainable and coordinated approaches to demining.

Canada's 1999-2000 contributions to mine clearance in Bosnia-Herzegovina included:

- \$930,000 in institutional support for the Bosnian Mine Action Centres (MACs). These funds were disbursed to the United Nations Development Programme (UNDP) to support the core functions of the BHMIC and Entity MACs, plus the secondment of DND experts to serve at these centres. From February to June 1999, four Canadian Forces personnel were assigned to the MACs. Participation was reduced to two in June 1999 and deployment completed in February 2000.
- \$150,000 to the UNDP for a Task Manager in Demining. A Canadian expert was seconded to fill the role for one year.
- \$630,000 to the SFOR Entity Army Demining Program through which 550 Entity Army deminers were deployed, five ambulances were purchased, three Bozena mini-flails were purchased and three operators were trained in their use. Support from Norway and Canada for SFOR mine clearance has increased the available pool of Bosnian manual deminers in the country by 70%.

A deminer from
Bosnian NGO Akcija
Protiv Mina at work.



Lisanne Garceau-Bednar/CIDA

- \$790,000 to support Bosnian demining NGO Akcija Protiv Mina, implemented by the French/Belgian NGO Handicap International (HI). Through HI, Canada has been a principal donor of Akcija Protiv Mina, the first fully indigenous, Bosnian demining organization that has BHMIC certification. This project is now recognized by other organizations as the best-run and most productive demining operation in the field.
- \$250,000 to the Sarajevo Canton Mine Clearance Program. This project was implemented by the NGO Norwegian People's Aid. Funds were used to train and deploy 27 Bosnian deminers and to operate a mini-flail.
- \$350,000 for the training and deployment of 10 mine detection dogs and their Bosnian handlers by the Sydney, Nova Scotia-based NGO Canadian International Demining Corps.
- \$2.6 million of the above listed funding was channelled through Slovenia's International Trust Fund for Demining and Victim Assistance. These funds were matched with a contribution from the United States.

Cambodia

Canada has contributed \$4.3 million to the UNDP Trust Fund for Mine Action in Cambodia since 1993. CIDA's Multilateral Branch disbursed \$146,000 in fiscal year 1999 for a total of \$746,000 disbursed since 1998 from the Canadian Landmine Fund. These funds covered the cost of seven members of the Canadian Forces serving as technical advisors to the Cambodia Mine Action Centre (CMAC). The personnel returned to Canada in July 2000 having provided key technical assistance and strong leadership to CMAC. In addition, CIDA's Multilateral Institutions Program provided \$400,000 to the UNDP for the CMAC.

As Cambodia moves to take greater responsibility for its own governance, Canada is supporting a bilateral mine action program with the country's governmental authorities and non-governmental organizations. A multi-year \$5 million



Lisanne Garceau-Bednar/CIDA

integrated country program has been designed to return land to economic use, reduce casualty rates, build institutional capacity, undertake a national Level One Socio-Economic Impact Survey and provide victim assistance.

Canada has signed a Memorandum of Understanding with the Royal Government of Cambodia to undertake the Level One Survey. Geospatial International, a geomatics company based in Burlington Ontario, will provide technical and management expertise, working in collaboration with the CMAC. The survey is expected to be completed by September 2001.

Canada funded the operation of this mini-flail (brush cutter) by a Norwegian People's Aid mine clearance program in the Sarajevo area.

Chad

CIDA's Multilateral Institutions Program provided \$150,000 in core funding to the UNDP for the Chad Mine Action Centre, bringing Canada's total two-year contribution to \$250,000. Funds assisted the Chad MAC in carrying out its main activities including a Level One Socio-Economic Impact Survey and mine clearance.

Croatia

DFAIT's Mine Ban Initiatives Program provided \$200,000 to the United Nations Mine Action Assistance Program for the Croatia Mine Action Centre. This contribution helped cover the cost of retaining mine detection dogs in Croatia over the winter months to maximize their working time and effectiveness in the field.

Georgia

The British demining NGO HALO Trust received \$215,000 from DFAIT's Mine Ban Initiatives Program for mine clearance and the production of a Level One Socio-Economic Survey in the former Soviet Republic of Georgia's region of Abkhazia.

Jordan

DFAIT's Mine Ban Initiatives Program contributed approximately \$500,000 to the Canadian International Demining Corps for mine clearance support in the Jordan Valley. The funds provided training, and demining and protective equipment for Jordan's Royal Corps of Engineers as part of Phase 2 of a joint project sponsored by Canada, Norway, Jordan and Israel.

Kosovo

Following the conflict in Kosovo, landmines and UXO impeded the safe return of refugees, the delivery of humanitarian aid, peace-building and reconstruction assistance in the region. Canada responded to this humanitarian crisis by committing approximately \$2.9 million in fiscal year 1999, largely from sources outside the Canadian Landmine Fund, to support mine clearance programs in Kosovo. Over two years, a total of \$5 million of CIDA program funds from outside the Canadian Landmine Fund have been committed to support mine clearance in Kosovo.

(Above left) Demining a former football pitch near the Gumista river in Abkhazia. 400 anti-personnel mines were cleared from this field.

(Left) Responding to Jordan's request, Canada contributed a Caterpillar loader to aid mine clearance operations in the Jordan Valley. Left to right: Brig. Gen. Zakariya Ja'afra, Brig. Gen. Nassar Al-Majali, Brig. Gen. Youcoub Haddadjali, Senator Sheila Finestone, Canada's former Ambassador to Jordan, Michael Molloy and Radio Canada reporter, Leila Deeb.



HALO Trust



Canadian Embassy, Amman, Jordan

The following mine clearance activities were carried out in fiscal 1999:

- \$75,000 from CIDA for a mine action assessment mission to Kosovo and institutional support for the United Nations Mine Action Coordination Centre (UNMACC). Canada worked with Belgium to sponsor an assessment mission to evaluate the extent of the landmine problem in Kosovo and lay the groundwork for the UNMACC. Canada also jointly funded the UNMACC program manager for six months.
 - \$138,000 from DFAIT and \$65,000 from CIDA for the six month secondment of a Canadian Forces officer to Kosovo to act as a liaison between the NATO force KFOR and the UNMACC. Three other DND staff members were seconded to
- work in Pristina to produce maps and databases that identify the locations of landmines and UXO in Kosovo.
 - \$500,000 over two years from CIDA to support operations of the UNMACC, allowing it to carry out surveys to determine the extent of remaining landmines and conduct quality assurance of demined areas.
 - \$300,000 from CIDA for an emergency shelter and related demining project
 - \$328,000 from CIDA and \$200,000 from DFAIT to the Canadian mine clearance organizations the Canadian International Demining Corps and Wolf's Flat Ordnance Disposal, and approximately \$1.3 million to the International Demining Alliance of Canada, both for rapid response demining.

Lenny Grogan and Dave Bruce of Wolf's Flat Ordnance Disposal check for mines at a pig farm near Pristina, Kosovo.



Mark O'Neill/Toronto Sun

Canadian assistance will provide Mozambique with a sound basis for planning national demining.

Laos

CIDA contributed \$150,000 to the UNDP Trust Fund for UXO Lao to help promote the Ottawa Convention in Laos and assist with landmine and UXO clearance. This brings Canada's total two-year contribution to \$355,000. The funding was used to develop national capacity to manage a mine action program, to reduce the number of civilian UXO casualties and to increase the amount of land available for food production and other development activities.



Mark Yarmoshuk/DND

Moldova

Moldova, which ratified the Convention in mid-2000, received a contribution of \$120,000 from Canada through CIDA's Multilateral Institutions Program. Ten mine clearance personal protection suits and helmets manufactured by Med-Eng Systems of Ottawa were given to the Republic of Moldova's army engineers. Representatives of DND and Med-Eng travelled to Moldova to provide training on the use of the suits and their impact on mine clearance drills.

Mozambique

Canada has committed \$10 million to support mine action in Mozambique over a five year period. Canadian assistance will provide the country with a sound basis for planning national demining and setting priorities for economic recovery, and will assist victims and promote mine awareness.

In fiscal year 1999, approximately \$1.7 million was disbursed to support surveys, mapping and database development, including:

- Conducting a national Level One Socio-Economic Impact Survey: This initiative began in March 1998, with the Canadian International Demining Corps serving as the implementing agency. Progress in fiscal year 1999 included commencing field surveying, improving the quality of minefield surveying and reporting, and training surveyors in the use of global positioning system (GPS) equipment.
- Producing maps to facilitate mine action: The integration of geographic information system (GIS) hardware and software has allowed minefield locations to be presented in more sophisticated map formats.

Canadian Forces Master Warrant Officer Luc Lorrain demonstrates GPS survey equipment in the field in Mozambique.



OAS

- Enhancing the national demining institute's landmines database: Hardware and software has been installed to support the cutting-edge Information Management System for Mine Action, developed by the Geneva International Centre for Humanitarian Demining.
- Providing Canadian technical expertise: Canadian Forces mine action specialists were deployed to serve with the UNDP's Accelerated Demining Programme (ADP) in Mozambique in April 1999. This deployment consisted of three people for one year. After the flooding in Mozambique, two members of the Canadian Forces were extended for an additional three months until July 2000.

CIDA's Tapping Canadian Creativity Program disbursed \$333,000 to the Canadian Auto Workers (CAW) and Co-operation Canada-Mozambique for their mine action program in Mozambique as part of a multi-year, \$1.25 million commitment. This project includes proximity demining and post-clearance community development activities. CIDA's financial assistance is matched by the CAW.

Nicaragua

Through CIDA's integrated country program for the Americas, Canada disbursed \$1 million to the Organization of American States' Unit for the Promotion of Democracy (OAS/UPD) Demining Program in Nicaragua. Canada and Norway are funding this two-year program to strengthen mine clearance efforts on Nicaragua's northern border, along what is known as Operational Front #4. Canada's funding covered field expenses including protective clothing, food for the deminers, vehicle maintenance, insurance and administrative costs for field offices in rural areas.

Peru-Ecuador

Canada disbursed \$400,000 through CIDA to allow the OAS/UPD to coordinate and execute Phase II of its demining operations on the Peru-Ecuador border. Canada's contribution financed detection, protection and clearance equipment and logistical support for the demining of the Tiwinza region. A \$300,000 Canadian contribution to the OAS/UPD in 1998 facilitated the creation of the OAS Voluntary Fund for Mine Action in Peru/Ecuador.

Soldiers from the Army of Nicaragua complete an OAS/ Inter-American Defence Board mine clearance course.

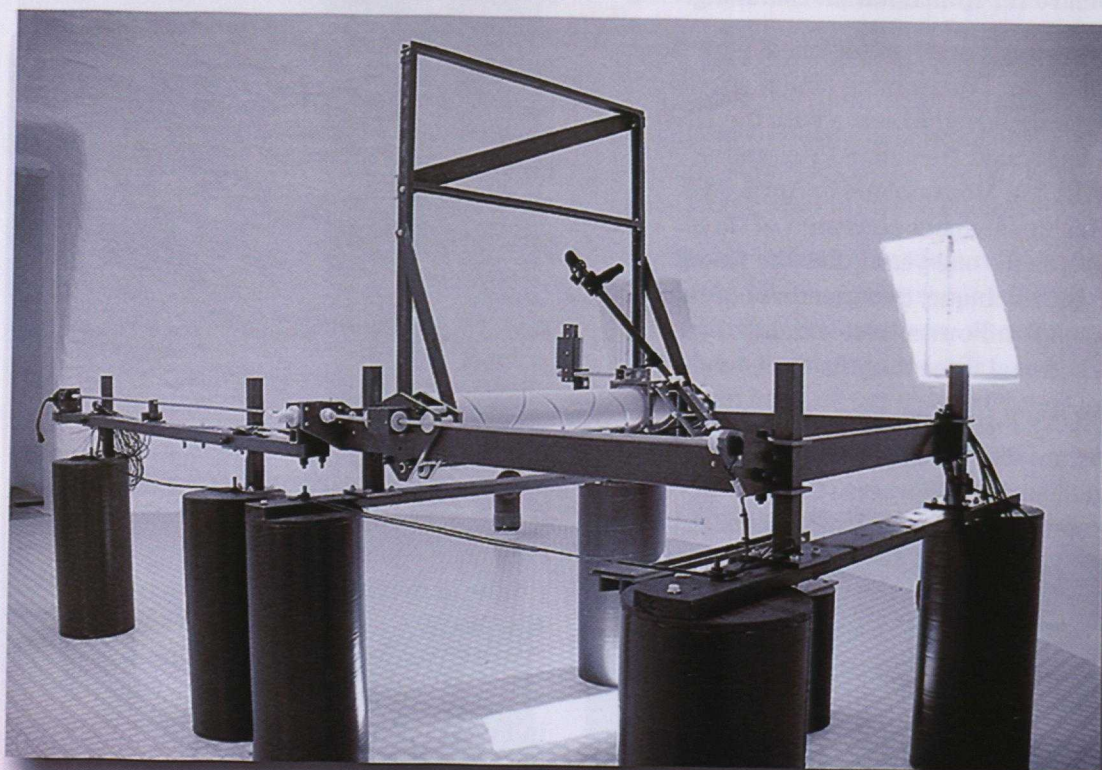


The Canadian Centre for Mine Action Technologies

The Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT) was established in 1998 to expand research and development (R&D) of low cost, sustainable mine action technologies. The CCMAT acts as Canada's focal point for demining technologies, working on fundamental R&D, the development of a database on demining technology and the adaptation of applicable military technology for humanitarian use. The CCMAT serves as an assessment agency to ensure that only the most effective and appropriate technologies are deployed to the field. Through Industry Canada, the Centre encourages and funds industrial participation in the development and commercialization of promising new technologies.

Fiscal year 1999 was the CCMAT's first full year of operations. Through its association with the Defence Research Establishment Suffield (DRES), the Centre has a comprehensive R&D program underway and is already producing technology for development by industry and subsequent deployment to the field.

The CCMAT is a key player in international collaboration and has established a good working relationship with the demining community. Total spending in fiscal year 1999 from the Canadian Landmine Fund for the CCMAT's operations was approximately \$2.8 million. The following are some specific achievements:



A non-metal test rig used to evaluate metal detectors.

DRES Photo Instrumentation Group

Research and development

The CCMAT's R&D program focuses on developing improved technology for detection and neutralization of anti-personnel mines, protection for the deminer, and enabling technologies, such as robotics. The program is carried out in-house and through contracts with Canadian companies who use CCMAT test facilities for field trials. In detection, the strategy is to investigate a large number of promising technologies and choose the best of these for advanced development and eventual deployment. Projects underway include an investigation of the potential of hyper-spectral imaging for aerial mapping of mine affected areas. In protection, a better understanding of the physics of mine blast and the mechanism of injury has made an important contribution to the development of a new humanitarian demining ensemble.

Assessment of new products

Over the past year, facilities and procedures for test and evaluation have been enhanced by the latest technology, developed in-house or under contract to the CCMAT or acquired through the Centre's contacts with the international defence research community. For example, to assess the effectiveness of mechanical equipment proposed for demining and to reduce the risk to the evaluation team and equipment, surrogate mines were developed that react like real mines but without the explosive content. The surrogate mines were developed for the CCMAT by two Canadian companies and will be used in a state-of-the-art test site to evaluate mine clearance equipment. A trial in

(Above) A Hi-fidelity Reproduction PMA-2 Mine and the real thing.

(Right) A military surgeon inspects the Frangible Surrogate Leg to determine the extent of blast injury.



June 2000 validated the surrogate mines as a tool for evaluating mechanical demining equipment. Several countries have shown strong interest in the surrogate mines and a Canadian company is negotiating a licence to manufacture and market them. Through the multinational International Test and Evaluation Program (ITEP)

it is hoped these surrogate mines will become an international standard for test and evaluation of neutralization equipment.

Another example of sophisticated technology is the Frangible Surrogate Leg, which was developed in Australia and



photos by DRES Photo Instrumentation Group



acquired by the CCMAT. The Frangible Surrogate Leg is a precise reproduction of the human leg, composed of materials that react to blast in a manner similar to human tissue. It is being used to evaluate and improve new designs for protective equipment. As a result of this work the CCMAT is participating in the development of international standards for protective equipment.

International collaboration

The CCMAT has been a key player in international collaboration, in the International Test and Evaluation Program (ITEP) and the Demining Technology Information Forum. The mandate of the ITEP is to

2000 and the first product of this international collaboration, a "consumer report" on metal detectors, is now available to the demining community.

Test and evaluation

As part of the ITEP, CCMAT has carried out in-theatre trials of metal detectors in Cambodia, Bosnia and Herzegovina, Afghanistan and Croatia. These trials supplement and extend the information gained from in-house trials. Equally important, they expose Canadian technology to the demining community and provide feedback from users so that the developer can make product improvements.

Technical support to Canadian companies

The CCMAT provides technical support to Canadian companies developing products for demining. This support, which includes access to R&D information and field trials, decreases development time and helps with marketing. Examples are the development by Kingston, Ontario's MREL Specialty Explosive Products of a new explosive – FIXOR – to neutralize landmines and unexploded ordnance. Trials of FIXOR at the CCMAT were followed by a successful demonstration of the product to an international group of deminers in Kosovo in October 1999. FIXOR has proven to be a safe, inexpensive alternative to C-4 and TNT explosives for humanitarian demining and clearance of unexploded ordnance. It can be transported worldwide by road and on passenger or cargo aircraft. Through funding provided by DFAIT, the Thailand Mine Action Centre will receive a supply of the new explosive and training for its use.

As a result of substantial protective equipment research in CCMAT and DRES a new foot protection system, called the Spider Boot, and a Humanitarian Demining Ensemble were developed by Med-Eng Systems of Ottawa. Since Canada and the US have a common requirement for a Humanitarian Demining Ensemble, they have worked together to develop a test



DRES Photo Instrumentation Group

Preparing the new explosive FIXOR for a demonstration in Kosovo.

develop universally accepted standards for test and evaluation, to use these to establish performance criteria for demining equipment and to conduct international testing of equipment. The program's participating countries are currently involved in an exhaustive trial of all available metal detectors. The Demining Technology Information Forum will serve as a vehicle for the exchange and publication of technical information, such as that produced by the ITEP. The Memorandum of Understanding for ITEP was signed in July

methodology. This test methodology was used in US trials of five ensembles produced by different companies, including Med-Eng, and will be an important part of a joint US/Canada contribution to UN standards for personal protective equipment.

The Spider Boot, the Humanitarian Demining Ensemble and FIXOR are now available for sale and were exhibited at the *Ban Landmines 99* public mine action exhibition.

Investigating alternatives to anti-personnel mine capabilities

Objections by some states to accepting the Ottawa Convention on the grounds that they perceive anti-personnel mines to be a useful and cost-effective military option remains one of the most serious obstacles to universalizing the Convention. It is hoped that the CCMAT's work on investigating alternatives to anti-personnel mines will help Canada make progress in overcoming this argument. In fiscal year 1999, a study was undertaken by the Directorate Land Strategic Concepts in DND, reviewing the historical use of anti-personnel landmines and their impact on land force operations. The report was completed in January 2000. CCMAT is assessing the results of other countries' studies on alternative capabilities and the results should be available in early 2001.

Dissemination of information to the user and to industry

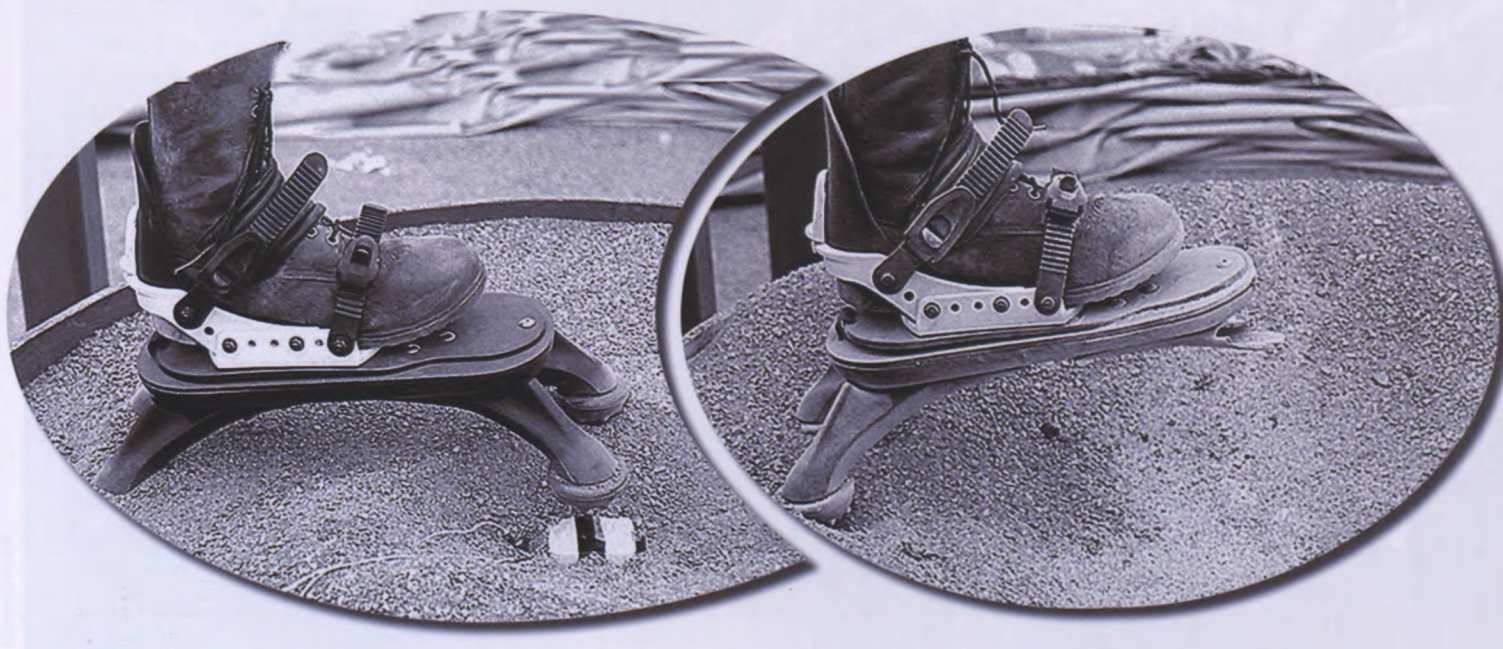
The CCMAT maintains a web site at www.ccmat.gc.ca and has produced a series of brochures and news briefs which it distributes to a wide audience in Canada and abroad. The Centre also supports DFAIT outreach initiatives, such as the *Ban Landmines 99* exhibition and the Youth Mine Action Ambassador Program.



Commercialization

Canadian companies that want to contribute to the mine action effort, particularly those that have relevant technology, can do so through the CCMAT. To help Canadian companies identify and take advantage of opportunities in mine clearance, Industry Canada maintains a web site, www.ic.gc.ca, which provides the necessary information. Industry Canada also assists companies that wish to attend trade shows where they can display their demining equipment or services.

After the detonation of an AP mine, equivalent to 97 grams of TNT, the protective Spider Boot's two front legs are broken but the rest of its parts remain undamaged.



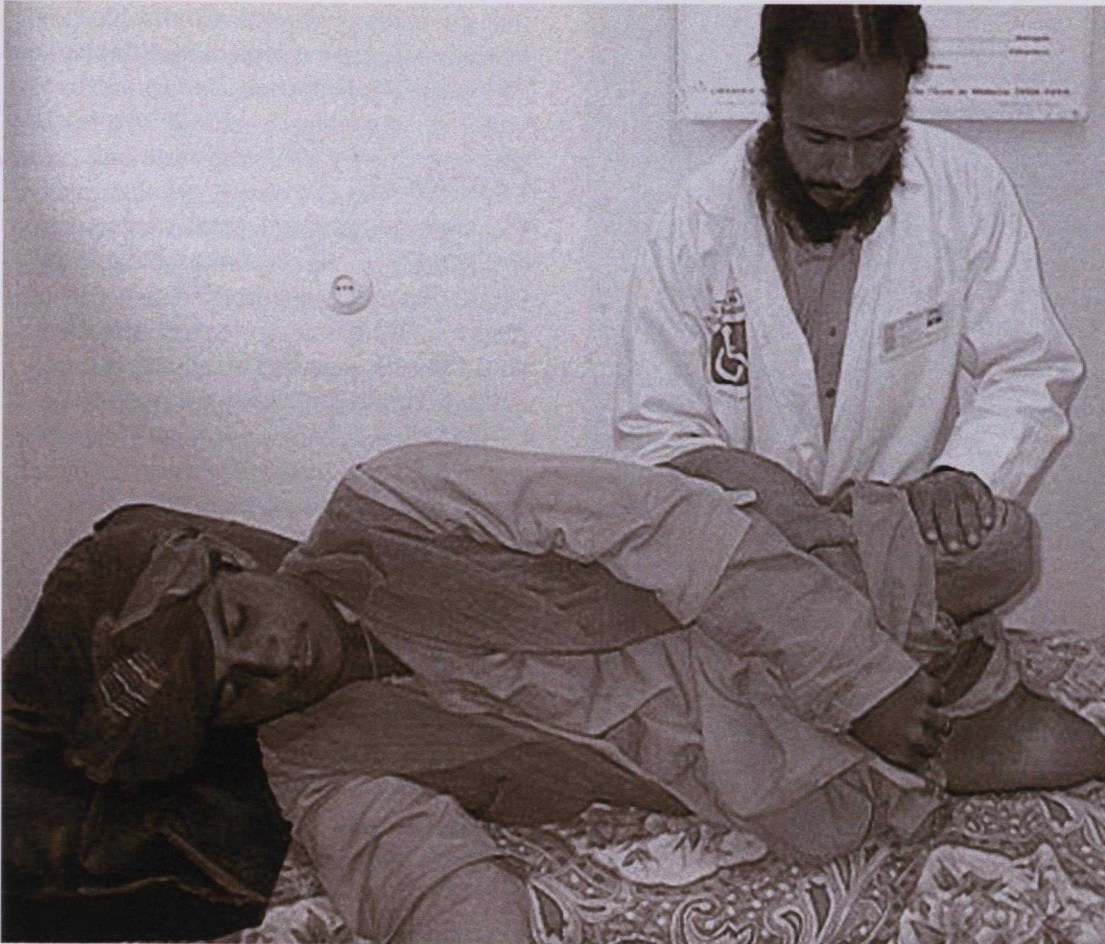
Assisting landmine survivors and their communities

NGOs have estimated that there are anywhere between 300,000 and 600,000 landmine survivors worldwide. In addition there are tens of thousands of family members of these landmine survivors and their communities affected by the terror of these weapons.

The Ottawa Convention requires that states in a position to do so provide assistance for the care, rehabilitation and social and economic reintegration of mine victims. This is a daunting task, given that most landmine victims live in some of the world's poorest countries. Estimates suggest only 10 percent of landmine survivors have access to proper medical care and rehabilitation services.



Robert Semeniuk



Ian Carrick/COPE

The Guardians Institute of Orthopaedics in Kandahar, Afghanistan provides comprehensive services for landmine survivors, many of whom sustain multiple amputations.

Over the past year, a number of important advances have been made in the effort to provide more and better assistance to landmine victims. Aided by the work of the Standing Committee on Victim Assistance, Socio-Economic Reintegration and Mine Awareness established by States Parties to the Ottawa Convention in May 1999, important advances have been made to develop best practices to meet the needs of landmine victims. Initiatives like the ICBL *Guidelines for the Care and Rehabilitation of Survivors* and the Physicians for Human Rights *Measuring Landmine Incidents and Injuries and the Capacity to Provide Care* have provided the tools to deliver better services to victims.

It is now understood that victim assis-

(Left) This Mozambican child will need her prosthesis replaced many times as she grows.

tance includes a broad continuum of care involving pre-hospital care, hospital care, physical and psychological rehabilitation, social and economic reintegration, disability policy and practice, and health and social welfare data collection and research. This entails a wide range of programming implemented by a wide range of actors. It is these principles that guide Canada's support for assistance to landmine survivors and their communities.

Afghanistan

Afghanistan is one of the world's most seriously mine affected countries. While its casualty rate continues to decline, thousands of landmine victims still live in need of services. Through CIDA's Multilateral Institutions Program, Canada disbursed \$300,000 in fiscal year 1999 to the UNDP's Comprehensive Disabled Afghan Program to build indigenous capacity to provide services to persons with disabilities.

CIDA's Tapping Canadian Creativity



Philip Maher/World Vision

World Vision Canada provides community-based agriculture training and small loans to landmine survivors in Cambodia.

Program provided \$153,000 to the Guardians Institute of Orthopaedics, an NGO based in Kandahar. The contribution helped provide comprehensive rehabilitation services for landmine survivors, including orthopaedics, physiotherapy, counseling, self-care and problem-solving skills.

Another \$10,000 was provided to the Royal Ottawa Hospital Rehabilitation Centre to undertake skills analysis and training in prosthetics and orthotics for the staff of the Guardians Institute Kandahar clinic.

Bosnia and Herzegovina

CIDA's five-year, \$10 million mine action program in Bosnia and Herzegovina involves a \$500,000 victim assistance component. CIDA is also supporting a \$2.5 million, four-year, joint health/landmine survivor assistance project through sources other than the Canadian Landmine Fund. This project, implemented by Queen's University, will equip and train health workers in community-based rehabilitation centres. CIDA provided an additional \$300,000 in fiscal year 1999 to sup-

port peer counselling for the disabled and landmine victims, a project also implemented by Queen's University.

Cambodia

Canada is supporting a multi-year victim assistance program in Cambodia through CIDA's Tapping Canadian Creativity Program. This project, implemented by World Vision Canada, is assisting the reintegration of persons with disabilities in Battambang, Pursat, Banteay Meanchey and Pailin provinces. More than 100 disabled survivors are receiving technical skills training and job placement services in engine, radio and TV repair and typing skills each year. Community-based agriculture training and loans are being provided to women with disabilities. Canada disbursed \$250,000 to World Vision Canada for this project, as part of a three-year, \$750,000 commitment.

CIDA is continuing to support a victim rehabilitation program managed jointly by Oxfam-Quebec and the Cambodian War Amputees Rehabilitation Society (CWARS) based in Calgary. This project has been operating in Pursat province since 1994 and has offered rehabilitation and reintegration services to landmine victims and other disabled citizens. To date more than 500 individuals have received training that allows them to earn a livelihood, and contribute to the reconstruction of Cambodia.

Central America

CIDA's integrated country program for the Americas disbursed \$750,000 to the Pan American Health Organization (PAHO) in fiscal year 1999 as part of a five-year, \$3.5 million victim assistance initiative in Nicaragua, Honduras and El Salvador. This tripartite project, involving PAHO, Canada (through Queen's University International Centre for Community Based Rehabilitation) and Mexico, consists of developing rural rehabilitation services, long-term sustainable community-based rehabilitation programs, regional prosthetic and orthotic development and the socio-economic reintegration of landmine victims.

This year the program completed a national feasibility study for prosthetics and orthotics in Honduras and delivered five community-based rehabilitation workshops and three disability information system workshops. It also supported a planning mission of the economic reintegration team to El Salvador and Honduras and coordinated the development of a health information system.

Canada and Israel continued their support for a two-year victim assistance project in Guatemala. A total of \$200,000 was disbursed to Queen's University's International Centre for Community Based Rehabilitation to educate community members and health professionals on the principles and strategies of community based rehabilitation. In parallel, the Development Study Centre of Israel is providing training on social and economic rehabilitation of survivors.

Canada also supported victim assistance initiatives being implemented in Central America by two Canadian NGOs. The New Brunswick NGO Falls Brook Centre

received \$100,000 from CIDA's Tapping Canadian Creativity Program to support a project in northern Nicaragua. This project provides landmine victims with prostheses and training in solar electrification to enable them to distribute, install and maintain village-level solar energy systems. Canada has contributed \$206,000 to this project.

The Sierra Club of British Columbia received \$125,000 through CIDA's Tapping Creativity Program for a victim assistance initiative in El Salvador. This initiative trains landmine victims in the development of environmentally friendly technologies. Canada has contributed \$325,000 to this project since 1998.

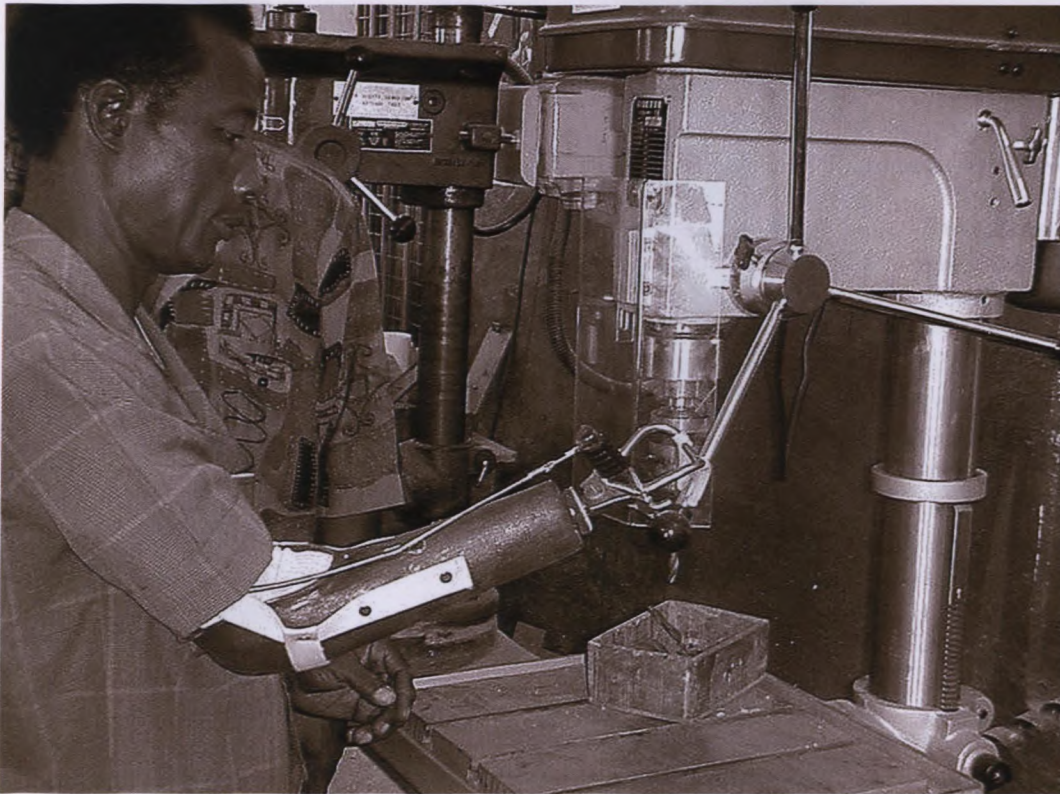
Kosovo

From sources other than the Canadian Landmine Fund, CIDA contributed \$500,000 to a victim assistance project in Kosovo implemented by Queen's University. The project initially provided emergency assistance in

Mozambican landmine survivors at a rehabilitation transit centre supported by CIDA, COCAMO and the Canadian Auto Workers.



Nicolas Drouin/CIDA



VVAE

Mozambique as part of a multi-year \$1.25 million commitment. In fiscal year 1999, the project contributed to the improvement of an orthopaedic centre in Nampula province, supported transit centres used by victims during rehabilitation, assisted transport of victims to centres and provided training in job creation and victim rehabilitation.

Sierra Leone

DFAIT's Mine Ban Initiatives Program disbursed approximately \$30,000 to the American NGO Vietnam Veterans of America Foundation to deploy a prosthetics trainer to Sierra Leone.



ADRA Canada

Yemen

CIDA's Tapping Canadian Creativity Program contributed \$150,000 to ADRA Canada's victim assistance project in Yemen. The project provided community-based rehabilitation services and vocational assistance to landmine victims and their families in three districts. It has also supported discussions with the Government of Yemen on the development of national legislation aiding the social integration of disabled persons. To date, \$300,000 has been provided for this project.

(Top) A Sierra Leone prosthetics workshop. Canada supported the deployment of a prosthetics trainer to this conflict-ridden country.

(Above) Volunteers at a community-based rehabilitation clinic in Sanaa, Yemen.

refugee camps with a special emphasis on the disabled and landmine victims and later provided support to community-based centres, including training health care workers and Kosovar physiotherapists.

Mozambique

Canada disbursed \$333,000 to the CAW and Cooperation Canada-Mozambique integrated mine action project in

International Committee of the Red Cross

CIDA's Multilateral Institutions Program disbursed \$300,000 to the International Committee of the Red Cross (ICRC) Mine Action Appeal 1998-2003, Victim Assistance and Mine Awareness. The funding will cover the cost of mine awareness and victim assistance, including surgical, medical and hospital care as well as physical rehabilitation in communities most affected by landmines.

Improving mine action information and coordination

Acquiring more and better information on the global landmine problem is essential to developing a better understanding of the magnitude of the problem and developing coherent priorities for deploying resources. Until recently, the landmine problem was defined according to a rough estimate of the number of mines in the ground around the world. We know now that such a measure is relatively meaningless as it tells us little about the social and economic impact of the threat of mines. Vast approximations of the number of landmine victims worldwide provide little guidance on where the areas of greatest need may be, the nature of the particular needs of landmine victims and the level of services available to meet their needs.



Mark Yarnoshuk/DND

Using data collected with GPS equipment, Mozambican surveyors complete a minefield survey report back at camp.

Work by the United Nations Development Programme (UNDP) and the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD) in recent years has advanced our knowledge on how socio-economic indicators can be used to both understand the impact of the landmine problem and progress that is being made. Initiatives such as those undertaken by the Oslo Peace Research Institute (PRIO) and Canada's International Development Research Centre (IDRC) have promoted a greater understanding of how mine action relates to broader development planning and programming.

Progress is also being made in obtaining the data and information needed to gain a better understanding of the global landmine problem. The Global Landmine Survey initiative was launched in 1998 to produce high quality data on the socio-economic impact of landmines. Under the direction of a working group that includes the United Nations, the GICHD, the

Vietnam Veterans of America Foundation and other NGOs, Level One Socio-Economic Impact Surveys are being done or planned in several mine affected countries and areas.

With the support of Canada and other states, survey activities are taking place in Angola, Cambodia, Chad, Kosovo, Lebanon, Mozambique and Yemen. The first Level One Survey was completed in Yemen in mid-2000 with the assistance of \$1.5 million provided by Canada. Its results were delivered to the Government of Yemen in September 2000.

Obtaining information on the general nature and scope of a country's landmine problem is another important element in setting priorities and ensuring effective coordination. By the end of 2000, the United Nations will have completed more than 10 inter-agency assessment missions designed to acquire this information. Assessment missions have been conducted in Azerbaijan, Belarus, Ecuador, Egypt, Honduras, Peru, Lebanon, Namibia, Sierra

A Level One Socio-Economic Impact Survey community interview at O'Our, Yemen.



Survey Action Center / MCPA



Leone, Zambia and Zimbabwe.

Managing information acquired from the field has become more systematic and sophisticated through the development by the GICHD of the Information Management System for Mine Action (IMSMA). This information management tool provides both the United Nations and mine action centres located in individual states with improved capabilities for decision-making and reporting.

Canada understands that mine action information initiatives are important components in our global efforts to address the landmine problem. To this end, Canada supported a variety of projects in fiscal year 1999.

Socio-Economic indicators

CIDA contributed \$100,000 to the United Nations Mine Action Service (UNMAS) for socio-economic study of mine-contaminated countries. UNMAS, in conjunction with the UNDP and the GICHD, examined three case studies – Kosovo, Laos and Mozambique – in an effort to better understand and measure the socio-economic impact of landmines and the progress of mine action efforts.

Level One Socio-Economic Impact Surveys

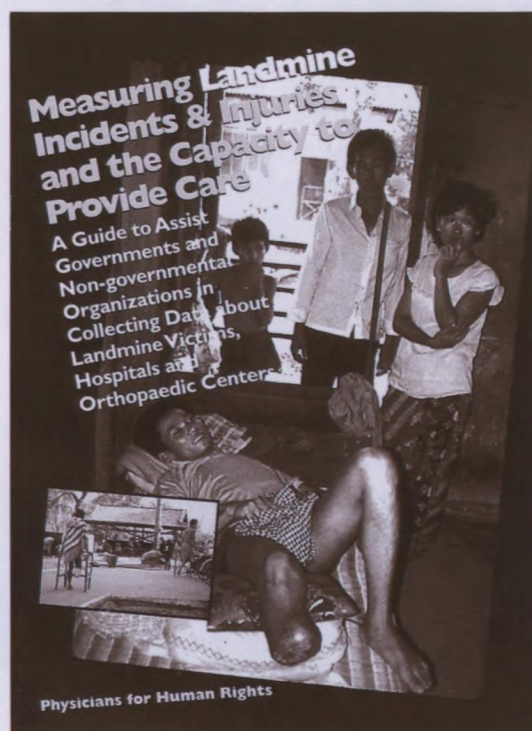
Canada was a major contributor to the recently completed Level One Socio-Economic Impact Survey in Yemen.

In addition, Canada's integrated country program in Mozambique includes a Level One Survey begun in 1998 and Canada is supporting the Level One Survey currently underway in Cambodia. Disbursements by the Canadian Landmine Fund for the three surveys will total approximately \$8 million over five years.

Victim assistance information

DFAIT's Research and Policy Development Program provided approximately \$65,000 to Physicians for Human Rights for pilot testing of landmine survivor surveys in Azerbaijan and the printing and distribution

A Ugandan team translates an injury surveillance database developed with the Canadian Network for International Surgery.



Canada supported the production of this Physicians for Human Rights landmine survivor survey manual.

Canada supported the UN Mine Action Service – the focal point for mine related matters within the UN system.

of a manual containing the survey instruments and detailed instructions on their use. The publication, entitled *Measuring Landmine Incidents and Injuries and the Capacity to Provide Care: A Guide to Assist Governments and Non-Governmental Organizations in Collecting Data about Landmine Victims, Hospitals and Orthopaedic Centers*, was distributed at Ottawa Convention Standing Committee meetings and mailed to campaigners, humanitarian agencies and governmental institutions worldwide.

CIDA's Multilateral Institutions Program also provided \$250,000 as part of a two-year \$500,000 commitment to the World Health Organization (WHO) for landmine injury surveillance initiatives in Africa. The WHO's efforts involve developing, testing and disseminating data collection instruments in 10 African countries. This contribution has enabled the WHO to develop a model for data collection on injuries which has been adopted as part of the IMSMA database. The project will improve assessment of the effects of anti-personnel mine injuries on health and strengthen the capacity of governments, UN agencies and NGOs to plan and manage rehabilitation services.

CIDA's Tapping Canadian Creativity Program provided \$75,000 to the Canadian Network for International Surgery (CNIS) for injury surveillance in Uganda. The CNIS, in collaboration with local partners, has contributed to the development of an information database, focussing on the health consequences of landmines at the hospital and community level. This project will assist in program planning and resource allocation and will improve the skills of health workers in emergency care hospitals. Funding to date for this project now totals \$200,000

Support for mine action centres

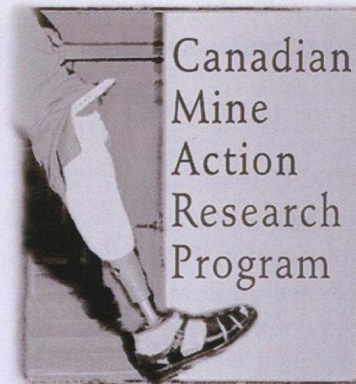
In order to support the important role of mine action centres in national coordination of efforts to address landmine problems, CIDA provided \$778,000 over two years for assessment and institutional support for the United Nations Mine Action Coordination Centre in Kosovo; around

\$1.1 million in institutional support for the Bosnian Mine Action Centres, \$400,000 for the Cambodia Mine Action Centre, \$150,000 in core funding for the Chad Mine Action Centre and \$150,000 in core funding for UXO Lao. The majority of these funds were channeled through the United Nations Development Programme (UNDP).

In addition, approximately \$95,000 was disbursed through the DFAIT Mine Ban Initiatives Program to the UNDP Mine Action Centre in Azerbaijan. Canada also provided approximately \$30,000 for an assessment mission to provide strategic direction for the Thailand Mine Action Centre.

Global coordination

Through CIDA's Multilateral Institutions Program, Canada provided \$150,000 in core funding to the UN Mine Action Service (UNMAS) to support its role as the focal point for mine related matters within the United Nations system. An additional \$500,000 was provided in unearmarked funding to enable UNMAS to carry out a program of activities in support of its mandate.



Policy research

DFAIT's Research and Policy Development Program provided approximately \$47,000 to York University's Centre for International and Security Studies to support a Mine Action Research Program. This initiative involved a directed research project and student research essay competition aimed at developing the capacity of the Canadian academic community and producing policy-relevant mine action research.

Sustaining the effort

While the media's interest in the Ottawa Convention peaked with the signing of the Convention in 1997, the real work to clear mined land, destroy stockpiles, assist victims and deliver mine awareness education continues. It is important that Canadians and individuals in other countries understand that our efforts must be sustained if we are truly going to overcome the threat of landmines in years, not decades.

Canada promotes public awareness of the global landmine problem through DFAIT's Outreach and Sustainability Program. This program disbursed approximately \$1.4 million in fiscal year 1999 to support a variety of initiatives.

These include the production of the annual report to Parliament of the Canadian Landmine Fund and a twice-yearly newsletter entitled *SafeLane: Canada's Landmine Ban Report*.

Award-winning audio-visual products, including a documentary video and CD-ROM produced in 1998, continue to be

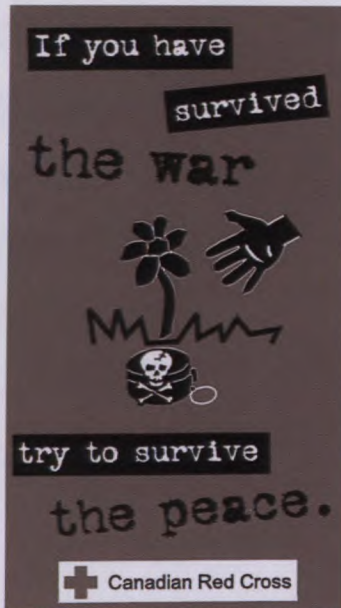
distributed to individuals and groups around the world. The Outreach and Sustainability Program also manages *SafeLane*, the Government of Canada's web site on the landmines issue, at www.mines.gc.ca. Web-based educational materials produced in fiscal year 1999 include the *Mine Action Workbook*. A web-based curriculum guide is currently being developed for launch in 2001.

Through the Outreach and Sustainability Program, Canada communicated to its citizens what their government is doing to address the global landmine problem.



Mélanie Gagnon/MMAAP

Youth Mine Action Ambassador Violaine Des Rosiers and Jill Olscamp of the Fredericton YMCA speak to the public about landmines at the 1999 Francophonie Summit in Moncton.



(Above) In 1999-2000, Canada supported the Canadian Red Cross *Survive the Peace* landmine outreach campaign.

(Below) Youth Mine Action Ambassador Darryl Toews leads Morden, Manitoba students on a mine awareness hike.

A range of exhibits including a large interactive multi-media display, a simulated mined village and smaller table-top exhibits were prominently featured at schools, universities and public buildings across the country and at major events such as the Francophonie Summit in Moncton and the Pan Am Games in Winnipeg.

Canada works with national and community organizations to promote the sustainability of mine action efforts. One of Canada's unique and innovative outreach efforts is the Youth Mine Action Ambassador Program, undertaken in cooperation with Mines Action Canada and the Canadian Red Cross and supported by DFAIT's Youth International Internship Program. During 1999-2000 – the second year of this initiative – eight recent university graduates, hosted by NGOs in Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montreal, Quebec City and Halifax, were given the mandate of promoting awareness of the landmines issue and the Ottawa Convention with local media, schools

and community groups.

Canada also provided approximately \$100,000 to the Canadian Red Cross to support a two-day, public showcase of mine action marking the second anniversary of the Ottawa Convention signing ceremony. Held at Ottawa's Lansdowne Park, *Ban Landmines 99* featured tours of a simulated mined village, high-profile guest speakers including Her Majesty Queen Noor of Jordan, a mine action cyber-centre and mini-film festival.

Other cooperative initiatives to raise awareness on the landmines issue included \$30,000 disbursed to Cineflix Productions to cover part of the production of *Chris Giannou: On the Border of the Abyss*, a documentary film on Canadian field surgeon Chris Giannou, his work with landmine survivors and his involvement in banning landmines. The Canadian Red Cross was given approximately \$8,700 to support its *Survive the Peace* landmine outreach campaign.

Canada also supported the development of sustainable private-sector funding for mine action. A total of \$1 million was provided jointly by CIDA and DFAIT to



Darryl Toews/MAAP



George Chandler/CRC

(Above) Ottawa-area students check out a demining expo at Ban Landmines 99.

(Right) Governor General Adrienne Clarkson, Her Majesty Queen Noor of Jordan, Prime Minister Jean Chrétien, John Ralston Saul, and Madam Aline Chrétien celebrate the Canadian Landmine Foundation's first gala fundraising dinner, Rideau Hall, December 1999.



Mike Pinder

the Canadian Landmine Foundation, a private charity established to raise funds for mine action and promote the long-term sustainability of mine action programming. The Foundation's opening gala in December 1999 was attended by Her Majesty Queen Noor of Jordan, Governor General Adrienne Clarkson and Prime Minister Jean Chrétien. The Foundation has supported two field programs in Central America and launched its Adopt-A-Mine Field program and the fund-raising web site www.clearlandmines.com.

Canadian citizens have demonstrated their commitment to the landmines issue through contributions to the Canadian Landmine Action Fund (CLAF), a special purpose account established by DFAIT and Mines Action Canada to receive donations for mine action projects. In fiscal year

1999, the CLAF's first grant to a mine action program was made to the not-for-profit demining organization, the Canadian International Demining Corps. CIDC was given \$30,000 for the purchase and first-phase training of two mine detection dogs. Funds raised include proceeds from Youth Mine Action Ambassador Program activities such as *Dance Without Fear*, fundraising activities at the Pan Am Games in Winnipeg 1999 and contributions from individual donors.

1999-2000

Canadian Landmine Fund Spending Summaries



Departmental expenditures by program

Department /program	Spent fiscal year 1999-2000
DFAIT	
Mine Action Partnership	\$ 713,500
Mine Ban Initiatives	\$ 2,655,891
Mine Monitoring	\$ 200,000
Mine Action Research and Policy Development	\$ 324,055
Outreach and Sustainability	\$ 1,396,664
Stockpile Destruction	\$ 325,582
Policy Support Unit	\$ 902,012
Total DFAIT	\$ 6,517,704
CIDA	
Integrated Country Program – Mozambique	\$ 1,716,000
Integrated Country Program – Bosnia and Herzegovina	\$ 3,095,000
Tapping Canadian Creativity	\$ 2,033,000
Country Initiatives – Asia	\$ 309,000
Integrated Country Program – Americas	\$ 2,155,000
Multilateral Institutions Program	\$ 3,020,000
Support Unit	\$ 285,000
Total CIDA	\$ 12,613,000
DND	
Canadian Centre for Mine Action Technologies	\$ 2,751,000
Total DND	\$ 2,751,000
Industry Canada	
Technology Partnerships	\$ 75,275
Total Industry Canada	\$ 75,275
TOTAL	\$ 21,956,979

Investments in banning landmines

TABLE 2

This table details 1999-2000 Canadian Landmine Fund expenditures in support of universalization of the global ban on anti-personnel mines, monitoring compliance with the ban, and the destruction of stockpiled mines.

A Investments in support of international advocacy and prevention	Total spending fiscal 1999-2000
North America	\$ 79,050
Former Soviet Union	\$ 145,685
South East Europe	\$ 59,640
South East Asia	\$ 10,000
B Investments in support of global efforts to ban landmines	
International Campaign to Ban Landmines	\$ 200,000
Mines Action Canada	\$ 316,000
C Investments in support of Convention implementation and universalization conferences	
India	\$ 30,000
Nigeria	\$ 10,000
Croatia	\$ 10,000
Georgia	\$ 20,000
D Investments in support of monitoring compliance	
Landmine Monitor 2000	\$ 200,000
E Investments in stockpile destruction	
	\$ 325,582
Total investments in banning landmines	\$ 1,405,957

1999-2000 Investments by thematic area of mine action

Banning Landmines refers to investments in promoting the universalization and effective implementation of the global ban on anti-personnel mines, including stockpile destruction.

Mine Action Information refers to investments in more and better information on the landmine problem for the purpose of more effectively targeting other mine action efforts. Mine action information includes assessment missions, surveys, information tools, and research into building capacity and developing best practices.

Research and Development refers to investments in scientific research and subsequent development into new or improved technologies and processes for addressing the landmine problem.

Mine Action Coordination refers to investments in structures and organizations that will support greater coherence in, and progress towards, addressing the landmine problem.

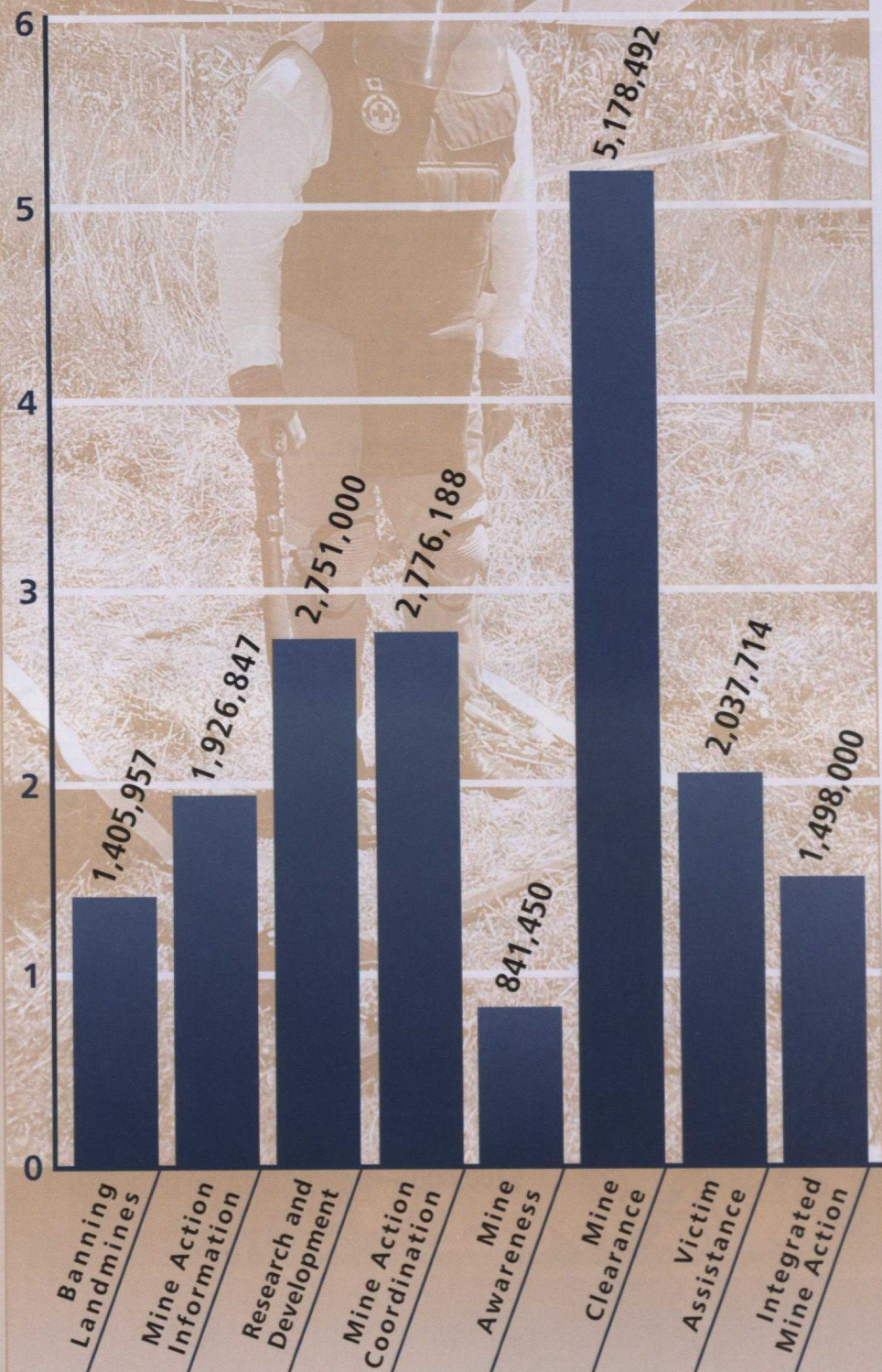
Mine Awareness refers to investments in education and training programs that will reduce high risk, mine-related activities and therefore prevent casualties.

Mine Clearance refers to investments in the full spectrum of activities related to clearing mined land, including mapping and marking minefields, training, supporting mine dog detection teams, providing equipment and protective clothing, demining and quality assurance.

Victim Assistance refers to investments in providing services to victims of mine incidents, including medical services; prosthetics, orthotics and other aids; and physical, vocational, social and psychological rehabilitation.

Integrated Mine Action refers to investments in programs that incorporate more than one core mine action activity into a single program.

\$ Millions



1999-2000

Mine action spending by country

This map shows 1999-2000 Canadian Landmine Fund country-specific total expenditures on mine action information, mine awareness, mine clearance, victim assistance and integrated programming.

